



**HAL**  
open science

# Communication, médias et mise en visibilité d'une situation sociale : le cas de la précarité alimentaire des étudiants

Dulce Dias

► **To cite this version:**

Dulce Dias. Communication, médias et mise en visibilité d'une situation sociale : le cas de la précarité alimentaire des étudiants. Sciences de l'information et de la communication. 2021. dumas-03951686

**HAL Id: dumas-03951686**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03951686>**

Submitted on 23 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Communication, médias et mise en visibilité  
d'une situation sociale :**

Le cas de la précarité alimentaire des étudiants

**Mémoire de recherche**

du Master 2 Information-Communication

Mai 2021

UFR LLASIC

Tutrice : Isabelle PAILLIART

**Par**

Dulce DIAS



## **Remerciements**

Je me dois, en premier, de remercier Madame Isabelle Pailliarat pour l'immense bienveillance manifestée pendant toute l'année, en général, et pendant ce deuxième semestre, en particulier. Son tutorat à la fois très pointu mais aussi très humain m'a permis d'aboutir à la réalisation de ce Mémoire.

Je remercie mon compagnon, Yves Loubat, et notre fils, Antoine, pour la patience et l'abnégation dont ils ont su faire preuve pendant cette période si dense, si prenante mais aussi si riche.

Je remercie mon vieil ami François Blanchard pour tout le temps qu'il a consacré aux successives relectures de ce Mémoire et je lui présente par avance mes excuses pour avoir dérogé à certains de ses conseils.

Enfin, à toutes les personnes qui, en France comme au Portugal, d'une façon ou d'une autre, m'ont soutenue et encouragée dans cette étape de reconversion professionnelle, je leur dis merci.



## **Table des matières**

<b>Introduction .....</b>	<b>6</b>
<b>Partie 1 Les questions de l'alimentation dans les SIC .....</b>	<b>11</b>
Chapitre 1 Ce que les Sciences de l'information et de la Communication ont à dire de l'alimentation .....	13
Chapitre 2 Passage de l'alimentation de la sphère domestique à la sphère publique .....	18
Chapitre 3 Logiques des acteurs .....	23
<b>Partie 2 Publicisation et médiatisations de la précarité et des précaires.....</b>	<b>32</b>
Chapitre 1 Évolutions de la notion de précarité.....	34
Chapitre 2 Avènement de la précarité alimentaire des étudiants dans quelques médias français.....	41
Chapitre 3 Traitement médiatique des acteurs de la précarité .....	49
<b>Partie 3 Caractéristiques de la mise en visibilité éclatée.....</b>	<b>57</b>
Chapitre 1 Acteurs à faible poids.....	59
Chapitre 2 Médiatisations de second plan .....	65
Chapitre 3 Absence de controverses .....	70
<b>Conclusion .....</b>	<b>74</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>80</b>
Ouvrages .....	80
Chapitres d'ouvrages .....	80
Articles de revues .....	81
Rapports.....	89
Articles et communiqués de presse.....	91
Sitographie.....	92
<b>Annexes.....</b>	<b>95</b>
<b>Résumé.....</b>	<b>122</b>

## **Introduction**

**L**e thème de la précarité alimentaire des étudiants apparaît de manière ponctuelle dans la scène publique mais ne s'impose pas dans l'espace public (au sens habermassien) ; il est cible d'actions de la part des pouvoirs politiques, néanmoins sa mise en visibilité reste limitée ; il est objet de médiatisations, seulement il n'aboutit pas en un processus de médiatisation (aux sens proposés par Benoit Lafon, que nous détaillons un peu plus bas) ; il demeure, sans pour autant s'inscrire dans la durée. Toutes ces apparentes contradictions nous interpellent.

Ce Mémoire cherche à comprendre les raisons de cette mise en visibilité « éclatée », qui caractérise la précarité alimentaire des étudiants. Il a pour finalité d'avancer des réponses passibles d'application à d'autres questions sociales qui puissent également avoir du mal à être mises en visibilité. Par l'expression 'mise en visibilité' nous entendons les différentes caractéristiques qui permettent à une situation sociale d'atteindre le statut de problème public, (CEFAÏ<sup>1</sup>, 2016) et d'investir ainsi la sphère publique (MIÈGE<sup>2</sup>, 2010).

Il nous convient ici d'apporter trois précisions.

La première concerne l'expression même de 'précarité alimentaire des étudiants'. Nous sommes consciente du caractère flou, indéfini voire polysémique autant du mot 'précarité' que de l'expression 'précarité alimentaire des étudiants'. Ces raisons-là auraient pu nous amener à l'écrire entre guillemets ou, du moins, entre guillemets simples – comme ci-dessus. Cependant, dans un souci de lisibilité, nous avons décidé de ne pas employer lesdits guillemets. Nous ne les utilisons que dans le premier chapitre de la deuxième partie, quand il s'agit de définir chacun des éléments de cette expression. Outre sa définition, nous voulons démontrer que, bien que le terrain de la précarité alimentaire des étudiants puisse paraître étroit et spécifique, il nous semble, au contraire large et généralisé. En effet, il renvoie à trois problèmes

---

<sup>1</sup> Daniel Cefaï est sociologue et directeur d'études de l'EHESS

<sup>2</sup> Bernard Miège est chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication et professeur émérite à l'Université Grenoble Alpes

sociaux – celui de la précarité, celui de l'alimentation et celui du monde étudiant –, à la convergence desquels il se trouve. Et pourtant, sa mise en visibilité est faible.

Ceci nous conduit à notre deuxième précision. Elle concerne exactement la mise en visibilité. Cette expression peut recouvrir plusieurs notions et son périmètre n'est pas clairement établi. Nous en sommes consciente. La recherche développée à travers ce Mémoire nous amène à penser que, pour être complète, la mise en visibilité va au-delà de la « *visibilité médiatisée* » ou de la « *visibilité par les médias* », dont parlent respectivement les sociologues Olivier Voirol<sup>3</sup> (VOIROL, 2005) et John Thompson<sup>4</sup> (THOMPSON, 2005). Elle s'approcherait du « *processus de médiatisation* » développé par Benoit Lafon<sup>5</sup> (LAFON, 2019) sans pour autant s'y restreindre.

Ce qui nous permet de détailler notre troisième précision. Au long de ce Mémoire nous préférons parler de « *médiatisations* » – au pluriel – pour les distinguer du « *processus de médiatisation* ». Nous nous appuyons donc sur les travaux de Benoit Lafon, faisant le distinguo entre les « *médiatisations multiples et atomisées* » relativement synchrones et le « *processus de médiatisation* », lequel, d'une façon diachronique, affecte « *les sociétés contemporaines* » (LAFON, 2019 : 172).

Ces précisions ici apportées nous conduisent à formuler notre problématique : des acteurs ayant des logiques très différentes et des productions discursives parallèles – ou, du moins, non convergentes – conduisent à une mise en visibilité que nous qualifions d'éclatée d'une situation sociale ; en ce faisant, ils l'empêchent d'atteindre un statut de problème public inscrit dans la sphère publique.

Ainsi, pour appréhender cette problématique, nous analysons les différentes logiques d'acteurs ayant trait à l'alimentation dans une vision synchronique mais aussi dans sa dimension diachronique. Nous nous interrogeons sur les logiques des acteurs politiques, journalistiques et institutionnels concernant la précarité alimentaire des

---

<sup>3</sup> Maître d'enseignement et de recherche à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne (Suisse)

<sup>4</sup> Sociologue et professeur à l'Université de Cambridge (Royaume-Uni)

<sup>5</sup> Professeur à l'Université Grenoble Alpes et directeur du GRESEC



étudiants. Par acteurs institutionnels nous entendons les institutions au sens propre du terme mais aussi les associations et les collectifs moins structurés.

Ainsi, nous avons établi un plan en trois parties, que nous détaillons ci-dessous.

Dans la première partie, nous ancrons la question de l'alimentation dans les Sciences de l'Information et de la Communication (SIC), pour montrer la densité, la complexité et la dimension historique et sociale de l'objet de recherche. Nous commençons par mettre en évidence les apports conceptuels des SIC à l'étude de l'alimentation. Nous le réalisons à travers une présentation générale des principaux auteurs – et de leurs travaux – ayant contribué à ancrer les questions liées à l'alimentation dans les SIC.

Dans le chapitre suivant, nous étudions le passage de l'alimentation de la sphère domestique à la sphère publique. Consciente de la dimension historique de ce mouvement, nous remontons jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, pour fournir quelques exemples de publicisation des questions alimentaires par les pouvoirs publics. Pour cela, nous nous appuyons sur des auteurs en SIC qui ont déjà étudié ce passage, en ce qui concerne l'alimentation, et ses liaisons à la santé et à la sécurité.

Dans le troisième chapitre, nous abordons les logiques des acteurs ayant trait à l'alimentation. Analysés par des auteurs des SIC, nous détaillerons différents jeux d'acteurs – entre les pouvoirs publics, les producteurs, les industriels, les publicitaires, les professionnels de santé ou encore les lobbyistes – ayant abouti aux différentes actions, politiques et campagnes de prévention en termes d'alimentation en particulier et de santé et sécurité en général.

Dans la deuxième partie de ce Mémoire, nous nous intéressons à la mise en visibilité de la précarité et des personnes précaires. Et plus concrètement, à la mise en visibilité des étudiants en situation de précarité. Nous commençons par décomposer l'expression pour comprendre les notions qu'elle contient. Nous les analysons dans le premier chapitre, à l'aide de définitions proposées par divers acteurs français et étrangers. Une fois présentée la précarité alimentaire des étudiants, nous analysons

les différents PNNS – programmes nationaux nutrition santé – mis en place par l'État français depuis 2001. Ils permettent de comprendre la progressive prise en compte de la précarité alimentaire par l'État.

Dans le deuxième chapitre, à travers l'analyse d'un *corpus* – constitué de 12 documents audiovisuels diffusés dans les trois principales chaînes de télévision nationales généralistes non payantes entre le 2 septembre 2019 et le 21 janvier 2021 –, nous nous intéressons à l'avènement de la précarité alimentaire des étudiants dans ces quelques médias français. Nous construisons une grille d'analyse nous permettant de comprendre les pics de médiatisations de la précarité alimentaire des étudiants.

Toujours à l'aide de notre grille d'analyse, dans le troisième chapitre nous étudions le traitement médiatique des acteurs de la précarité alimentaire des étudiants dans ces mêmes documents. Nous nous intéressons à la manière dont ces différents acteurs – étudiants mais aussi institutions, associations et collectifs – sont présentés, mentionnés ou nommés dans les différents reportages. À travers cette analyse, le rôle de chaque acteur est mis en évidence.

L'objectif de la troisième partie est de vérifier nos hypothèses sur les raisons de cette mise en visibilité éclatée de la précarité alimentaire des étudiants. Nous estimons qu'elle est due à la concomitance de plusieurs facteurs. Pour cela, nous nous appuyons sur les résultats issus de notre grille d'analyse ainsi que sur l'analyse que nous avons faite des documents officiels, et concrètement des PNNS.

Notre première hypothèse consiste à dire que les acteurs – et surtout les plus concernés : les étudiants – n'ont pas assez de poids pour inscrire leur situation en tant que problème public. Nous y détaillons six profils d'acteurs forts, capables de contribuer à la transformation d'une situation sociale en problème public et nous constatons que tous ces profils sont absents de notre cas d'étude.

Cette première hypothèse est en rapport direct avec la deuxième : c'est en tant que médiatisation de second plan que la précarité alimentaire des étudiants accède à la « *scène d'apparition* » dont parle Louis Quéré. Elle n'en est pas le sujet principal ; son rôle et ceux de ses acteurs sont secondaires. Elle est juste une « image prétexte » ou

une « image d'illustration » – pour avoir recours au jargon des médias. Et cette médiatisation de second rôle l'empêche de s'imposer dans la « *sphère publique* ».

Enfin, la précarité alimentaire des étudiants est un sujet consensuel, qui ne suscite ni controverse ni débat et cela contribue à sa mise en visibilité éclatée : c'est notre troisième hypothèse. Cette absence de controverse empêche l'émergence d'un public compatissant (CEFAÏ, 2009, 2016) capable d'exiger des mesures et ainsi porter la situation au statut de problème public.

Nous sommes consciente que cet objet de recherche est atypique. La mise en visibilité éclatée de la précarité alimentaire des étudiants approche différentes notions sans pour autant s'y intégrer complètement. C'est en détaillant les caractéristiques de cette situation consensuelle que nous pouvons expliquer sa difficulté à atteindre le statut de problème public et, donc, à accéder à la sphère publique.

## **Partie 1**

### **Les questions de l'alimentation dans les SIC**

**D**ans cette partie, nous souhaitons mettre en évidence les apports conceptuels des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) à l'étude de l'alimentation, dans ses multiples dimensions.

Nous commençons par une présentation générale des principaux auteurs qui ont contribué à ancrer les questions liées à l'alimentation dans les SIC, aidant ainsi à construire l'alimentation en tant que « *système de communication* » que Roland Barthes (1961) appelait de ses vœux.

Dans le chapitre suivant, nous abordons plus en détail les actions et les acteurs ayant contribué au glissement de l'alimentation de la sphère domestique vers la sphère sociale, voire publique. Glissement qui au passage a provoqué un report de la responsabilisation de la société vers l'individu.

Nous poursuivons en étudiant, d'une façon plus approfondie, les « crises » et « scandales » liés à l'alimentation, leurs médiatisations et leurs différentes formes de publicisation. Ce chapitre nous donne les clés pour comprendre les logiques des acteurs qui ont permis d'ériger ces « crises » et « scandales » en problèmes publics, poussant ainsi les pouvoirs publics à l'action, pour y faire face. Pour cela, nous nous appuyons sur des auteurs ayant déjà traité ces « crises » et « scandales ».

Cette première partie nous permet ainsi de comprendre, à partir de ses dimensions historique et sociale, la densité et la complexité de l'alimentation en tant qu'objet de recherche pour les SIC. Elle pose aussi les fondements pour l'étude de notre terrain.

## **Chapitre 1**

### **Ce que les Sciences de l'information et de la Communication ont à dire de<sup>6</sup> l'alimentation**

L'inscription de l'alimentation comme objet d'étude des Sciences Humaines et Sociales se développe dans les années 1960, en particulier quand Roland Barthes (1961) s'interroge sur le poids du sucre dans le régime alimentaire nord-américain comparé au régime français. Au-delà de l'approche politico-économique, le socio-sémiologue propose des pistes pour analyser cette consommation de sucre du point de vue, par exemple, du psycho-sociologue et de l'historien, en élargissant la notion de nourriture d'une « *collection de produits* » à « *un système de communication, un corps d'images, un protocole d'usages, de situations et de conduites* » (BARTHES, 1961 : 979). Dans son plaidoyer « Pour une psycho-sociologie de l'alimentation contemporaine » Roland Barthes décrit même l'alimentation en tant que système de communication avec ses différentes unités, syntaxes et styles (Idem : 981-982).

Depuis, nombreux sont les auteurs de plusieurs disciplines qui se sont intéressés aux questions liées à l'alimentation. Dans le dossier consacré à « L'alimentation, une affaire publique ? », publié en 2015 dans la revue *Questions de Communication*, Simona De Iulio, professeure en Sciences de l'Information-Communication à l'université de Lille, en recense quelques-uns<sup>7</sup> qui ont contribué à sortir l'alimentation de la sphère domestique à laquelle elle a longtemps appartenu :

« [Ces auteurs] ont bien montré que se nourrir ne signifie pas uniquement rassasier la faim et satisfaire le goût et que la nourriture n'est pas seulement porteuse de qualités fonctionnelles qui répondent à des exigences physiologiques ou à des besoins de santé et de bien-être. La nourriture et les

---

<sup>6</sup> Nous avons emprunté l'expression « Ce que les Sciences de l'Information et de la Communication ont à dire de... » à l'intitulé général des Séminaires de l'année 2021 *Communication, médias et champs sociaux* de l'option Recherche du Master 2 ICPM, à l'ICM, UGA

<sup>7</sup> « [...] *Anthropologues (Lévi-Strauss, 1964, 1966, 1968 ; Douglas, 1985), sociologues (Bourdieu, 1979 ; Certeau, 1980 ; Fischler, 1990 ; Poulain, 2002 ; Corbeau, Poulain, 2002 ; Bernard de Raymond, Parasie, 2005 ; Régnier et al., 2006), historiens de la culture (Flandrin, Montanari, 1997 ; Ory, 1998 ; Stanziani, 2004 ; Hache-Bissette, Sailliard, 2007 ; Clafin, Scholliers, 2012 ; Parasecoli, Scholliers, 2012), géographes (Fumey, 2008, 2010)* » (DE IULIO Simona et al., 2015 : 7)

*pratiques alimentaires relèvent aussi de la sphère de l'économie (production et marché de l'agroalimentaire), de l'espace social (socialisation, inégalités sociales, construction de l'identité individuelle et collective, caractère " genré " ou générationnel de la consommation alimentaire), de la culture, des rites et de l'imaginaire. » (DE IULIO et al., 2015 : 7-8)*

Cependant, cet intérêt pour l'alimentation est resté circonscrit à l'intérieur des bornes des disciplines institutionnalisées, jusqu'à la fin des années 1990. C'est dans cette décennie que la vague de décloisonnement disciplinaire des *studies* (DARBELLAY, 2014, cité par DE IULIO et al., 2015) a créé un nouveau champ de recherche pluridisciplinaire : les *food studies* – les études sur l'alimentation. Ainsi, plusieurs chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) ont cosigné, avec des auteurs d'autres disciplines, des articles concernant la nourriture, l'alimentation et la gastronomie.

En 1999, Yves Jeanneret<sup>8</sup> et Emmanuel Souchier<sup>9</sup>, dans la revue *Communication et Langages*, ont analysé les étiquettes des vins pour étudier « *la manière dont la communication contribue à transformer les aliments en produits culturels* » (DE IULIO et al., 2015 : 9). Malgré son caractère « *ordinaire* », l'étiquette d'une bouteille de vin « *est un objet révélateur d'enjeux importants [...] [et] concentre les valeurs, croyances, représentations identitaires d'un pays, d'une région, d'un terroir [...] avec une densité particulière qui n'est pas sans rapport avec sa prétendue insignifiance.* » (JEANNERET et SOUCHIER, 1999 : 83)

Une décennie plus tard, plus précisément en 2010, c'est tout un dossier, coordonné par Jean-Jacques Boutaud<sup>10</sup> et Véronique Madelon<sup>11</sup>, que la même revue consacre à « *La médiatisation du culinaire* ». Y sont analysés les différentes logiques discursives déroulées autour du culinaire, l'expression symbolique des images mises en scène dans les médias, « *les moments et les situations de production et de représentation de l'univers culinaire, entre le privé et le public, l'individuel et le*

---

<sup>8</sup> Professeur émérite de Sciences de l'information et de la communication au CELSA – Sorbonne Université

<sup>9</sup> Professeur des universités au CELSA – Sorbonne Université, spécialisé dans l'écriture, l'énonciation éditoriale et l'écrit d'écran, les pratiques de communication infra-ordinaires et les relations littérature-communication

<sup>10</sup> Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Bourgogne

<sup>11</sup> Docteure en Sciences du langage, rattachée au LASELDI, de l'Université de Franche-Comté

*collectif, [ou encore] les statuts, les rôles et les actions des protagonistes impliqués dans ces situations et dans la trame narrative d'un genre de narration, de production. »* (BOUTAUD et MADELON, 2010 : 35) Les deux coordonnateurs du dossier expliquent ainsi l'engouement des publics envers les programmes télévisés, les blogs et les sites ayant trait à l'alimentation :

*« L'attraction, pour ne pas dire la fascination du culinaire, s'explique aussi par le jeu des polarités entre le vertical et l'horizontal. La cuisine entretient un rapport élémentaire et symbolique avec la table. Pas seulement le fait de manger, mais le besoin consubstantiel de manger ensemble ; pas seulement les aliments, à tous les degrés d'incorporation, mais la table ou le partage des aliments, à tous les degrés de socialisation. »* (BOUTAUD et MADELON, 2010 : 37)

Plus récemment, en 2015, Françoise Hache-Bisette<sup>12</sup> et Denis Saillard<sup>13</sup> ont coordonné, pour la revue *Le Temps des Médias*, un dossier intitulé « À table ». Faisant écho à deux ans d'existence du séminaire « Médias et médiatisations de la gastronomie (XVII<sup>e</sup> XXI<sup>e</sup> siècles) » et dans une démarche « *résolument interdisciplinaire* » (HACHE-BISSETTE et SAILLARD, 2015 : 6), le dossier comporte plus d'une dizaine d'articles qui allient les dimensions historique et médiatique de la nourriture, de l'alimentation et de la cuisine, en France, mais aussi en Allemagne, aux États-Unis et au Québec.

*« La dimension historique paraît une donnée fondamentale pour analyser au mieux médias et médiations gastronomiques. En effet, inscrire ces analyses dans un temps long, près de cinq siècles, permet de questionner à la fois la permanence de plusieurs types de médiation, même si leurs vecteurs changent, mutent et se modernisent, et la diversification de plus en plus grande des discours sur la gastronomie, ne serait-ce qu'en raison des progrès des sciences de la communication et plus généralement de l'ensemble des sciences (sociologie, économie, sciences de la nature, médecine, etc.). »* (HACHE-BISSETTE et SAILLARD, 2015 : 7)

Certains auteurs s'intéressent à la médiatisation de l'alimentation, dans ses dimensions ludique, conviviale et de socialisation ; d'autres commencent à étudier sa publicisation en tant que problème de santé publique. De l'étude de l'alimentation « *en*

---

<sup>12</sup> Professeure en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris Saclay

<sup>13</sup> Chercheur associé au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines



*tant que système de communication, [...] objet de discours, de récits et d'images »* (DE IULIO et al., 2015 : 8), le questionnement se déplace peu à peu vers les différentes pratiques info-communicationnelles et les « enjeux et [les] stratégies d'acteurs liés à l'alimentation envisagée comme problème de santé publique » (CLAVIER et DE OLIVEIRA, 2018 : 4).

C'est déjà le cas du dossier « L'alimentation, une affaire publique ? », dirigé par Simona De Iulio<sup>14</sup>, Sylvie Bardou-Boisnier<sup>15</sup> et Isabelle Pailliar<sup>16</sup> et publié en 2015 dans la revue *Questions de communication*. Les autrices mettent en exergue le fait que « l'alimentation se publicise d'abord parce qu'elle soulève des questions d'ordres sanitaire, sécuritaire, environnemental et économique qui dépassent l'individu ou le ménage et concernent la collectivité. » (DE IULIO et al., 2015 : 10).

Dans *Alimentation et Santé*, ouvrage dirigé par Viviane Clavier<sup>17</sup> et Jean-Philippe de Oliveira<sup>18</sup>, différents sujets d'actualité sont analysés du point de vue des publicisations et des médiatisations qui ont contribué à l'émergence de l'alimentation comme problème de santé publique. Qu'il s'agisse des dangers (pesticides, antibiotiques...) ou des pathologies (obésité, diabète...) associés à l'alimentation, les auteurs analysent les différents sujets à l'aune de notions comme publicisation, médiatisations, stratégies d'acteurs ou stratégies de communication, pour n'en citer que celles-ci.

Bien que la crainte de l'empoisonnement par l'ingestion orale ne soit pas nouvelle et qu'elle ait hanté l'Homme, au moins, depuis Socrate (FERRIÈRES, 2002 : 114), depuis les années 1980 elle a ressurgi en tant que « peur de l'aliment nocif » (BARDOU-BOISNIER et DE OLIVEIRA, 2018 : 12) contribuant, elle aussi, à l'inscription de l'alimentation comme problème public.

---

<sup>14</sup> Professeure des universités en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lille

<sup>15</sup> Maîtresse de conférences Sciences de l'information et de la communication à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand et membre du GRESEC

<sup>16</sup> Professeure en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Grenoble Alpes et membre du GRESEC

<sup>17</sup> Maîtresse de conférences HDR en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Grenoble Alpes et directrice-adjointe du GRESEC

<sup>18</sup> Maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Grenoble Alpes et membre du GRESEC

Le veau dopé aux hormones (1980), la vache folle (1996), l'épizootie de grippe aviaire (1997), la dioxine dans les poulets (1999), les pesticides dans les fruits (2006) ou la viande de cheval dans des lasagnes vendues comme étant pur bœuf (2013) sont quelques-uns des « scandales sanitaires » qui ont ébranlé la France et « *créé de l'anxiété chez les consommateurs vis-à-vis de leur alimentation.* » (BARDOU-BOISNIER et DE OLIVEIRA, 2018 : 12)

À ceux-là, nous pouvons encore ajouter les différents « scandales » liés à l'eau – de l'aluminium (1998), aux traces de pesticides et de médicaments (2013), en passant par la légionellose (2001) et le supposé lien entre l'eau de robinet, le cancer et la maladie d'Alzheimer (2008) – que Céline Hervé-Bazin<sup>19</sup> analyse, dans l'article « *Boire en eaux troubles* » (2014), pour montrer « *la mise en scène d'une querelle d'expertise [...] sur l'espace public et médiatique* » (HERVÉ-BAZIN, 2014 : 128), avec « *des enjeux de santé publique, d'expertise ou encore, de confiance.* » (Idem : 127)

Nous ne traiterons ici ni de certains travaux sur la médiatisation du culinaire à la télévision ni d'autres plus récents consacrés à la médiatisation de l'« expérience gastronomique » ou à l'engagement et à la prise de parole éthique des différents acteurs de l'alimentation. En effet, plus qu'une simple recension de chercheurs ayant travaillé sur l'alimentation, nous faisons le choix d'auteurs et d'articles qui nous permettent de développer notre problématique et de vérifier nos hypothèses.

---

<sup>19</sup> Docteure en Sciences de l'Information et de la Communication au CELSA – Sorbonne Université et chercheuse au GRIPIC

## **Chapitre 2**

### **Passage de l'alimentation de la sphère domestique à la sphère publique**

Les différents « scandales alimentaires » et « crises sanitaires », auxquels nous venons de faire référence dans le chapitre précédent, ont contribué à sortir l'alimentation de l'intimité de la vie domestique et familiale, de la sphère du privé, (DE IULIO et *al.*, 2015) l'inscrivant dans un espace sinon public, au moins dans une sphère sociale, voire sociétale – et nous entendons ici « sociétale » dans le sens défini par Bernard Miège : qui « prend en compte à la fois les questions relevant du social et celles d'ordre environnemental » (MIÈGE, 2010 : 205).

Avant de rentrer dans les détails de la publicisation des questions d'alimentation, il convient d'explicitier ici les notions sur lesquelles nous nous appuyons, quand nous faisons référence à l'espace public, à la sphère publique ou encore à la scène publique.

Nous estimons que la notion habermassienne d'espace public ne s'applique pas tout à fait aux différentes mises en visibilité des questions liées à l'alimentation. « *La notion d' " espace public " renvoie à deux situations différentes : l'une a trait à la mise en public, l'autre porte sur la sphère publique. L'une et l'autre mobilisent essentiellement des actions d'information et de communication, mais la seconde est animée par des débats, alors que la première tend à les aplanir.* » (PAILLIART, 2019 : 192) Or, cette dimension de débat, cette dimension conflictuelle, existante dans la sphère publique ne se trouve pas systématiquement dans les sujets liés à l'alimentation – et encore moins quand il s'agit de la précarité alimentaire, comme nous le montrons dans le dernier chapitre de ce Mémoire. Nous sommes loin de « *l'espace public [comme] le cadre où se discutent des questions pratiques et politiques* » (QUÉRÉ<sup>20</sup>, 1992 : 78) « *susceptibles de vérité* » (HABERMAS cité par QUÉRÉ, 1992 : 78) grâce un débat d'idées entre « *individus faisant usage de leur*

---

<sup>20</sup> Sociologue et directeur de recherche émérite au CNRS

*raison* » (HABERMAS, 1962 : 61 cité par PAILLIART, 2019 : 191). Il s'agit donc, comme défend Bernard Miège (2010), de réévaluer la distinction entre la sphère publique et la sphère privée, ainsi que les mutations qu'elles ont subies.

Déjà, car la sphère privée d'aujourd'hui a peu à voir avec ce domaine privatif, ces relations intimes dans le cadre de « *la famille restreinte* » au « *caractère patriarcal* », caractéristique des sociétés bourgeoises anglaises, françaises et allemandes du XVIII<sup>e</sup> et début du XIX<sup>e</sup> siècles, et à propos de laquelle Jürgen Habermas, lui-même, a apporté quelques précisions dans sa préface de l'édition de 1990 de *L'Espace public*. Nous serions, donc, aujourd'hui plutôt face à ce que Bernard Miège appelle « *une certaine tendance à l'interpénétration des sphères publique et privée* » (MIÈGE, 2010 : 59).

Cette interpénétration est l'une des caractéristiques de ce nouvel « *espace public contemporain* », élargi, diversifié et fragmenté – sous l'influence des médias de masse et de l'usage croissant des technologies nouvelles de la communication – et de plus en plus régulé par des normes marchandes, théorisé par Bernard Miège (2010 : 55-6). C'est ainsi que, dans ce nouvel espace public morcelé et fragmenté, une nouvelle sphère d'action – la sphère sociale – aurait fait son apparition :

« [...] *on est en droit de se demander si, au moins à partir de la deuxième partie de XX<sup>e</sup> siècle, ne s'est pas formé une sphère nouvelle entre les deux domaines initialement identifiés. Dans sa célèbre préface de 1990 (...), Habermas lui-même l'a qualifiée de sphère sociale (die Sozialsphäre) et lui fait correspondre tout ce que l'État social a été conduit à prendre en charge dans les champs de la santé, de l'éducation, de l'action sociale, de l'action culturelle, etc., et qui bien souvent a été qualifié, en France notamment, comme relevant du service public [...]* » (MIÈGE, 2010 : 59).

Nous voici, donc, en présence de trois sphères : publique, sociale et privée, « *dont aucune ne saurait disposer du monopole de la publicité et de la publicisation des opinions [puisque] des espaces de discussion se sont formés progressivement à peu près dans toutes les sphères de la société* » (MIÈGE, 2010 : 59).

C'est dans cette sphère sociale – voire sociétale, comme nous l'avons déjà indiqué – que les questions liées à l'alimentation vont, peu à peu, émerger. Auparavant

circonscrite à la sphère privée, familiale, l'alimentation se rend visible en tant que vecteur de santé – celle-ci sortie, elle aussi, de la sphère privée, comme l'affirme Bernard Miège (2010). Nous serions donc en présence d'« *un phénomène majeur dans les sociétés contemporaines, à savoir, la tendance qui se confirme de voir la santé sortir de la sphère privée pour devenir [...] une question relevant de plus en plus de la sphère publique.* » (MIÈGE, 2010 : 179-80) Même si, deux paragraphes plus loin, l'auteur s'interroge sur dans quelle conception de ce nouvel « *espace public partiel* », la santé s'intégrerait : dans « *un espace partiel d'ordre sanitaire* », dans « *un espace partiel relevant de l'espace scientifique et technique* » ou encore dans « *un espace de traitement des situations de crise, et ce cas de figure ne se rapprocherait-il pas de l' " espace public politique " ou même devrait-il en faire partie ?* » (Idem : 180)

Pour l'instant, nous focalisons notre attention sur l'alimentation et sa mise en visibilité, son apparition dans la sphère sociale ou, plus précisément encore, juste dans la « *scène publique* » dont parle Louis Quéré : « *une scène d'apparition, où accèdent à la visibilité publique aussi bien des acteurs et des actions que des événements et des problèmes sociaux* » (QUÉRÉ, 1992 : 77). Louis Quéré différencie cette idée de « *scène publique* » de « *celle d'une sphère publique de libre expression, de communication et de discussion, cette sphère constituant une instance médiatrice entre la société civile et l'État, entre les citoyens et le pouvoir politico-administratif* » (Ibidem).

Ainsi, même si « *l'espace public contemporain n'a plus guère à voir avec les conditions qui ont conduit à sa formation dans les sociétés européennes dès le XVII<sup>e</sup> siècle et surtout dès le XVIII<sup>e</sup> siècle [...] le concept reste pertinent pour éclairer – pour partie – l'avènement de l'information-communication au cœur des sociétés en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle* » (MIÈGE, 2010 : 54) et encore plus s'agissant du début du XX<sup>e</sup> siècle. Car c'est à cette époque-là que l'alimentation commence à se rendre visible, à devenir une affaire publique en engageant des actions de régulation de la part des États (DE IULIO et al., 2015 : 12).

Plus récemment – entendons : depuis les années 1980 –, les médiatisations des différents enjeux sociétaux (sanitaire, sécuritaire, environnemental et économique)

liés aux sujets alimentaires, ont contribué à la mise en visibilité de l'alimentation et ont attiré l'attention des pouvoirs publics. Ceux-ci, voulant faire face aux différentes menaces pesant sur la société, ont mis en place différents instruments et campagnes de prévention. Ce faisant, ils ont politisé l'alimentation (DE IULIO et al., 2015). Une politisation concrétisée par la création de plusieurs outils de gouvernement : « *des directions au sein de ministères, des agences (par exemple l'Agence nationale de sécurité alimentaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), des réglementations ou encore des plans nationaux* » (Idem : 11).

Il nous paraît approprié d'apporter ici une précision. Bien que ce Mémoire traite, principalement, du cas français, nous ne nous privons pas, quand la situation le justifie, d'établir des comparaisons avec d'autres pays. En l'occurrence, en nous appuyant sur les articles du sociologue Daniel Cefaï, nous pouvons constater que ce mouvement de politisation de l'alimentation fut similaire aux États-Unis. La *Food and Drug Administration*<sup>21</sup> a été créée, au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>22</sup>, à la suite d'un « *sentiment collectif d'urgence face au danger* » (CEFAÏ, 2016 : 32) exalté, entre autres, par la publication du livre *The Jungle*, dans lequel le journaliste et nouvelliste Upton Sinclair décrit les pratiques peu respectueuses des règles sanitaires des abattoirs et de l'industrie de conditionnement de viande de Chicago.

Ces deux exemples sont, certes, assez éloignés l'un de l'autre dans l'espace et dans le temps ; néanmoins, nous nous apercevons que la politisation de l'alimentation n'est pas récente.

C'est ainsi que « *les actions des pouvoirs publics conquièrent-elles la sphère privée et l'intimité de la vie domestique* » et que « *l'alimentation acquiert [...] une dimension publique en étant objet de campagnes de prévention* » (DE IULIO et al., 2015 : 11) mises en place par ces mêmes pouvoirs publics. Ces campagnes de prévention relèvent de la communication publique ayant, entre autres objectifs, des visées injonctives : concrètement, « *la recherche de changements de comportements des citoyens-usagers des services publics (dans la santé, la circulation routière et les*

---

<sup>21</sup> L'agence nord-américaine en charge de l'alimentation et des médicaments

<sup>22</sup> Par le *Pure Food and Drug Act*, loi de 1906

*transports, l'alimentation et même des actes de la vie personnelle quotidienne, etc.)* » (MIÈGE, 2010 : 109). Cette tendance s'est accentuée après la Seconde Guerre Mondiale et s'est encore accélérée à partir des années 1970, avec la « *progression remarquable* » (Ibidem) que la communication publique a depuis connue.

À ce propos, Simona de Iulio et alii (2015) explique que la politisation des activités alimentaires est accompagnée d'une dimension communicationnelle :

« [...] *c'est ainsi qu'il faut analyser la Journée mondiale de l'alimentation [le 16 octobre], décrétée [en 1981] par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)<sup>23</sup>, ou encore la Journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire [célébrée aussi le 16 octobre, depuis 2013, en France]* » (DE IULIO et al., 2015 : 12).

D'ailleurs, les Nations Unies ont depuis instauré, elles aussi, une Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture<sup>24</sup>, célébrée pour la première fois le 29 septembre 2020.

---

<sup>23</sup> Dans le chapitre suivant, nous parlons plus en détail du rôle de la FAO dans la mise en visibilité de l'alimentation

<sup>24</sup> Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture. Disponible sur : <<https://www.un.org/fr/observances/end-food-waste-day>>

## **Chapitre 3**

### **Logiques des acteurs**

Privilégiant une approche se situant dans la continuité, plutôt que dans la rupture, nous remontons jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Cette analepse, nous venons de la faire dans le chapitre précédent et nous la développons dans celui-ci également. Notre objectif est d'analyser les stratégies des acteurs qui ont contribué à la mise en visibilité des enjeux alimentaires.

Ainsi, nous abordons les productions discursives de quelques structures et organisations supranationales et internationales – émanant des États – qui ont conduit à des injonctions sécuritaires et normatives – donc, à la politisation de l'alimentation. Dans un deuxième temps, nous nous concentrons sur les stratégies et les discours publicitaires mis en pratique par les industries agroalimentaire et pharmaceutique. Enfin, nous analysons la communication publique de l'État français relative à l'alimentation, en abordant les politiques publiques concernant les différents programmes nationaux nutrition santé (PNNS).

La peur de manquer de nourriture, « à la suite d'une mauvaise récolte ou des ravages de la guerre » (FERRIÈRES, 2002 : 10) s'est amenuisée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'introduction, en Europe, de la pomme de terre et du sucre dans le régime alimentaire. Cependant, « *d'autres craintes sur la qualité de ce que l'on mange* » (Idem : 363) se sont développées. C'est ainsi que les États adoptent de nouvelles mesures à « *multiples injonctions sécuritaires* » – pour emprunter l'expression d'Hélène Romeyer<sup>25</sup> (2015 : 50). Parmi ces mesures, nous citons la création, en 1903, de la Fédération Internationale de Laiterie<sup>26</sup> (rebaptisée, en 2012, Fédération Internationale du Lait), dont le discours officiel concernant les objectifs de l'organisation est clairement axé sur la sécurité :

---

<sup>25</sup> Professeure en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Franche-Comté

<sup>26</sup> Fondée par 16 pays : Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Suède et Suisse



«To represent the dairy sector as a whole at international level by providing a global source of scientific expertise and knowledge in support of the **development and promotion of quality milk and milk products** so as to deliver consumers with nutrition, health and well-being.»<sup>27, 28, 29</sup>

Cependant, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, un nouveau changement va s'opérer dans les deux peurs historiques concernant l'alimentation – la peur de manquer de nourriture et la peur de l'empoisonnement alimentaire (FERRIÈRES, 2002). C'est en effet la crainte de la pénurie qui revient et, dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les États se retrouvent contraints de prendre de nouvelles mesures, avançant ainsi un peu plus dans la politisation de l'alimentation, à travers des actions supranationales de prévention qui, comme l'explique la sociologue Lise Demailly<sup>30</sup> (2014), prennent « en partie la forme d'une recherche d'influence sur autrui. Elle[s] se [veulent] favorable[s] au destinataire ».

Une de ces mesures est la fondation, en 1945, de la FAO – la *Food and Agriculture Organization of the United Nations* ou, en français, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.<sup>31</sup> Le règlement général de cette agence onusienne, dans son article XXXIII-B-9 concernant le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, affiche des objectifs « d'inculcation normative » (DEMAILLY, 2014), en affirmant que celui-ci « luttera pour un monde libéré de la faim dans lequel les pays mettent en œuvre les **Directives**<sup>32</sup> volontaires ».<sup>33</sup>

Un an plus tard, c'est au tour de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de voir le jour. En inscrivant dans le préambule sa Constitution<sup>34</sup> que « la santé est un

---

<sup>27</sup> FIL-IDF – About Us / IDF History. Disponible sur : <<https://fil-idf.org/about-us/idf-history/>> (Consulté en mars 2021)

<sup>28</sup> Représenter le secteur laitier dans son ensemble, au niveau international, en fournissant une source mondiale d'expertise et de connaissances scientifiques pour soutenir le développement et la promotion d'un lait et de produits laitiers de qualité afin d'apporter aux consommateurs nutrition, santé et bien-être. (Traduction de l'autrice)

<sup>29</sup> Mis en gras de l'autrice

<sup>30</sup> Sociologue, professeure des universités à l'Université de Lille

<sup>31</sup> D'abord au Québec, avant d'installer son siège à Rome, en 1955. Cf. FAO, À propos de la FAO. Disponible sur : <<http://www.fao.org/about/fr/>>

<sup>32</sup> Mis en gras de l'autrice

<sup>33</sup> FAO, Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Disponible sur : <<http://www.fao.org/3/mp046f/mp046f.pdf>>

<sup>34</sup> Votée en 1946, la constitution de l'OMS n'est entrée en vigueur qu'en 1948, le 7 avril, date que l'Organisation célèbre chaque année par la Journée mondiale de la santé

état de complet bien-être physique, mental et social, [qui] ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité »<sup>35</sup>, l'OMS associe bien-être et santé, en même temps qu'elle pose, elle aussi, les fondements d'une normativité concernant l'alimentation. Dans son article 2, alinéa u) nous apprenons qu'une des fonctions de l'OMS est de « *développer, établir et encourager l'adoption de normes internationales*<sup>36</sup> en ce qui concerne les aliments, les produits biologiques, pharmaceutiques et similaires »<sup>37</sup>.

Cette tendance normative, nous la retrouvons également dans la mise en œuvre, en 1963, du Codex Alimentarius. Issu des réunions mixtes d'experts de la FAO et de l'OMS, organisées dès 1950, ce code normatif s'est inspiré de la Fédération internationale du lait, et des normes internationales qu'elle a établies concernant les produits laitiers. Le Codex Alimentarius a donc pour objectif de définir des règles sur la nutrition et les additifs alimentaires et d'établir des normes alimentaires<sup>38</sup> dans le but de – comme l'explique dans un rapport la chercheuse brésilienne Débora de Carvalho Pereira<sup>39</sup> – servir de « *référence dans les échanges internationaux en matière de sécurité sanitaire des aliments et de garantir ainsi la loyauté des transactions* »<sup>40</sup> ou encore – selon un guide disponible sur le site web du ministère français de l'Agriculture – de « *protéger la santé du consommateur et assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire international* »<sup>41</sup>

Outre les États et leurs organisations supranationales et internationales, l'industrie agroalimentaire joue aussi un rôle important dans la mise en visibilité de

---

<sup>35</sup> OMS, Préambule à la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, tel qu'adopté par la Conférence internationale sur la Santé, New York, 19 juin-22 juillet 1946; signé le 22 juillet 1946 par les représentants de 61 États. (Actes officiels de l'Organisation mondiale de la Santé, n°. 2, p. 100) et entré en vigueur le 7 avril 1948». Cette définition n'a pas été modifiée depuis 1946. Disponible sur : <<https://apps.who.int/gb/bd/PDF/bd47/FR/constitution-fr.pdf?ua=1>>

<sup>36</sup> Mis en gras de l'autrice

<sup>37</sup> OMS, Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé. Disponible sur : <<https://apps.who.int/gb/bd/PDF/bd47/FR/constitution-fr.pdf?ua=1>>

<sup>38</sup> FAO, À propos du Codex – Histoire du Codex. Disponible sur : <<http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/about-codex/history/fr/>>

<sup>39</sup> Docteure en Sciences de l'Information.

<sup>40</sup> *Produits Laitiers – Les réseaux d'influence sur le Web - Rapport REPASTOL-PEREIRA*, [Document en ligne] Disponible sur : <<https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/3105/files/2017/10/Rapport-REPASTOL-PEREIRA-2017.compressed.pdf>>

<sup>41</sup> MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, *Guide Pratique de l'accueil des écoles primaires chez les professionnels de la filière laitière*. [Document en ligne] Disponible sur : <[https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guidelait2015pages\\_final\\_1.pdf](https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guidelait2015pages_final_1.pdf)>

l'alimentation – et ce, au moins, dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale. À travers les discours publicitaires, les industriels veulent orienter le comportement des consommateurs, souvent par « *des stratégies fondées sur l'appel à la peur* » (DE IULIO, 2011 : 143).

Dans le contexte de l'après-guerre, les peurs les plus répandues restent la peur de manquer et la peur de ne pas disposer d'une quantité de nourriture suffisante ou suffisamment nourricière. L'industrie agroalimentaire s'appuie sur ces peurs pour convaincre les consommateurs d'acheter ses produits.

Dans son article intitulé « Les discours publicitaires et la construction sociale des risques alimentaires » (2011), résultant de l'analyse d'un *corpus* de 2245 annonces liées à l'alimentation infantile publiées entre 1949 et 2005 dans deux magazines français – *Paris Match* et *Elle* – et un italien – *Oggi* –, Simona de Iulio met en évidence le rôle de la peur dans la stratégie argumentative du discours publicitaire de l'industrie agroalimentaire :

« *De la fin des années 1940 jusqu'à la moitié des années 1950 environ, les annonces parues dans Paris Match et Oggi évoquent les dommages provoqués par une alimentation insuffisante et inadéquate aux besoins nutritionnels des enfants : amaigrissement, faiblesse, anémie, asthénie, maladies respiratoires et de l'appareil digestif.* » (DE IULIO, 2011 : 145)

De la peur de manquer propre à l'après-guerre, les sociétés française et italienne évoluent, à partir des années 60, vers l'abondance. Parallèlement, le rôle des femmes commence à changer, avec « *une quête croissante d'indépendance, d'autonomie et de nouveaux rythmes de travail et de vie de la part des mères* » (DE IULIO, 2011 : 155). Le discours publicitaire change, aussi, et insiste « *sur la facilité et la rapidité de préparation* » (Ibidem) des repas familiaux.

L'industrie de l'agroalimentaire a su adapter son discours aux préoccupations de chaque temporalité. « *Au cours des années 1970 et 1980, les discours publicitaires relancent et s'appuient sur les peurs liées à la fabrication industrielle des aliments* », explique Simona de Iulio (2011 : 155) tandis qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et au début du

XXI<sup>e</sup> ce sont les « *nouvelles catégories de risques et notamment sur les menaces pour la santé entraînées par le surpoids et l'obésité [ainsi que les] normes esthétiques de minceur* » (Idem : 158) qui sont appropriées par l'industrie agroalimentaire et guident son discours. Le surpoids, l'obésité et les normes esthétiques de minceur sont une des filières qu'un nouvel acteur a investie : celle des compléments alimentaires, produits par l'industrie pharmaceutique et parapharmaceutique.

En France, ce marché de la « nutrition-santé » ou des « aliments-santé » – appellations utilisées par les professionnels du secteur – a connu une forte croissance au début de ce troisième millénaire. Malgré une évolution par phases, avec des reculs et des embellies, il a généré 1,9 milliard d'euros<sup>42</sup> en 2020, (une baisse de 1,2%, par rapport à l'année précédente, imputée à la crise sanitaire par le secteur). Selon l'étude Inca 2 – Étude Individuelle Nationale sur les Consommations Alimentaires –, citée par Sylvie Bardou-Boisnier et Kevin Caillaud (2015), « *les consommateurs de compléments alimentaires jouissent d'un plus haut niveau d'études que la moyenne* » (Idem : 87). Or, sachant qu'à un niveau d'études plus élevé correspond, statistiquement, un salaire plus élevé<sup>43</sup>, le potentiel marchand de ce secteur est important.

Les industriels du secteur deviennent ainsi, eux aussi, des acteurs de la mise en visibilité de l'alimentation. Ils « *communiquent abondamment sur leurs produits via la presse ou l'internet en mettant en avant des promesses centrées sur la santé, le bien-être et les origines naturelles des produits* » (Ibidem). Cependant, les fabricants ne sont pas les seuls « *acteur[s] de parti pris [à vouloir] séduire les consommateurs en présentant les compléments alimentaires comme étant inoffensifs et efficaces pour la prévention de certaines maladies.*» (Ibidem)

« *Les industriels sont aidés par une presse spécialisée, par les pharmaciens eux-mêmes qui doivent atteindre des objectifs de vente de leurs produits ou par des professionnels impliqués dans des thérapies alternatives* » (BARDOU-BOISNIER et CAILLAUD, 2015 : 87).

---

<sup>42</sup> Selon une étude menée par le cabinet Xerfi ([www.xerfi.com](http://www.xerfi.com)) et reprise par plusieurs sites web

<sup>43</sup> Selon le rapport *Emploi, chômage, revenus du travail – Edition 2020*. INSEE, 2020. [Document en ligne] Disponible sur : <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/4504425/ECRT2020.pdf>> (Consulté en mai 2021)

Du côté des pouvoirs publics, les discours et les actions concernant les compléments alimentaires sont moins prolixes et « *la communication commerciale semble prendre le pas sur une information publique prudente mais restreinte.* » (Idem : 95). Le gouvernement français considère les compléments alimentaires comme « *des denrées alimentaires dont le but est de compléter un régime alimentaire normal et qui constituent une source concentrée de nutriments ou d'autres substances ayant un effet nutritionnel ou physiologique* ». <sup>44</sup> Et c'est plus loin qu'il alerte : « *mal utilisés, ces compléments peuvent avoir des conséquences néfastes sur la santé des consommateurs et entraîner des effets toxiques en raison notamment de surdosage ou de surconsommation* ». <sup>45</sup> Il est avéré que certains compléments alimentaires « *ont montré des résultats positifs prouvés scientifiquement* » (BARDOU-BOISNIER et CAILLAUD, 2015 : 86). Mais c'est aussi vrai que d'autres représentent des « *risques pour la santé [...] bien réels* » (Idem : 89). Ces risques – interaction médicamenteuse, intoxication, hémorragie, thrombose... – sont mis en évidence par des « *acteurs du monde médical [qui] agissent comme des sentinelles* », et les « *alertes médicales se multiplient* » (Idem : 82, 89).

Dans ce rapport de force entre fabricants de compléments alimentaires et monde médical, les acteurs publics restent discrets. Certes, en 2009, l'État a mis en place un système de veille sanitaire – le dispositif national de nutrivigilance – sur les compléments alimentaires, cependant, il ne s'adresse pas aux consommateurs finaux, mais aux professionnels de santé. <sup>46</sup>

La dimension communicationnelle des politiques publiques concernant l'alimentation est plus visible dans le cas des différents programmes nationaux nutrition santé (PNNS) – ceux-ci s'adressant directement aux consommateurs. Jusqu'ici, nous avons parlé d'alimentation tandis qu'en parlant de PNNS, nous utilisons le mot nutrition. Ce changement de vocable n'est pas anodin. Opéré par

---

<sup>44</sup> Ministère des Solidarités et de la Santé. Disponible sur : <<https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/denrees-alimentaires/article/complements-alimentaires>> (Consulté en Mai 2021)

<sup>45</sup> Ibidem

<sup>46</sup> « La nutrivigilance, un dispositif au service de la sécurité du consommateur ». Disponible sur : <<https://www.anses.fr/fr/system/files/PRES2014CPA10.pdf>> (Consulté en mai 2021)

l'État, il décèle des enjeux relatifs aux acteurs de l'alimentation, comme l'explique Hélène Romeyer :

« [...] l'alimentation est traditionnellement portée par le ministère de l'Agriculture en France avec de forts enjeux économiques et une présence lobbyiste importante, syndicale et/ou industrielle. De son côté, la nutrition est sous la tutelle du ministère de la Santé, c'est-à-dire un ministère où la production agricole et/ou la productivité des industries agroalimentaires (IAA) ne sont pas parmi les objectifs principaux. » (ROMEYER, 2015 : 47)

En plaçant le PNNS sous la responsabilité du ministère de la Santé, l'État attribue des pouvoirs aux nutritionnistes en les émancipant « *des forces lobbyistes agricoles (syndicales et industrielles)* » (ROMEYER, 2015 : 47).

Le premier PNNS est donc lancé en 2001, à la suite des « *États généraux de l'alimentation* [organisés par le gouvernement français] *comme réflexion nationale sur les questions soulevées par la crise de la " vache folle " et plus globalement l'alimentation* » (CHAULIAC<sup>47</sup>, 2015 : 30). Parallèlement, le rapport *Pour une politique nutritionnelle de santé publique en France*<sup>48</sup>, du Haut Comité de la Santé Publique, rend compte du besoin de faire face à « *l'augmentation particulièrement élevée au cours des dernières années de la prévalence de l'obésité chez les enfants* »<sup>49</sup>. Ce constat était « *en phase avec l'alerte formulée peu de temps avant par l'Organisation mondiale de la santé sur l'" épidémie " d'obésité.* » (Ibidem) Dans l'éditorial du premier PNNS (2001-2005), Bernard Kouchner, ministre de la Santé de l'époque, cité par Hélène Romeyer, parle de « *l'envolée des déséquilibres alimentaires et des pathologies liées à l'excès, que révèle cet inquiétant 12 % d'enfants obèses parmi les cinq-douze ans.* » (ROMEYER, 2015 : 48)

L'État, par son action – le lancement du PNNS –, construit « *l'intérêt public de la question* » alimentaire et des pathologies qui lui sont associées (Ibidem), « *élevée au rang de problème public* » (Idem : 47). Depuis, d'autres PNNS ont été lancés. Le plus récent, le PNNS 4, couvre la période 2019-2023. Tous affichent comme objectif

---

<sup>47</sup> Michel Chauliac est médecin spécialiste de santé publique et il eut en charge la mise en œuvre du Programme national nutrition santé à la Direction générale de la santé

<sup>48</sup> Rapport disponible sur : <<https://www.hcsp.fr/Explore.cgi/Ouvrage?clef=56>> (Consulté en mai 2021)

<sup>49</sup> Ibidem

« l'amélioration de l'état de santé de l'ensemble de la population en agissant sur la nutrition. » (Idem : 49). Pour cela, l'État met en œuvre des campagnes de communication – dont « Manger bouger » ou « Manger au moins 5 fruits et légumes par jour » sont des exemples. Ces campagnes, comme d'autres analysées par Caroline Ollivier-Yaniv<sup>50</sup>, (2019 : 670), sont des « *instrument[s] traditionnel[s] des politiques publiques de prévention, notamment en vue d'agir sur les comportements individuels* ». Pour mieux atteindre le « *grand public, [elles] font souvent appel à des spots à caractère publicitaire, notamment diffusés par les médias audiovisuels nationaux, à côté de messages commerciaux.* » (2009 : 88) Souvent, elles passent aussi par « *la médiatisation du ministre dans les médias d'information classiques* » (OLLIVIER-YANIV, 2019 : 670).

C'est bien le cas aussi des campagnes de communication institutionnelle concernant les PNNS : elles doivent être déclinées par l'industrie dans la publicité alimentaire, comme annoncé dans un communiqué de presse, émanant du Ministère de la Santé et des Solidarités :

*« Les messages sanitaires généraux qui devront être présentés en alternance sont les messages du Programme national nutrition santé, connus pour leur validité nutritionnelle et informative :*

- « *Pour votre santé, mangez au moins cinq fruits et légumes par jour* » ;
- « *Pour votre santé, pratiquez une activité physique régulière* » ;
- « *Pour votre santé, évitez de manger trop gras, trop sucré, trop salé* » ;
- « *Pour votre santé, évitez de grignoter entre les repas* ».

*Cette mesure s'applique à tous les grands vecteurs de publicité, médias comme hors médias et à tous les produits alimentaires manufacturés et à toutes les boissons avec ajouts de sucre, de sel ou d'édulcorants. »<sup>51</sup>*

Pour les potentiels industriels prévaricateurs, l'État prévoit le versement d'une « *contribution de 1,5% du coût de la publicité.*»<sup>52</sup> L'argent éventuellement récolté

---

<sup>50</sup> Professeure en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Paris-Est Créteil

<sup>51</sup> Ministère de la Santé et des Solidarités, « Messages sanitaires dans la publicité alimentaire - CP du 28 février 2007 ». [Document en ligne] Disponible sur : <[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/31\\_070228.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/31_070228.pdf)> (Consulté en mai 2021)

<sup>52</sup> Ibidem

étant destiné à « *des actions d'éducation nutritionnelle* »<sup>53</sup> à conduire par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

La référence aux « *actions d'éducation nutritionnelle* » ainsi que la répétition des injonctions – « *Pour votre santé, mangez / pratiquez / évitez...* » – configurent la responsabilisation des consommateurs et l'individualisation de leurs pratiques sociales. Chaque consommateur est ainsi « *amené à se penser en tant qu'individu social et à faire activement siennes les normes* » (MIÈGE, 1995 : 57) de la société à laquelle il appartient. Ces campagnes véhiculent ce que Caroline Ollivier-Yaniv considère « *un modèle d'articulation des rapports entre l'individu et la société dans lequel celui-ci doit faire preuve de maîtrise et d'autocontrôle de ses actes.*» (2009 : 89) Autrement dit : les consommateurs doivent « *prendre conscience* », comme l'explique Clémentine Hugol-Gential<sup>54</sup>, « *du lien étroit entre leur alimentation et leur santé, mais aussi de leur responsabilité individuelle dans ce domaine* » (HUGOL-GENTIAL et al, 2018 : 77).

---

<sup>53</sup> Ibidem

<sup>54</sup> Maitresse de Conférences HDR en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Bourgogne



**Partie 2**  
**Publicisation et médiatisations  
de la précarité et des précaires**

**D**ans cette deuxième partie, nous nous intéressons au cas de la précarité alimentaire des étudiants. Nous commençons par analyser les notions de précarité en général et de précarité alimentaire en particulier et ses différentes définitions. Ces dernières, proposées par divers acteurs nationaux et étrangers – journalistes, organisations internationales et scientifiques –, constituent autant d'éléments qui favorisent la mise en visibilité de la précarité. Nous analysons aussi les différents PNNS – programmes nationaux nutrition santé – mis en place par l'État français depuis 2001 pour comprendre à quel moment et de quelle façon les pouvoirs publics ont pris en compte les enjeux de la précarité alimentaire.

Dans le deuxième chapitre, nous nous intéressons à l'avènement de la précarité alimentaire des étudiants dans quelques médias français. Dans notre pré-enquête, nous avons constitué un *corpus* de 12 documents audiovisuels consacrés à notre cas d'étude et diffusés entre le 2 septembre 2019 et le 21 janvier 2021 par les trois principales chaînes de télévision nationales de signal ouvert. Pour l'étudier, nous avons construit une grille d'analyse qui nous permet de mettre en évidence les pics des médiatisations de la précarité alimentaire des étudiants.

C'est aussi à travers notre grille d'analyse que, dans le troisième chapitre, nous analysons le traitement médiatique des acteurs de la précarité alimentaire. Cela nous permet de montrer la manière dont les acteurs – les étudiants, mais aussi les institutions, associations et collectifs – sont présentés, mentionnés ou nommés dans les reportages de notre *corpus*.

## Chapitre 1

### Évolutions de la notion de précarité

Le mot 'précarité' est devenu banal dans les médias. Les pouvoirs politiques parlent, aussi, ponctuellement des situations de précarité. Avant d'analyser la mise en visibilité de la précarité alimentaire des étudiants, il nous faut comprendre les notions derrière cette expression. Pour commencer, nous scindons l'expression dans ses principales composantes : 'précarité alimentaire', d'un côté, et 'étudiant', de l'autre.

Le mot 'étudiant' ne porte pas à confusion. Selon l'Insee, l'institut National de la statistique et des études économiques, un étudiant est « *une personne inscrite dans une formation de l'enseignement supérieur* »<sup>55</sup>.

Reste donc à définir la notion de précarité alimentaire. Pour comprendre ce que cette expression recouvre, nous analysons d'abord l'étymologie du mot 'précarité'. Étymologiquement, selon le Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL) du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le mot 'précarité' renvoie au « *caractère de la détention précaire; fait de détenir un bien à titre précaire* »<sup>56</sup>, ce qui amène à consulter aussi l'adjectif 'précaire'. Celui-ci puise son sens dans le terme *precoire* qui veut dire « *qui ne s'exerce que grâce à une autorisation révocable* », par emprunt au latin juridique *precarius* : « *obtenu par prière; donné par complaisance; mal assuré, passager* »<sup>57</sup>, toujours selon le CNRTL.

Concernant l'expression 'précarité alimentaire', elle est utilisée par divers acteurs sans qu'une définition y soit forcément apposée. Rarement, certains journalistes la définissent. C'est le cas d'Anne Dhoquois, par exemple, qui parle de la précarité alimentaire en tant qu'un « *accès restreint, inadéquat ou incertain à des*

---

<sup>55</sup> INSEE. Disponible sur : <<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1525>> (Consulté en janvier 2021)

<sup>56</sup> CNRTL. Disponible sur : <<https://www.cnrtl.fr/definition/pr%C3%A9carit%C3%A9>> (Consulté en décembre 2020)

<sup>57</sup> CNRTL. Disponible sur : <<https://www.cnrtl.fr/definition/pr%C3%A9caire>> (Consulté en décembre 2020)

*produits sains et nutritifs, et dont la faim est la conséquence ultime, mais non systématique* ». <sup>58</sup>

En anglais, l'expression est moins ambiguë. Dans la littérature scientifique anglo-saxonne dans le domaine de la Santé, nous trouvons, par exemple, la définition proposée par les professeures de Soins infirmiers Krista Schroeder<sup>59</sup> et Arlene Smaldone<sup>60</sup> (2015 : pp. 274) : la « *food insecurity* » – l'expression anglo-saxonne consacrée, littéralement l'« insécurité alimentaire » – serait donc définie par une « *uncertain ability or inability to procure food, inability to procure enough food, being unable to live a healthy life, and feeling unsatisfied* ». <sup>61</sup> Cette définition est assez proche de celle utilisé par l'USDA – le Département de l'Agriculture des États-Unis : « *Food insecurity is the limited or uncertain availability of nutritionally adequate and safe foods, or limited or uncertain ability to acquire acceptable foods in socially acceptable ways.* » <sup>62,63</sup> Par « *socially acceptable ways* », l'USDA entend « *without resorting to emergency food supplies, scavenging, stealing, or other coping strategies* » <sup>64,65</sup>

En langue française, l'expression 'précarité alimentaire' a été délaissée par la FAO – qui l'avait pourtant utilisée dans les années 1990. <sup>66</sup> Dans le portail terminologique de l'agence onusienne, nous ne trouvons pas l'expression 'précarité alimentaire' mais celle de l'« insécurité alimentaire » – qui renvoie, donc, à l'expression anglo-saxonne 'food insecurity'. L'insécurité alimentaire est définie ainsi, par la FAO :

---

<sup>58</sup> DHOQUOIS Anne, « Pauvreté : S'attaquer à la précarité alimentaire » [Document en ligne] *Alternatives économiques*, 2018. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/magazine-les-dossiers-d-alternatives-economiques-2017-4-page-30.htm>> (Consulté en décembre 2020)

<sup>59</sup> Professeure associée en Soins infirmiers à l'Université de Temple, États Unis

<sup>60</sup> Professeure en Soins infirmiers à l'Université de Columbia, États Unis

<sup>61</sup> « *une capacité incertaine ou une incapacité de se procurer de la nourriture, l'incapacité de se procurer suffisamment de nourriture, l'incapacité de mener une vie saine et un sentiment d'insatisfaction* » (Traduction de l'autrice)

<sup>62</sup> « *L'insécurité est une disponibilité limitée ou incertaine d'aliments nutritionnellement adéquats et sûrs ou une capacité limitée ou incertaine d'acquérir des aliments acceptables par des moyens socialement acceptables* » (Traduction de l'autrice)

<sup>63</sup> USDA. Disponible sur : <<https://www.ers.usda.gov/topics/food-nutrition-assistance/food-security-in-the-us/measurement.aspx>> (Consulté en janvier 2021)

<sup>64</sup> Ibidem

<sup>65</sup> « *sans avoir recours à des réserves alimentaires d'urgence, à la fouille des ordures, au vol ou à d'autres stratégies d'adaptation* » (Traduction de l'autrice)

<sup>66</sup> FAO, « PR 96/44 – Précarité alimentaire augmente ». [Document en ligne] *FAO Press Releases*, 1996. Disponible sur : <[http://www.fao.org/WAICENT/OIS/PRESS\\_NE/PRESSFRE/H36F.HTM](http://www.fao.org/WAICENT/OIS/PRESS_NE/PRESSFRE/H36F.HTM)> (Consulté en décembre 2020)

*« Situation caractérisée par le fait que la population n'a pas accès à une quantité suffisante d'aliments sans danger et nutritifs pour avoir une croissance et un développement normaux, être en bonne santé et mener une vie active. L'insécurité alimentaire peut être due à l'insuffisance de la disponibilité alimentaire, à l'insuffisance du pouvoir d'achat, à des problèmes de distribution ou à l'inadéquation de la consommation alimentaire à l'échelon des familles. L'insécurité alimentaire, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement et l'inadaptation des pratiques de soin et d'alimentation sont les principales causes de problèmes nutritionnels. L'insécurité alimentaire peut être chronique, saisonnière ou temporaire. »<sup>67</sup>*

Et sa version anglaise en est la traduction fidèle :

*« A situation that exists when people lack secure access to sufficient amounts of safe and nutritious food for normal growth and development and an active and healthy life. It may be caused by the unavailability of food, insufficient purchasing power, inappropriate distribution, or inadequate use of food at the household level. Food insecurity, poor conditions of health and sanitation, and inappropriate care and feeding practices are the major causes of poor nutritional status. Food insecurity may be chronic, seasonal or transitory. »<sup>68</sup>*

Ces définitions fournies par des organisations internationales contribuent à la mise en visibilité de la précarité, de la précarité alimentaire et, finalement, de la précarité alimentaire des étudiants. Surtout, elles indiquent les approches différentes de l'expression en fonctionnement du positionnement et du rôle des institutions.

La précarité a fait son apparition dans les discours politiques francophones – et dans les études sociologiques – dès la fin des années 1970. Associée aux notions de pauvreté et d'exclusion, elle surgit dans la littérature scientifique à la suite de changements profonds que Sophie Béguinet<sup>69</sup> énumère : « *la désindustrialisation, la mondialisation, le ralentissement de la croissance économique* » (BEGUINET, 2013 : 231), entre autres.

---

<sup>67</sup> Portail terminologique de la FAO. [Document en ligne] Disponible sur : <<http://www.fao.org/faoterm/fr/>> (Consulté en décembre 2020)

<sup>68</sup> FAO term portal. [Document en ligne] Disponible sur <<http://www.fao.org/faoterm/en/>> (Consulté en décembre 2020)

<sup>69</sup> Attachée temporaire d'Enseignement et de Recherche en Sciences de Gestion à l'Université de Pau

Une décennie plus tard, la notion de précarité glisse « *vers une signification liée à l'emploi [et est] relayé[e] par l'administration dans les textes [et] relayé[e] dans la population par les médias* » (Ibidem). Les discours médiatiques et publics font alors référence à la précarité de l'emploi, mais aussi à la précarité des jeunes ou à la précarité de logement. Puis, la préposition commence à disparaître et la précarité se qualifie par des adjectifs qui la précèdent ou la suivent : – grande précarité, précarité financière, précarité énergétique, précarité alimentaire et, plus récemment, précarité menstruelle.

Concernant la précarité alimentaire, l'expression est présente dans les discours médiatiques et officiels en langue française, au moins, depuis 1995.<sup>70</sup> Elle est même inscrite dans, au moins, une loi émanant du Ministère des Solidarités et de la Santé, qui établit la « *lutte contre la précarité alimentaire* »<sup>71</sup> comme un objectif intégré au Code de l'action sociale et des familles. Cependant, l'expression 'précarité alimentaire' est absente des trois premiers programmes nationaux nutrition santé (PNNS). Elle ne fait son apparition que dans le quatrième PNNS, celui qui couvre la période 2019-2023. Dans les trois premiers, nous y trouvons, néanmoins, le mot 'précarité' ; le mot 'précaire', lui, est présent dans les trois derniers PNNS.

Dans le premier PNNS, pour la période 2001-2005, le mot 'précarité' apparaît inscrit dans le sixième et dernier axe stratégique du programme, celui qui vise à « *Engager des mesures et des actions de santé publique destinées à des groupes spécifiques* »<sup>72</sup>. Et, à l'intérieur de cet axe, il est le huitième des neuf objectifs affichés.

Le mot apparaît, certes, quatre fois, mais trois fois dans une seule et même phrase, avec des tournures différentes. Il s'agit de réduire les déficiences en vitamines et minéraux des populations ou des personnes en situation de précarité. Dans la quatrième phrase, l'objectif est toujours de « *prévenir les déficiences nutritionnelles des personnes en situation de précarité* » – comme nous pouvons voir dans le Tableau 1, ci-dessous.

---

<sup>70</sup> Selon une recherche simple de l'expression "précarité alimentaire" dans toutes les archives sur Europresse

<sup>71</sup> Depuis la loi dite « EGAlim » du 30 octobre 2018, la lutte contre la précarité alimentaire est définie à l'article L. 266-1 du Code de l'action sociale et des familles. Disponible sur : <<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000037550332/2018-11-02/>> (Consulté en décembre 2020)

<sup>72</sup> PNNS 2001-2005. [Document en ligne] Disponible sur <<https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/1n1.pdf>> (Consulté en avril 2021)

**Tableau 1**

Tableau 1 – PNNS 1 – 2001-2005 (40 pages)	
<b>p. 8</b>	« réduire la fréquence des déficiences vitaminiques et minérales et de la dénutrition parmi les populations en situation de précarité »
<b>p. 30</b>	« Réduire la fréquence des déficiences vitaminiques et minérales chez les personnes en situation de précarité »
<b>p. 38</b>	« Réduire la fréquence des déficiences vitaminiques et minérales chez les personnes en situation de précarité »
<b>p. 38</b>	« Prévenir les déficiences nutritionnelles des personnes en situation de précarité en s'appuyant sur les réseaux associatifs »

L'expression 'précarité alimentaire' continue à être absente du deuxième programme national nutrition santé (2006-2010). Le mot 'précaires' y apparaît une fois ('personnes précaires') et le mot 'précarité' est cité quatre fois, dont trois dans l'expression 'personnes en situation de précarité' ; et une autre fois dans l'expression 'populations en situation de précarité'. (Cf. Tableau 2, en annexe)<sup>73</sup>. Ce glissement sémantique entre les 'personnes' et les 'populations' se trouve aussi dans le troisième PNNS (Cf. Tableau 3, en annexe). Les deux expressions – 'personnes en situation de précarité' et 'populations précaires' – y sont utilisées (une fois chacune). Le mot 'précaire' surgit une troisième fois associé à la situation : « Mieux manger en situation précaire ». La dernière occurrence concerne le mot 'précarité', cité une seule fois et faisant référence à la 'précarité d'emploi'.

Ces trois premiers PNNS ne font donc pas référence à la précarité alimentaire et ne définissent pas non plus les personnes en situation de précarité. Dans le premier PNNS, bien que les « *personnes en situation de précarité* » soient destinataires d'un des axes du programme, le gouvernement ne compte pas sur elles. C'est-à-dire qu'elles ne sont pas considérées dans le PNNS, tel qu'il est conçu, comme des acteurs capables d'agir sur leur propre précarité. Pour les aider à sortir de la précarité, le PNNS prévoit donc de s'appuyer « *sur les réseaux associatifs* », à travers quatre actions spécifiques :

<sup>73</sup> Dans un souci de lisibilité – et hormis le tableau 1, assez petit – nous avons décidé de publier tous les tableaux en annexe

- « – sensibiliser et former les différents acteurs en contact avec ces populations à leurs problèmes nutritionnels spécifiques.
- favoriser les actions des associations relais pour améliorer la distribution et la qualité nutritionnelle de l'alimentation proposée.
- favoriser les initiatives novatrices où l'alimentation est aussi le support d'une réinsertion et du renforcement du lien social.
- concevoir et diffuser des outils d'éducation nutritionnelle spécifiques. »<sup>74</sup>

Autant dans l'intitulé du sous-axe stratégique que dans au moins deux des quatre actions prévues – la formulation des deux dernières n'étant pas claire –, les personnes en situation de précarité ne sont toujours pas considérées comme des acteurs de leur alimentation. Le gouvernement compte sur « *les réseaux associatifs* », sur « *les différents acteurs en contact avec ces populations* » et sur « *des associations relais* ». Reste à savoir qui sera chargé des « *initiatives novatrices* » et à qui sont destinés les « *outils d'éducation nutritionnelle spécifiques* » – mais nous pouvons légitimement déduire qu'il ne s'agit toujours pas des personnes en situation de précarité. Celles-ci ne sont pas clairement mentionnées et restent, donc, invisibles (VOIROL, 2005). Et en remplaçant les 'personnes' par les 'populations', le deuxième et le troisième PNNS les anonymisent et les invisibilisent un peu plus. Ce sont les PNNS, eux-mêmes, qui accèdent à la « *scène d'apparition* » et à la « *visibilité publique* » dont parle Louis Quéré (1992 : 77).

La précarité alimentaire apparaît 14 fois (Cf. Tableau 4, en annexe) dans le quatrième PNNS, qui couvre la période 2019-2023 – après un hiatus de trois ans (le troisième PNNS correspondait à 2011-2015). Les personnes en situation de précarité alimentaire deviennent une cible de ce quatrième programme. Le cinquième objectif du deuxième axe leur est consacré : « *Mieux manger en situation de précarité alimentaire* ». Cependant, elles continuent à ne pas être considérées comme des acteurs. Pour pallier leur précarité alimentaire, le PNNS compte surtout sur des « *professionnels œuvrant dans le champ de la nutrition* », des « *professionnels du domaine social* » ou encore des « *personnes travaillant auprès des populations précaires* »<sup>75</sup>.

---

<sup>74</sup> PNNS 2001-2005, p. 38. [Document en ligne] Disponible sur <<https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/1n1.pdf>> (Consulté en avril 2021)

<sup>75</sup> PNNS 4 2019-2023. [Document en ligne] Disponible sur : <[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pnns4\\_2019-2023.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pnns4_2019-2023.pdf)> (Consulté en avril 2021)



Certes, les pouvoirs publics français sont progressivement en train de s'emparer de la question de la précarité alimentaire, en général. Cependant, les personnes qui en pâtissent sont représentées dans les PNNS comme des « *personnes pauvres* », habitant dans des « *quartiers prioritaires de la politique de la ville* » ou encore ayant besoin d'être « *accompagnées* » vers « *une alimentation favorable à la santé* ». <sup>76</sup> Et quand le programme fait référence aux outils de communication à développer « *pour améliorer les connaissances des recommandations du PNNS* », différents groupes de population sont cités – « *femmes enceintes et allaitantes, jeunes enfants, enfants et adolescents, adultes, seniors et personnes âgées, etc.* » <sup>77</sup> – mais pas les étudiants.

---

<sup>76</sup> Idem, p.34

<sup>77</sup> Idem, p. 40



également à mettre en lien avec le PNNS, concrètement avec les campagnes institutionnelles et les mentions obligatoires affichées sur les annonces publicitaires, très diffusées sur les chaînes de télévision.

La date de début de notre *corpus* correspond à la prérentrée universitaire de 2019/20, la première après la mise en application du quatrième PNNS, le seul à faire référence à la précarité alimentaire ; la date du 21 janvier 2021, quant à elle, correspond à l'annonce faite par le Président de la République, Emmanuel Macron, d'élargir à tous les étudiants la possibilité de prendre deux repas par jour au prix d'un euro chacun, dans les restaurants universitaires gérés par le CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires).

Pour constituer ce *corpus*, nous avons consulté la base de données de l'INA, l'Institut National de l'Audiovisuel. Nous nous sommes rendue deux fois à la borne de l'INAthèque de la Bibliothèque Universitaire de Droit et Lettres de l'UGA : une première fois, le 4 avril 2020 et une deuxième fois le 30 du même mois. Nous avons choisi comme mots-clés de recherche les trois mots de l'expression de notre cas d'étude – précarité, alimentaire, étudiant –, en restreignant ladite recherche aux chaînes nationales françaises et à la période souhaitée (du 2 septembre 2019 au 21 janvier 2021).

En tout, le système nous a rendu 44 résultats. Après une première visualisation rapide des notices des 44 sujets, nous nous sommes rendu compte que certains résultats ne correspondaient pas à notre recherche et que plusieurs occurrences étaient répétées. Concrètement, nous avons trouvé des JT qui possédaient les trois mots-clés, mais chaque mot-clé appartenait à un reportage indépendant, et donc, ne concernaient pas la précarité alimentaire des étudiants. Bien sûr, ce résultat est en lien avec notre type de recherche : nous avons privilégié une recherche plus élargie en utilisant « précarité, alimentaire, étudiant », correspondant à l'opérateur booléen « OU » plutôt que de la restreindre avec « ET ». Concernant les répétitions, elles sont attribuables au fait qu'un même reportage diffusé dans un JT est indexé, par l'INA, deux fois : dans le JT complet et puis, séparément, dans le reportage découpé du JT. Cela est dû au fait que l'INA a une mission patrimoniale, certes, mais aussi une vocation industrielle et

commerciale<sup>81</sup>, ce qui veut dire que l'institut dispose de ses propres logiques d'indexation, plus adaptées éventuellement aux professionnels de l'audiovisuel qu'aux chercheurs. Parmi ces résultats, outre les JT choisis, il y avait trois reportages dans le 19h45 de M6 ; un, dans Arte Journal ; et un autre dans Le Grand Journal, de Canal+. Nous avons aussi noté la présence de quelques émissions longues de débat ou de reportage : un C Politique (France 5) avec un sociologue invité sur le plateau pour discuter de plusieurs thèmes, dont « En coulisse | Étudiants : La colère qui monte » ; un Sept à Huit (TF1), avec 20 minutes entièrement consacrées à la « Faim à la Fac » ; un Jour du Seigneur (France 2) avec une psychiatre invitée sur le plateau pour débattre de la question « A-t-on sacrifié nos étudiants ? » (20 minutes) ; et, enfin, un Envoyé Spécial (France 2) de 1h05 sur « Ma vie d'étudiant ». Pour terminer, nous avons aussi noté l'existence d'un spot institutionnel (45 secondes, sur TF1), des Restos du Cœur en partenariat avec le CROUS de Paris et la Ville de Paris, concernant un nouveau centre d'accueil dédié à l'aide alimentaire aux étudiants parisiens. Aucun de ces documents audiovisuels ne correspondait à nos critères. Ils ont donc été écartés de notre *corpus* et, conséquemment, de notre grille d'analyse.

Notre pré-enquête repose ainsi sur un *corpus* constitué de 12 documents audiovisuels – 11 lancements de plateau suivis de reportage et un lancement de plateau suivi d'une infographie et d'un reportage – diffusés, donc, dans les journaux télévisés de TF1, France 2 et France 3 entre le 2 septembre 2019 et le 21 janvier 2021.

Ce *corpus*, nous l'avons analysé à l'aide d'une grille, permettant quatre différents axes analytiques : les pics de médiatisation ; l'importance hiérarchique attribuée au reportage dans l'alignement du JT ; le type d'acteurs et leurs présence et poids dans le reportage ; ainsi que, dans une certaine mesure, le fonctionnement interne des médias. Bien que, dans le périmètre de ce Mémoire, nous ne le fassions pas, elle peut aussi être utilisée pour analyser la manière dont les médias représentent les étudiants, en tant que « groupe social » homogène, ou pas<sup>82</sup>. Outre les informations

---

<sup>81</sup> INA, Contrat d'objectifs et de moyens. [Document en ligne] Disponible sur : <<https://institut.ina.fr/institut/statut-missions/contrat-d-objectifs-et-de-moyens>>. (Consulté en mai 2021)

<sup>82</sup> Nous faisons ici référence aux travaux des sociologues Valérie Erlich (*Les nouveaux étudiants. Un groupe social en mutation*) et Alain Coulon (*Le Métier d'étudiant : l'entrée dans la vie universitaire*), cités par Sophie Béguinet (2013)

d'identification du sujet (date, chaîne, émission, durée, titre du reportage...), notre grille est composée des champs suivants, dont nous expliquons ici l'intérêt pour notre analyse :

**Tableau 5 : Grille type**

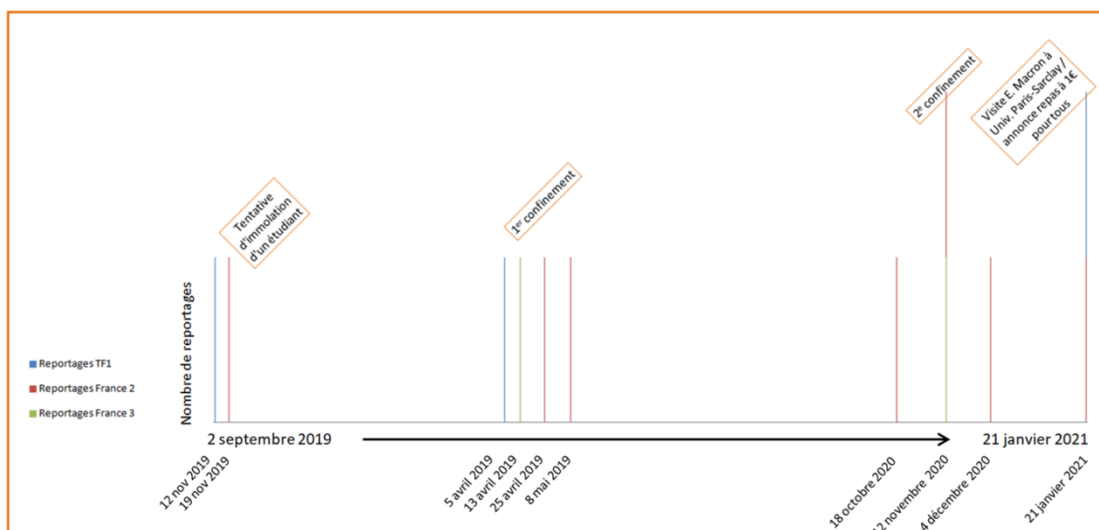
Nom du champ	Types de réponses	Axe d'analyse
<b>Titre d'ouverture</b>	OUI / NON	L' <u>importance hiérarchique</u> attribuée au sujet dans l'alignement du JT.
<b>Plateau : Cadrage / Sujet principal</b>	OUI / NON	
<b>Enchaînement avec autre sujet / reportage</b>	OUI / NON	
<b>Début du reportage</b>	L'heure	
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	NON / NON OUI / NON NON / OUI OUI / OUI	Les <u>acteurs</u> peuvent ne pas être nommés dans le reportage. Ou ils peuvent l'être avec leur prénom et/ou nom et/ou leur statut (Ex.: « <i>Inès Tchouchi en sait quelque chose. Cette étudiante en 2<sup>e</sup> année de droit [...]</i> ».) Il peut aussi s'agir d'institution (« <i>Le Secours Populaire de Saint-Jean-de-la-Ruelle</i> »).  Ces mêmes acteurs peuvent être ou pas identifiés par une incrustation à l'écran (« Inès Tchouchi   Étudiante » ou encore « Fabien Rivière da Silva   Adjoint aux Solidarités – Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret) »).
<b>Inégalités de milieu social exprimées</b>	OUI / NON	La <u>représentation des étudiants en tant que « groupe social »</u> homogène ou pas.
<b>Journaliste(s) cité(es)</b>	Leurs noms	Les <u>logiques de production internes aux médias</u> : les journalistes auxquels les sujets sont assignés, le recours aux images externes ou aux tournages internes.
<b>Fiche technique à la fin du sujet</b>	OUI / NON	
<b>Images externes</b>	OUI / NON	

Dans un souci de lisibilité, nous avons enlevé des grilles d'analyse, disponibles en annexe, les lignes vides, comme celle-ci :

<b>Titre d'ouverture</b>		NON
--------------------------	--	-----

Reportée sur une échelle temporelle, les 12 grilles – disponibles, donc, en annexe - nous permettent de mettre en évidence une corrélation entre certains événements et la diffusion de reportages consacrés à la précarité alimentaire des étudiants, visible dans le graphique 1<sup>83</sup> ci-dessous.

Graphique 1 : Pics de médiatisation de la précarité alimentaire des étudiants



(Graphique réalisé par l'autrice à partir de la grille d'analyse du corpus)

Ainsi, le premier événement « déclencheur »<sup>84</sup> fut la tentative d'immolation par le feu d'un étudiant, le 8 novembre 2019, à Lyon. Dans Le 19/20 de France 3, du 12 novembre – premier document de notre corpus –, la relation entre « *l'immolation d'un étudiant lyonnais* » et sa « *situation de précarité* » est verbalisée dans le lancement du reportage. Ce premier reportage concernant la précarité alimentaire des étudiants a, donc, été réalisé parce que des « *rassemblements* » d'étudiants « *devant une quarantaine de CROUS* » ont eu lieu. Rassemblements qui, eux aussi, ont eu lieu parce qu'il y a eu une tentative d'immolation par un étudiant.

Dans cet enchaînement, le 19 novembre 2019, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Frédérique Vidal, annonce « *la mise en place d'un numéro d'appel pour permettre aux étudiants d'accéder aux aides* ».

<sup>83</sup> Dans un souci de lisibilité, tous les graphiques sont également présentés en pleine page, en annexe

<sup>84</sup> Cf. Grille 1, en annexe

*d'urgence, peu connues* »<sup>85</sup>. Ce fut la raison pour laquelle France 2 diffuse un reportage sur la précarité des étudiants.

Entre ce moment-là et le premier confinement (en place entre le 17 mars et le 10 mai 2020), plus aucun reportage n'a abordé le thème de la précarité alimentaire des étudiants. C'est, donc, pendant le premier confinement que le sujet ressurgit dans les JT des trois chaînes de télévision que nous avons décidé d'analyser. Là encore, le sujet n'est pas médiatisé en soi ; il est médiatisé parce qu'il permet aux chaînes d'illustrer plusieurs dimensions de la pandémie.

« *Coronavirus : Des fins de mois encore plus difficiles* », titre LE 20H de TF1, le 5 avril. Le cadrage du sujet est clair : « [...] *cette épidémie a déjà aggravé la situation des personnes les plus vulnérables.* »<sup>86</sup> Une semaine plus tard, c'est au tour de France 3<sup>87</sup> de diffuser un sujet intitulé « *Les conséquences sociales de la crise sanitaire et du confinement* » dans lequel les journalistes vont à la rencontre de Français qui « *risquent de basculer dans la grande précarité : étudiants [...]* ».

Le 25 avril, c'est France 2 qui aligne, dans son 20h, des reportages sur les conséquences de la crise sanitaire. D'abord, la chaîne du service public présente un reportage sur le « *risque de famine [...] dans de nombreux pays en Afrique et en Amérique du Sud* » avant de faire un retour au plateau pour expliquer que cette « *situation de manque [...] est également visible ici en France [...]. Pour les étudiants en situation de précarité* ».<sup>88</sup>

Le 8 mai, presque à la veille du déconfinement, France 2 refait un reportage sur les « *nouveaux visages [de] la pauvreté* », lequel, comme dit clairement le présentateur, sert d' « *illustration de la solidarité qui s'est mise en place depuis le début de la crise sanitaire* ». Il s'agit d'une « *opération [...] mise en place. Pour plusieurs centaines de familles et des étudiants.* »<sup>89</sup>

---

<sup>85</sup> Cf. Grille 2, en annexe

<sup>86</sup> Cf. Grille 3, en annexe

<sup>87</sup> Cf. Grille 4, en annexe

<sup>88</sup> Cf. Grille 5, en annexe

<sup>89</sup> Cf. Grille 6, en annexe

Ces quatre reportages réalisés dans le cadre du premier confinement correspondent au deuxième pic de médiatisation de la précarité alimentaire des étudiants.

Et puis le thème disparaît à nouveau des JT. Il réapparaît dès l'entrée en vigueur de l'état d'urgence sanitaire (le 17 octobre 2020) qui a précédé le 2<sup>e</sup> confinement (en vigueur entre le 31 octobre et le 14 décembre 2021). C'est ainsi que le 18 octobre 2020, sur France 2, à la suite des reportages sur le couvre-feu, le présentateur explique que l'« *impact économique* » de la crise sanitaire est « *déjà visible pour les plus précaires.* » Et il enchaîne sur l'annonce gouvernementale d'une « *aide de 150 euros pour les bénéficiaires du RSA et de l'APL et étendue aux étudiants ainsi qu'aux étudiants boursiers* » avant de « lancer » une infographie relative à « *La précarité en chiffres* »<sup>90</sup>. Infographie sur laquelle, cependant, aucun chiffre ne fait référence à la situation des étudiants. Ceux-ci sont aussi absents du reportage consacré à des personnes en situation de précarité, qui suit à l'infographie.

Le 12 novembre 2020, c'est à travers la publication du rapport annuel du Secours Catholique que la précarité alimentaire des étudiants se trouve à nouveau dans deux reportages des chaînes du service public. Pour la première fois, depuis le début de notre analyse, un sujet sur notre cas d'étude a droit à un titre d'ouverture du JT. C'est le troisième titre dans Le 13h, de France 2. La situation des étudiants, cependant n'y est pas citée. Le cadrage du titre est bel et bien l'alerte lancée par le Secours Populaire : conséquence de la crise sanitaire, la France « *pourrait franchir la barre des 10 millions de pauvres.* »<sup>91</sup> Pour la première fois, aussi, un sujet sur la précarité alimentaire des étudiants est diffusé dans les premières 10 minutes d'un JT (à 13h07). Le reportage, intitulé « *Étudiants : Une aide indispensable* », montre la distribution de colis alimentaires par la Banque Alimentaire, sur le campus universitaire de Bordeaux, avec une longue queue de bénéficiaires qui attendent leur tour.

Le même jour, sur Le 19/20 de France 3<sup>92</sup>, nous trouvons le même reportage, avec le même « angle »<sup>93</sup> : l'alerte lancée par le Secours Catholique. Quelques

---

<sup>90</sup> Cf. Grille 7, en annexe

<sup>91</sup> Cf. Grille 8, en annexe

<sup>92</sup> Cf. Grille 9, en annexe

<sup>93</sup> Dans ce chapitre ainsi que dans le suivant, nous reprenons parfois le jargon utilisé dans les médias



changements ont, cependant, été apportés : le lancement a été légèrement réécrit et quelques séquences vidéo ont été remontées.

Un quatrième reportage, diffusé le 4 décembre 2020, dans le 20h de France 2, clôt le troisième pic médiatique de la précarité alimentaire des étudiants. Intitulé « Covid-19 | Ces étudiants qui basculent dans la précarité »<sup>94</sup>, le reportage est diffusé à 20h10, à la suite de deux autres consacrés au président de la République. Cependant, son lancement est « anglé » sur les conséquences de l'épidémie et sur une « aide exceptionnelle de 150 € [...] pour les plus démunis », annoncée par le chef d'État.

Le 21 janvier 2021, autant le 13h de TF1 que le 20h de France 2 parlent des étudiants en situation de précarité alimentaire. La chaîne privée diffuse un reportage tourné à Saint-Jean-de-la-Ruelle (dans le Loiret)<sup>95</sup>, où la mairie a décidé d'offrir une aide de 100 euros à tous les étudiants de la commune. Le sujet est diffusé à 13h07, « remonté » dans l'alignement du JT par le cadrage choisi : la visite du président de la République à l'Université de Paris-Saclay.

À cette heure-ci, Emmanuel Macron n'avait pas encore annoncé l'élargissement, à tous les étudiants, de la possibilité de prendre deux repas par jour au prix d'un euro chacun, dans les restaurants universitaires. Le soir, c'est donc cet angle qui est choisi par France 2. L'annonce du président fait le quatrième titre d'ouverture du 20h de la chaîne publique : « Étudiants | Une aide d'urgence face à la crise ». Le reportage, cependant, n'arrive qu'à 20h28. Intitulé « Étudiants | Le Covid de plein fouet »<sup>96</sup>, ce reportage, sur la distribution d'aide alimentaire aux étudiants, sert d'autopromotion au programme qui suit, Envoyé Spécial sur « Ma vie d'étudiant », dont il est extrait.

Ce premier axe d'analyse a mis en évidence le fait que la précarité alimentaire des étudiants n'est jamais traitée de *per se* dans les reportages de notre *corpus*. Dans le chapitre suivant, nous analysons le traitement médiatique des acteurs de la précarité alimentaire des étudiants.

---

<sup>94</sup> Cf. Grille 10, en annexe

<sup>95</sup> Cf. Grille 11, en annexe

<sup>96</sup> Cf. Grille 12, en annexe

### Chapitre 3

## Traitement médiatique des acteurs de la précarité

Dans notre deuxième axe d'analyse, que nous traitons dans ce chapitre, nous nous intéressons au traitement médiatique des acteurs présents ou mentionnés dans les documents de notre corpus. Il convient donc de clarifier ce que nous voulons dire par là. Par traitement médiatique des acteurs, nous entendons la façon de présenter les individus, institutions ou organisations, présents ou mentionnés dans les reportages. Concrètement, il s'agit de comprendre si le nom de la personne qui est interviewée est énoncé dans le reportage, s'il est accompagné de son prénom et si le statut de la personne qui parle ou qui est citée est verbalisé. Et en parlant de statut, nous faisons référence à l'autorité dont la personne est dépositaire pour parler d'un sujet donné ou au nom d'une cause ou d'une institution donnée. En ce qui concerne la notion d'acteur « mentionné », elle signifie que, dans le lancement ou dans le reportage, le présentateur ou le journaliste parle, souvent, d'une organisation ou d'un collectif, mais parfois aussi d'un individu. Pour notre analyse, il est aussi important de comprendre de quelle manière est présentée ladite personne ou ladite organisation. Outre le fait de présenter oralement la personne qui est interviewée, nous nous intéressons aussi aux « incrustations »<sup>97</sup> présentes à l'écran. Les incrustations sont des éléments graphiques où sont inscrits les prénoms, les noms et les statuts des personnes qui parlent dans les reportages.

Pour étudier le traitement médiatique des acteurs, nous commençons par procéder à une analyse quantitative : combien de personnes, associations ou institutions sont mentionnées ou interviewées dans notre *corpus*, combien d'entre elles sont présentées verbalement et pour combien d'entre elles il y a des « incrustations ». Cette analyse quantitative est doublée d'une analyse qualitative, dans laquelle nous étudions les manières dont les présentations sont verbalisées et dont les « incrustations » sont écrites.

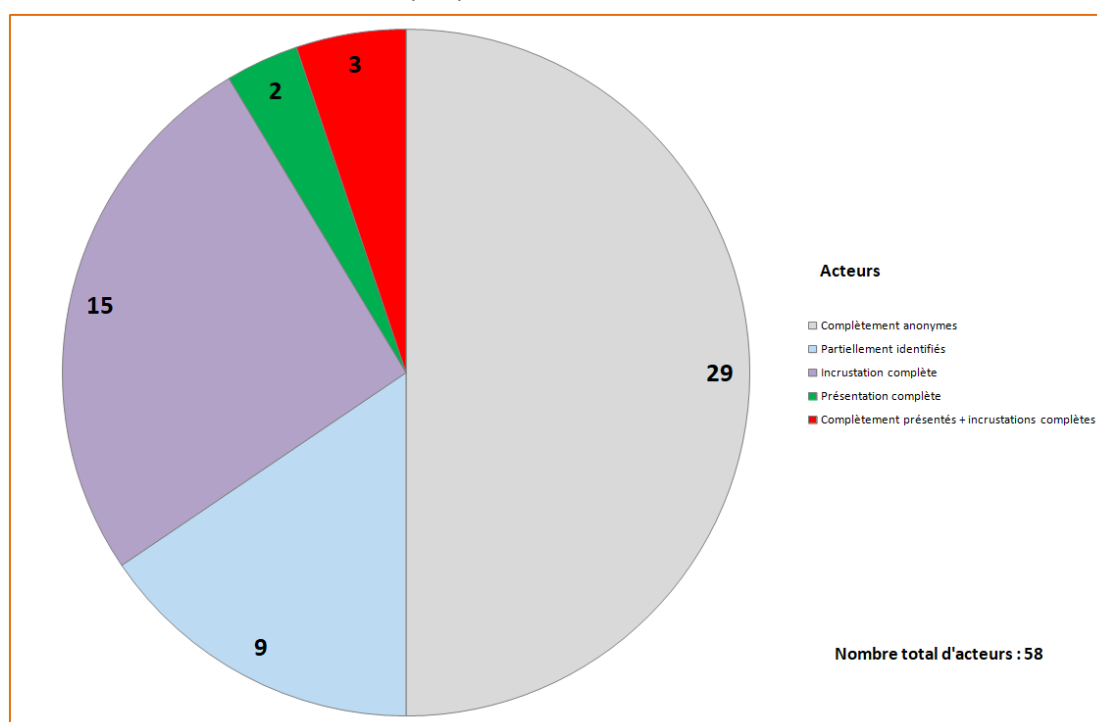
---

<sup>97</sup> Comme nous l'avons fait dans le chapitre précédent, dans celui-ci nous reprenons parfois le jargon utilisé dans les médias

Cependant, dans ce chapitre, nous ne nous intéressons ni aux logiques ni aux stratégies des acteurs présents dans notre *corpus*. Ce type d'analyse, nous le faisons dans la troisième partie de ce Mémoire.

Ainsi, sur les 12 documents de notre *corpus*, nous comptabilisons un total de 58 acteurs présents ou mentionnés. Cependant, 29 d'entre eux n'ont pas d'identification, ne sont pas présentés ou sont simplement présentés comme « des étudiants » ou « ces étudiantes ». Ils sont, donc, complètement anonymes. Et seulement quatre des 58 sont clairement identifiés par une présentation et une « incrustation » complètes. Ceci est le principal résultat de notre analyse quantitative, que nous pouvons voir dans le graphique 2, ci-dessous.

Graphique 2 : Identification des acteurs



(Graphique réalisé par l'auteurice à partir de la grille d'analyse du *corpus*)

C'est ainsi que le 12 novembre 2019, dans Le 19/20 de France 3, la présentatrice sur le plateau explique que « *l'immolation d'un étudiant lyonnais en situation de précarité est le déclencheur* » de différents rassemblements d'étudiants. Cependant, « *cet étudiant lyonnais* » est anonyme et il le reste aussi dans le commentaire du reportage, ou bien il est cité comme « *un de leurs camarades [qui] s'est immolé par le*

*feu* ». Anonyme reste également « *sa compagne* ». La jeune femme, pourtant, prend la parole dans le reportage. Mais son nom n'est pas énoncé, son prénom non plus. Aucune « incrustation » ne permet de l'identifier. Elle est simplement « *sa compagne* » et ce « sa » fait, lui aussi, référence à un acteur anonyme.



**Image 1** : « *Sa compagne* » (Le 19/20 de France 3 du 12 novembre 2019)

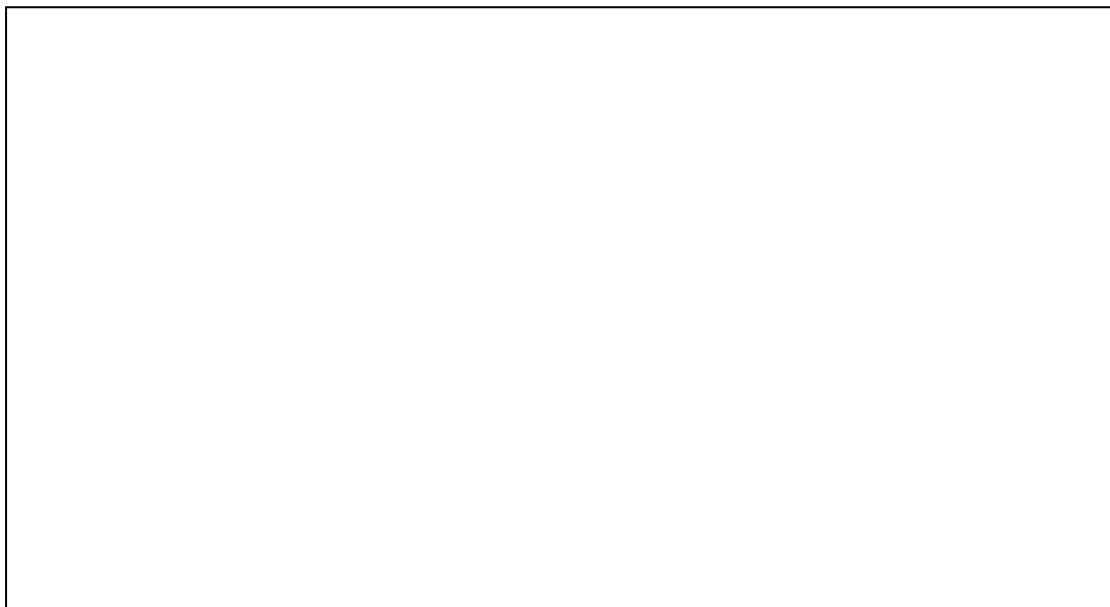
Cette absence d'identification continue dans le même reportage, intitulé « *Précarité | La colère monte dans les universités* »<sup>98</sup> et qui montre des rassemblements d'étudiants en plusieurs villes de France. Cependant, à aucun moment n'est indiqué qui est à l'origine de ces rassemblements, lesquels ont eu lieu en quarante villes. Dans le lancement, il est dit que « *les associations en appellent à l'État pour revoir le système des aides* ». Mais « *les associations* » ne sont jamais nommées. Elles sont simplement « *les associations* », il en est de même quand, pour terminer le reportage, la journaliste revient sur les aides : « *Ce soir, les associations réclament que soit revu en urgence le système d'aide sociale pour les étudiants.* »

Un autre reportage très illustratif de cet anonymat est celui du 20h de France 2, du 19 novembre 2019. En tout, le sujet (lancement suivi de reportage) dure trois minutes et une seconde. C'est donc, un sujet assez long pour un JT. Et il est entièrement consacré aux différents aspects de la précarité des étudiants – bien que

---

<sup>98</sup> Cf. Grille 1, en annexe

l' « angle » du lancement soit encore celui des conséquences et « *l'émotion suscitée par le geste d'un étudiant en difficulté financière, qui s'est immolé par le feu, à Lyon* ». Intitulé « *Pouvoir d'achat | Les étudiants trinquent* »<sup>99</sup>, le reportage donne la parole à dix étudiants. Six femmes et quatre hommes expliquent les mauvaises conditions de vie dans leur résidence universitaire et parlent d'une « *amie à la faculté de Droit* » qui doit « *jongler entre études et travail* » et de « *certain [qui] font livreur Delivroo* ». Cependant, aucun de ces 10 étudiants n'est identifié. Au pire, ils commencent à parler sans aucune présentation ; au mieux, ils sont présentés comme « *ces trois étudiants en Économie* ». Et même quand, dans le reportage, des étudiants distribuent des tracts pendant que le journaliste informe que « *ces étudiants-militants ont créé un collectif* » ni le nom du collectif ni le nom des « étudiants-militants » ne sont mentionnés. Face à la caméra, deux de « *ces étudiants-militants* » expliquent les revendications de leur collectif, dont nous ne saurons pas le nom.



**Image 2** : Un de « *ces trois étudiants en Économie* » (20h de France 2 du 19 novembre 2019)

Certains étudiants sont identifiés par leur prénom et par leur statut... d'étudiants. C'est le cas de « *Pierre, étudiant en Maths à Strasbourg* » et d'« *Amanda [...] confinée dans sa petite chambre d'étudiante* »<sup>100</sup> ; ou encore de « *Lola, élève en*

<sup>99</sup> Cf. Grille 2, en annexe

<sup>100</sup> « *Coronavirus : Des fins de mois encore plus difficiles* », LE 20H de TF1 du 5 avril 2020. Cf. Grille 3, en annexe

classe préparatoire » et de « un de ses camarades, étudiant en Marketing »<sup>101</sup>. Lola et son « camarade » ont recours à l'aide alimentaire offerte par une « association », laquelle « Ce soir [là] a dépanné plus de 300 étudiants [...] ». Encore une fois, nous ne connaissons pas son nom.

À Lyon, en plein premier confinement, pour offrir de l'aide alimentaire aux étudiants dans le besoin, « un collectif s'est créé [...] À l'origine du collectif, cette professeure d'Histoire du Droit. » C'est ainsi que sont présentés, dans le 20h de France 2 du 25 avril 2020<sup>102</sup>, le « collectif » et sa fondatrice. Pour savoir le nom de ce collectif, il faut lire l'« incrustation » à l'écran : « Catherine Fillon | Présidente "CSE – Collectif de Solidarité Étudiante" ».



**Image 3** : « À l'origine du collectif, cette professeure d'Histoire du Droit. » (20h de France 2 du 25 avril 2020)

Dans ce même reportage, tous les acteurs ont leurs prénom, nom et statut « incrustés ». Cependant, quelques-uns sont aussi présentés, de façon plus ou moins complète, dans le commentaire. C'est le cas, par exemple, d'Amanda Jean, « privée de ses heures de babysitting » ou encore d'Amiel Balebana, « cette étudiante congolaise [qui] faisait des heures de ménage à côté de ses études » avant le confinement.

<sup>101</sup> « Étudiants | Le Covid de plein fouet », 20h de France 2 du 21 janvier 2021. Cf. Grille 12, en annexe

<sup>102</sup> Cf. Grille 5, en annexe

Amiel Balebana, « étudiante congolaise », « Hervé Thomas, étudiant en école d'ingénieur » et Inès Tchouchi, « étudiante en 2<sup>e</sup> année de Droit » constituent les trois seuls cas où les acteurs sont présentés dans le commentaire, avec leur nom, leur prénom et leur statut.

Nous soulignons également que, plus invisibles que « les étudiants » filmés dans les reportages et non présentés, sont ceux qui ne figurent même pas dans les reportages, alors qu'ils sont mentionnés dans les lancements. Dans notre corpus, nous avons trouvé deux cas. Le premier, dans le 20h de France 2 du 8 mai 2020.<sup>103</sup> Le présentateur parle de la « *distribution de repas d'urgence auprès des plus précaires* » et finit son lancement en disant « *et c'est à Roubaix, avec le soutien de bénévoles du Secours Populaire que cette opération s'est mise en place. Pour plusieurs centaines de familles et des étudiants.* » Or, aucun étudiant n'est filmé, présenté ni même mentionné durant le reportage. Le second cas apparaît aussi dans le 20h de France 2 du 18 octobre 2020. Le sujet sur « *la précarité en chiffres* » est composé du lancement, d'une infographie et d'un reportage. Dans le lancement, les étudiants sont mentionnés deux fois – « *Le gouvernement a annoncé une aide de 150 euros pour les bénéficiaires du RSA et de l'APL et étendue aux étudiants ainsi qu'aux étudiants boursiers* » – alors qu'ils sont absents de l'infographie tout comme du reportage qui suit sur d'autres personnes précaires.

Cette invisibilité touche, donc, autant les acteurs individuels – les étudiants, surtout – que ceux que nous regroupons ici sous l'appellation d'acteurs institutionnels : collectifs, associations, institutions. Ceux-ci, s'ils sont déjà connus, sont nommés. (Graphique 3, ci-dessous). C'est le cas le 8 mai 2020, dans le 20h de France 2. « *L'association " Un rien c'est tout " [...] avec le soutien de bénévoles du Secours Populaire* », explique le journaliste sur le plateau, avant de « lancer » le reportage<sup>104</sup>. Ou encore le 25 avril 2020, sur la même chaîne : « *le message d'alerte du Programme alimentaire mondial devant le Conseil de Sécurité de l'ONU est assez clair : " attention au risque de famine "* ». <sup>105</sup> Ou, plus visible encore, le 12 novembre 2020, dans le 19/20 de France 3, quand la présentatrice annonce que « *la France franchira*

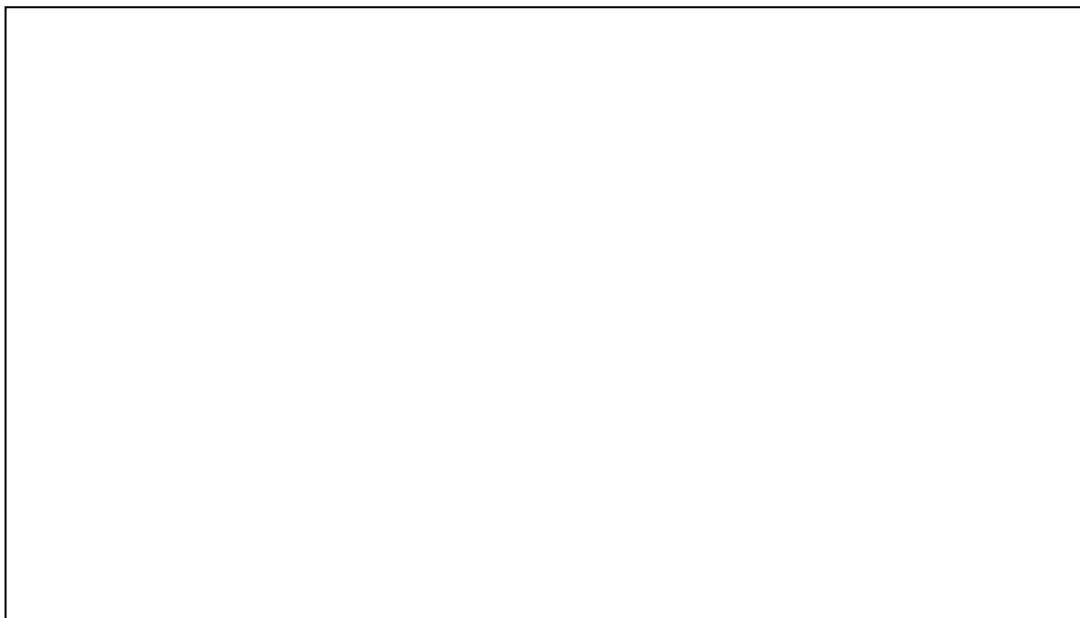
---

<sup>103</sup> Cf. Grille 6, en annexe

<sup>104</sup> Ibidem

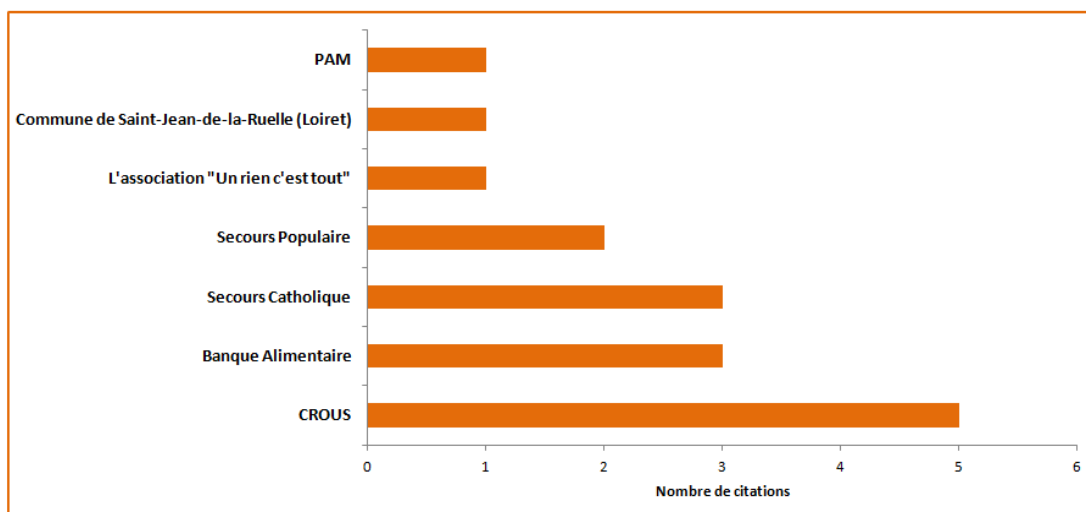
<sup>105</sup> Cf. Grille 5, en annexe

la barre des 10 millions de pauvres, en 2020, s'alarme le Secours Catholique, dans son rapport annuel »<sup>106</sup>, le logo du Secours Catholique est affiché sur les dalles des écrans du plateau.



**Image 4 :** « La France franchira la barre des 10 millions de pauvres, en 2020, s'alarme le Secours Catholique, dans son rapport annuel. » (19/20 de France 3 du 12 novembre 2020)

Graphique 3 : Identification des acteurs institutionnels connus



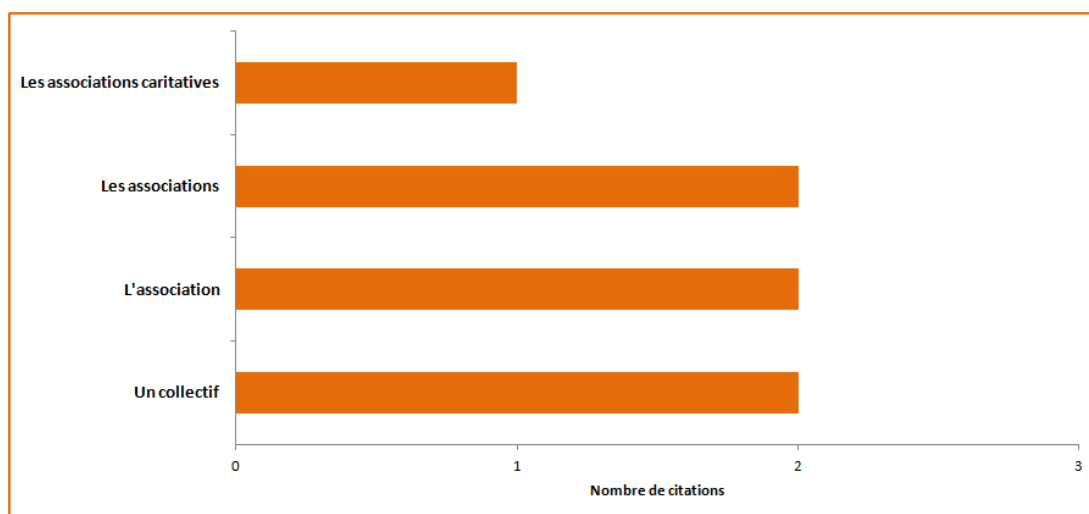
(Graphique réalisé par l'autrice à partir de la grille d'analyse du *corpus*)

<sup>106</sup> Cf. Grille 9, en annexe



Cependant, d'autres acteurs institutionnels sont mentionnés dans les documents de notre *corpus*. Mais autant dans les lancements que dans les reportages, ils ne sont pas nommés. (Graphique 4, ci-dessous). Ils sont juste identifiés par des noms génériques comme « *l'association* » ou « *un collectif* ». Ils restent, donc, eux aussi, anonymes.

Graphique 4 : Identification des acteurs institutionnels inconnus



(Graphique réalisé par l'autrice à partir de la grille d'analyse du *corpus*)

Ces éléments mettent en évidence une tendance déjà observée, dans le premier chapitre de cette partie, concernant les PNNS. À savoir : une certaine invisibilité des personnes en situation de précarité – et, dans ce cas concret, des étudiants – mais aussi des « *collectifs* » qui les aident et des « *associations* » qui les représentent.

### **Partie 3**

## **Caractéristiques de la mise en visibilité éclatée**

Les caractéristiques que nous détaillons dans cette troisième partie nous permettent de vérifier nos hypothèses sur la mise en visibilité éclatée de la précarité alimentaire des étudiants. Celle-ci est due à la concomitance de plusieurs facteurs.

Les acteurs de la précarité alimentaire des étudiants ont un faible poids. Ils ne correspondent à aucun des six profils d'acteurs forts que nous détaillons dans le premier chapitre. Ils ne peuvent donc pas inscrire leur situation dans la sphère publique en tant que problème public.

Cette première hypothèse vérifiée, nous la mettons en rapport direct avec la deuxième : les médiatisations de second plan de la précarité alimentaire des étudiants lui permettent, certes, d'accéder à la scène d'apparition, mais ce statut secondaire l'empêche de s'imposer dans la sphère publique. C'est ce que nous vérifions dans le deuxième chapitre.

Au faible poids des acteurs et aux médiatisations de second plan s'ajoute une absence de controverse et de débat. Cette troisième caractéristique de la mise en visibilité éclatée renferme les principaux acteurs dans leur invisibilité empêchant ainsi l'émergence d'un public compatissant, capable de porter la situation sociale au statut de problème public. Cette troisième hypothèse, nous la vérifions dans le dernier chapitre.

## **Chapitre 1** **Acteurs à faible poids**

Comme nous l'avons constaté dans la partie précédente, l'anonymat caractérise la moitié des acteurs de la précarité alimentaire présents ou mentionnés dans notre *corpus*. Et ce, qu'il s'agisse des étudiants, eux-mêmes, ou de ceux que nous avons convenu d'appeler acteurs institutionnels (collectifs, associations, institutions). Ceci vient corroborer notre première hypothèse, qui consiste à dire que les acteurs de la précarité alimentaire des étudiants n'ont pas assez de poids pour inscrire leur problème dans la sphère publique.

Nous définissons ici six types d'acteurs forts qui contribuent à la transformation d'une situation en problème public, à savoir :

1. Un ou des acteurs principaux reconnaissables
2. Des associations reconnaissables et communicantes qui les représentent
3. Un « lanceur d'alerte »
4. Des experts qui deviennent des porte-parole incontournables
5. Des industriels intéressés par la dimension marchande de la situation
6. Des politiciens ayant un agenda en accord avec la situation

En définissant ainsi les acteurs et leur rôle, nous ne voulons pas dire qu'il faille réunir les six à la fois pour accéder à la sphère publique. Mais nous pouvons indiquer qu'aucun n'est présent dans le domaine de la précarité alimentaire des étudiants.

### *1. Un ou des acteurs principaux reconnaissables :*

Les étudiants précaires, premiers concernés et donc ceux qui devraient avoir le rôle d'acteurs principaux, ne sont pas reconnaissables puisque, déjà, ils sont anonymes, comme nous avons vu dans le chapitre précédent. Si nous voulions établir un parallèle avec le mouvement social #metoo, nous dirions que les étudiants précaires n'ont pas d'Alyssa Milano pour mettre en visibilité leur situation. Pour le démontrer, nous mettons en évidence le geste d'Anas Kournif, l'étudiant qui a fait une tentative d'immolation par le feu, le 8 novembre 2019, à Lyon. Ce geste, pourtant fort et grave, n'a pas suffi à le rendre acteur principal de la précarité alimentaire. Les médias, concrètement, se contentent de parler de « *l'immolation d'un étudiant* »

lyonnais en situation de précarité »<sup>107</sup> ou du « geste d'un étudiant en difficulté financière, qui s'est immolé par le feu, à Lyon. »<sup>108</sup>

La raison de cet anonymat peut être mise en relation avec le statut des étudiants précaires : provisoire. Contrairement à la pauvreté et à l'exclusion, qui marquent un état, la précarité a un statut provisoire. Comme l'explique Sophie Béguinet (2017: 229), elle est un entre-deux, car le précaire peut basculer vers une amélioration ou vers une dégradation de sa situation. « *Il n'y a pas de figure du précaire, c'est un individu à l'identité incertaine* » (EHRENBERG<sup>109</sup>, 1999, cité par BEGUINET, 2017).» Cette identité incertaine, cette figure sans visage qui est celle des étudiants précaires ne concerne pas uniquement la France. Aux États-Unis, le constat est le même. Professeure d'Anthropologie, Lisa Henry<sup>110</sup> affirme :

*«Food insecurity among students is considered faceless, has no standard image, and is often silent. Most food insecure students were faced with issues of stigma and shame daily, which prevented them from seeking assistance from parents and federal social services.»*<sup>111</sup> (HENRY, 2017 : 6)

Dans un autre domaine, celui des Services Sociaux, Clare Cady<sup>112</sup>, dans ces travaux sur la crise économique et la précarité alimentaire des étudiants arrive à une conclusion identique :

*«There exists an invisible student population on college campuses—those who are experiencing food insecurity. The issue is hard to see because of its cross-cutting nature and the fact that most people who are experiencing poverty want to keep it hidden due to stigma and shame.»*<sup>113</sup> (CADY, 2014 : 265)

---

<sup>107</sup> Cf. Grille 1, en annexe

<sup>108</sup> Cf. Grille 2, en annexe

<sup>109</sup> Alain Ehrenberg est sociologue et directeur de recherche au CNRS

<sup>110</sup> Professeure d'Anthropologie à l'University of North Texas

<sup>111</sup> « *La précarité alimentaire chez les étudiants est considérée sans visage, elle n'a pas d'image type et elle est souvent silencieuse. La plupart des étudiants en situation de précarité alimentaire sont confrontés quotidiennement à des problèmes de stigmatisation et de honte, ce qui les empêche de demander de l'aide à leurs parents et aux services sociaux fédéraux.* » (Traduction de l'auteur)

<sup>112</sup> Master en Éducation et directrice du Centre de ressources des services sociaux de l'Oregon State University

<sup>113</sup> « *Il existe une population étudiante invisible sur les campus universitaires, celle qui souffre de précarité alimentaire. Ce problème est difficile à cerner en raison de sa nature transversale et du fait que la majorité des personnes en situation de pauvreté préfère le cacher pour des raisons de stigmatisation et de honte.* » (Traduction de l'auteur)

Le statut d'étudiant, lui-même, est lui aussi, transitoire. L'étudiant se situe transitoirement entre l'adolescence et l'âge adulte. Et par âge adulte nous entendons, ici, l'âge actif<sup>114</sup> qui permet à chaque personne d'avoir, par son métier, un statut socioprofessionnel la définissant. Les étudiants précaires cumulent ainsi deux statuts transitoires. Deux statuts sans poids. Deux statuts sans visage. Donc, deux statuts invisibles.

## *2. Des associations reconnaissables et communicantes qui les représentent*

Quant aux associations et autres instances représentatives des étudiants en situation de précarité alimentaire elles aussi sont souvent invisibles. Nous avons pu le vérifier également dans le chapitre précédent. Hormis le CROUS – cité cinq fois dans notre corpus, sous différentes appellations : « *les restaurants universitaires* » ou encore « *les services sociaux de l'Université* » –, les six autres acteurs institutionnels connus – et donc, nommés – n'ont pas comme champ d'action principal la vie étudiante. De ce fait, ils n'ont ni les compétences ni la crédibilité nécessaires pour parler au nom des étudiants. Les autres – « les associations » ou « les collectives » –, n'ont pas assez de poids, non plus, pour porter la situation jusqu'à l'insérer dans la sphère publique.

Si nous prenons comme exemple l'analyse que Christelle De Oliveira et Audrey Moutat (2018) font des stratégies des communications autour de la pomme du Limousin et de l'utilisation des pesticides, nous nous rendons compte du poids des associations dans la mise en visibilité du problème des pesticides. L'association Allasac ONGF – constitués par les riverains des pommeraies – et les associations écologistes, toutes « *efficaces et très organisés[e]s du point de vue de la diffusion de l'information* », ont mené « *une véritable campagne de diabolisation de la consommation de la pomme* » (DE OLIVEIRA et MOUTAT, 2018 ; 33). Ce faisant, elles ont amené le sujet des pesticides dans la sphère publique. Le résultat fut un plan gouvernemental – l'Echophyto – pour encadrer l'utilisation de pesticides. Les « associations » et les « collectifs » présents dans notre *corpus* ne paraissent donc pas

---

<sup>114</sup> Nous avons, cependant que l'OCDE définit la population d'âge actif comme les personnes de 15 à 64 ans. OCDE : <<https://data.oecd.org/fr/pop/population-d-age-actif.htm>>

avoir de véritables stratégies de communication capables de porter la cause des étudiants en situation de précarité jusqu'à la sphère publique.

### *3. Un « lanceur d'alerte »*

Le troisième acteur qui manque à notre terrain c'est un lanceur d'alertes. Les étudiants précaires ne comptent pas sur un individu ou une personnalité capable de dénoncer leur situation et de la mettre en visibilité avec, par exemple, la même efficacité que celle développée par Irène Frachon dans le « scandale du Médiateur ». Ils ne comptent pas, non plus, sur un rapport du Haut Comité de la Santé Publique ni sur une alerte de l'OMS concernant l'obésité et dont la mise en visibilité a abouti au premier PNNS. Encore une fois, nous reprenons la tentative d'immolation par le feu d'Anas Kournif : il aurait pu incarner le rôle de « lanceur d'alerte », mais ce ne fut pas le cas.

### *4. Des experts qui deviennent des porte-parole incontournables*

Un ou des experts qui défendent la « cause » font aussi défaut à la précarité alimentaire des étudiants. À la différence du scandale de l'amiante, pendant lequel les « associations [ont mobilisé] des experts incontournables sur ce problème, comme Henri Pézerat, l'un des porte-parole les plus visibles de cette cause » (HENRY, 2003 : 263), les étudiants n'ont pas d'experts, non plus. Aucun n'est présent dans un seul des 12 documents de notre *corpus*. Et dans le hors *corpus* que nous avons pu consulter à l'INAthèque, seulement deux experts ont participé à des émissions de débat (C Politique, sur France 5, et Le Jour du Seigneur, sur France 2) dans lesquelles la situation des étudiants précaires a été abordée. Ce fut dans l'émission C Politique, de France 5, durant laquelle un sociologue invité sur le plateau donnait son avis sur plusieurs sujets – dont la situation de précarité des étudiants. L'autre, ce fut Le Jour du Seigneur, sur France 2, la seule émission complètement consacrée aux étudiants et à leur situation en temps de pandémie. L'invitée en plateau était une experte de la santé des étudiants. Il s'agit de la docteure Dominique Mochablon, psychiatre de la fondation Santé des Étudiants de France. Cependant, elle n'est pas devenue une « porte-parole incontournable » de la « cause », du moins, elle n'est ni présente ni mentionnée en aucun des documents de notre *corpus*.

### *5. Des industriels intéressés par la dimension marchande de la situation*

Le profil de l'étudiant précaire n'intéresse pas les industriels en tout genre. Comme nous l'avons expliqué plus haut, ce ne sont plus des adolescents. Ils ont ainsi perdu un certain pouvoir d'influence qu'ils exerçaient sur les achats des parents. Mais ils ne sont pas encore entrés dans la vie active, non plus. Ils ne peuvent donc pas être définis par leur statut socioprofessionnel. Ce qui équivaut à dire qu'ils ne rentrent pas dans les cases des « CSP »<sup>115</sup> – catégories socioprofessionnelles – qui intéressent tant les professionnels du marketing et les communicants de produits et de services. Ils ne constituent pas une niche de marché, contrairement au cas de l'obésité. Et à la différence des consommateurs de compléments alimentaires, ils ne possèdent pas, non plus, de revenus supérieurs à la moyenne. Bien au contraire, l'incertitude concernant leurs revenus est une des caractéristiques des précaires. Dépourvus de valeur marchande, les étudiants n'intéressent pas les industriels. Ceux-ci sont donc absents de la sphère même d'apparition de la précarité alimentaire des étudiants et n'exercent donc aucun poids.

### *6. Des politiciens avec un agenda en accord avec la situation*

Enfin, à travers l'analyse des documents officiels et de notre *corpus*, nous ne trouvons pas, non plus, des responsables politiques ayant un agenda en accord avec la situation. Certes, comme nous l'avons démontré dans le premier chapitre de la deuxième partie, le PNNS actuellement en vigueur destine un axe du programme aux « *personnes en situation de précarité* ». Mais, comme nous l'avons aussi démontré, ces personnes sont invisibilisées par le PNNS lui-même. Et encore plus, les étudiants en situation de précarité alimentaire, auxquels le PNNS ne fait aucune référence.

Concernant notre *corpus*, nous n'y trouvons pas, non plus, des indicateurs nous permettant de dire que la précarité alimentaire des étudiants est mise à l'agenda du gouvernement. Certes, il y a des actions visant à améliorer leur situation. C'est le cas de l'annonce par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Frédérique Vidal, de « *la mise en place d'un numéro d'appel pour*

---

<sup>115</sup> Bien que le sigle CSP ne soit plus utilisé par l'INSEE depuis 1982, qui lui a préférée celle de PCS – Professions et catégories socioprofessionnelles, il reste d'usage dans le monde de marketing et de l'entreprise



*permettre aux étudiants d'accéder aux aides d'urgence, peu connues »<sup>116</sup> ; mais aussi d' « une aide de 150 euros pour les bénéficiaires du RSA et de l'APL et étendue aux étudiants ainsi qu'aux étudiants boursiers »<sup>117</sup>, annoncée par le gouvernement ; ou encore, au niveau des pouvoirs locaux, d'une aide de 100 euros offerte à tous les étudiants de la commune de Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret), par la mairie<sup>118</sup> ; et enfin, l'annonce du président de la République, Emmanuel Macron, d'étendre à tous les étudiants la possibilité de prendre deux repas à un euro chacun, chaque jour, dans les restaurants universitaires<sup>119</sup>. Cependant, il s'agit d'actions ponctuelles, qui inscrivent, une fois de plus, la précarité alimentaire des étudiants dans cette mise en visibilité éclatée que nous analysons dans ce Mémoire.*

Nous confirmons, ainsi, notre première hypothèse qui consistait à dire que la mise en visibilité éclatée des situations sociales se caractérise, d'abord, par des acteurs à faible poids. Ceux-ci sont, donc, incapables de transformer leur situation en problème public et de l'inscrire dans la sphère publique.

---

<sup>116</sup> Cf. Grille 2, en annexe

<sup>117</sup> Cf. Grille 7, en annexe

<sup>118</sup> Cf. Grille 11, en annexe

<sup>119</sup> Cf. Grille 12, en annexe

## Chapitre 2 Médiatisations de second plan

Dans ce deuxième chapitre, nous vérifions notre deuxième hypothèse selon laquelle la précarité alimentaire des étudiants accède à la « *scène d'apparition* », dont parle Louis Quéré (1992), sans pour autant s'inscrire dans la « *sphère publique* ». Ceci est dû à ce que nous appelons une médiatisation de second plan. Cette notion de second plan, nous l'empruntons aux médias audiovisuels. Dans une image télévisée (ainsi que cinématographique), des opérations de cadrage avancent au premier plan les acteurs et les actions que le réalisateur considère importants pendant, que d'autres acteurs continuent à jouer leur rôle en second plan – ou en deuxième plan, ou à l'arrière-plan ou encore dans le décor, selon l'expression choisie. Nous choisissons celle de second plan car elle met en évidence la notion de secondaire, c'est-à-dire, de moindre importance.

Ainsi, les étudiants en situation de précarité alimentaire sont utilisés comme un second plan par les médias, ou du moins par les médias audiovisuels analysés dans notre *corpus*. Nous l'avons déjà vu dans le deuxième chapitre de la deuxième partie : à partir de la grille d'analyse de notre *corpus*, nous pouvons affirmer que les sujets liés à la précarité alimentaire des étudiants ne sont pas le premier choix de la rédaction. Autant dans l'alignement des JT que dans les « angles » des lancements, ils n'existent pas par eux-mêmes : ils sont utilisés pour illustrer un autre sujet qui, lui, est choisi *per se*. Par leurs choix d'alignements et d'« angles », les journalistes opèrent un cadrage qui relègue les étudiants et leur précarité alimentaire dans le second plan du sujet principal.

Ces choix sont à mettre en relation avec les logiques internes aux médias et, plus concrètement, à l'accès des journalistes aux sources. Quand les sources sont des acteurs institutionnels, ceux-ci mettent en place des actions de communications « *ancrées dans des routines institutionnelles, comme les conférences de presse des gouvernements, des grandes institutions, des entreprises, etc., [et] se voient [assurés]*

d'une couverture médiatique.» (VOIROL,2005 : 103). Une de ces routines institutionnelles, auxquelles Dominique Marchetti<sup>120</sup> appelle « rendez-vous réguliers » (MARCHETTI ; 2002, 23), est la publication du rapport annuel de certaines institutions. Cette action de communication régulière est mise en place par les institutions avec l'objectif d'atteindre une certaine « visibilité médiatisée » (Voirol, 2015). Et, souvent, elle atteint son objectif. Mais elle n'est pas la seule. Les communiqués de presse dans lesquels ces acteurs « alertent » d'un danger imminent sont souvent utilisés dans le même but. Par leur renommée, ces acteurs parviennent donc à accéder à la scène d'apparition.

Ce fut ainsi, comme nous avons déjà analysé dans les précédents chapitres, avec la publication du rapport annuel du Secours Catholique. Le même jour, ce rapport a été à l'origine d'un titre d'ouverture dans le 13h de France 2 et dans un reportage dans le 19/20 de France 3. Et c'est aussi ainsi que cinq des 12 sujets télévisés qui constituent notre *corpus* ont comme point de départ une action de communication mise en place par ces mêmes acteurs institutionnels connus. Pour le Secours Catholique, ce fut donc le rapport annuel *État de la pauvreté en France 2020* ; pour le Secours Populaire, la « mise en place » d'une opération de distribution de repas gratuits et quant au Programme Alimentaire Mondial, lui, il a lancé un « message d'alerte » sur le risque de famine. Cependant, ces acteurs, qui ont leur propre poids dans leur champ d'action, ne sont pas spécialisés dans le monde étudiant. Leur accès à la « scène d'apparition » ne garantit pas l'accès des étudiants précaires à la même mise en visibilité. Le cas concret est le sujet concernant la distribution de repas d'urgence à Roubaix, mise en place par l'association Un rien c'est tout avec le Secours Populaire. Le présentateur parle des étudiants dans le lancement, mais aucun étudiant n'est visible durant tout le reportage. Ce sont les acteurs institutionnels connus *per se* qui sont mis en visibilité à travers les médias.

Le tableau de la page suivante offre une vue d'ensemble de ces cinq sujets, des actions de communication à l'origine des reportages et des « angles » choisis par les présentateurs, dans leurs lancements.

---

<sup>120</sup> Sociologue et Directeur de recherche au CNRS/Centre européen de sociologie et de science politique

**Tableau 6**

**Sujets diffusés dans les JT à la suite d'actions de communication d'acteurs institutionnels**

Acteur	Lancement en plateau
<p><b>Secours Catholique</b></p>	<p>« Cette crise, elle a déjà des conséquences sociales. Le Secours Catholique alerte : aujourd’hui, de plus en plus de Français risquent de basculer dans la grande précarité : étudiants, intérimaires, bénéficiaires de minima sociaux... [...] »</p>
	<p>« Une crise sanitaire aux conséquences économiques et sociales de plus en plus importantes d’après le Secours Catholique. La pauvreté et les inégalités ont encore progressé dans notre pays, selon le rapport annuel de l’association. Eh bien, la France va franchir cette année la barre des 10 millions de pauvres, une précarité dans laquelle plongent des nombreux étudiants. [...] »</p>
	<p>« La France franchira la barre des 10 millions de pauvres, en 2020, s’alarme le Secours Catholique, dans son rapport annuel. Un phénomène amplifié par la crise sanitaire et les bénévoles le constatent au quotidien. De plus en plus de jeunes, d’étudiants, privés de petits boulots basculent dans la précarité.[...] »</p>
<p><b>L'association « Un rien c'est tout »</b> + <b>Secours Populaire</b></p>	<p>« Une nouvelle illustration de la solidarité qui s’est mise en place depuis le début de la crise sanitaire : la solidarité auprès des plus démunis. L’association 'Un rien c’est tout' qui vous propose notamment de micro-dons, d’un euro par mois, a choisi de se concentrer, cette fois, sur la distribution de repas d’urgence auprès des plus précaires. Et c’est à Roubaix, avec le soutien de bénévoles du Secours Populaire que cette opération s’est mise en place. Pour plusieurs centaines de familles et des étudiants. [...] »</p>
<p><b>PAM (Programme Alimentaire Mondial)</b></p>	<p>« Autre conséquence de l’apparition de ce virus. Elle est pourtant moins visible : portant le message d’alerte du Programme alimentaire mondial devant le Conseil de Sécurité de l’ONU est assez clair : " attention au risque de famine ", dans les prochains mois. La crise sanitaire va aggraver les fragilités dans de nombreux pays. [...]»</p>

Ces acteurs institutionnels connus jouent un rôle de source et, par leurs actions de communication, arrivent à peser sur la hiérarchisation éditoriale organisée par les journalistes. Ceux-ci alignent d'abord ce qu'ils considèrent « l'information principale » – celle issue de leurs sources – et, après, ils alignent les reportages sur les étudiants en situation de précarité. Ceux-ci accèdent, certes, à la scène d'apparition mais dans un rôle secondaire. Nous l'appelons donc médiatisation de second plan. Et dans une médiatisation de second plan, où les acteurs jouent donc un rôle secondaire, les journalistes ne se sentent pas contraints de les identifier. C'est la raison pour laquelle la moitié des acteurs présents ou mentionnés dans notre *corpus* sont anonymes, comme nous l'avons démontré dans le troisième chapitre de la deuxième partie.

Outre l'accès aux sources et le poids de celles-ci, le choix des sujets par les journalistes est également soumis à d'autres logiques. Dans un contexte de contraintes budgétaires des médias, en général, et des médias audiovisuels en particulier, certaines sources institutionnelles y ont vu une opportunité de plus d'accès à ladite scène d'apparition : ils offrent aux télévisions des VNR – *video news releases* ou communiqués de presse en vidéo. Ces images, filmées par leurs équipes de communication internes ou par des agences de communication et libres de droits, sont un outil de plus dans leur stratégie de mise en visibilité.

N'ayant pas choisi de réaliser d'entretiens dans notre pré-enquête, nous ne sommes en mesure d'affirmer que cela ait pu se passer ainsi dans notre *corpus*. Néanmoins, nous pensons que c'est probable. Comme nous avons déjà indiqué dans le deuxième chapitre de la deuxième partie, dans les deux sujets du 12 novembre 2020, concernant le rapport annuel du Secours Populaire, les images diffusées dans le 13h de France 2 sont exactement les mêmes que celles du 19/20 de France 3, bien que quelques séquences vidéo aient été remontées. Certes, France 2 et France 3 appartiennent au groupe France Télévisions et ce ne serait pas étonnant de mettre en commun des images sur un même sujet. Cependant nous estimons que ce n'est pas raison, à cause de la source d'image indiquée dans la notice du reportage de France 2 : « FTP iMédia ». Or, iMédia Télévision est, selon son propre site web, une « société de

*production spécialisée dans la communication TV d'entreprise* »<sup>121</sup>. Or, ces mêmes images nous les avons revues dans un reportage d'Arte Journal diffusé quelques jours plus tard (le 26 novembre 2020), dans le hors *corpus* que nous avons pu consulter à l'INAtèque. Nous pensons, donc, qu'au-delà du rapport annuel, le Secours Catholique a engagé les services d'iMédia et, a ainsi fourni aussi les images pour le reportage qui sert d'illustration à « l'information principale ».

Que, dans ce cas, ce soit avéré ou pas, ne constitue pas l'essentiel de notre démonstration. Ce genre de pratique communicationnelle des acteurs institutionnels connus est fréquent – mais onéreux. Des « collectifs » et des « associations » de soutien aux étudiants en situation de précarité alimentaire ne disposent souvent pas de moyens financiers pour en faire autant. Et, donc, une fois de plus, ils sont absents du jeu d'acteurs et leur accession à la scène d'apparition reste une médiatisation de second plan.

Nous venons, ainsi, de vérifier notre deuxième hypothèse. Les acteurs institutionnels connus possèdent les compétences et les moyens pour développer des actions de communications efficaces, incluant des « *routines institutionnelles* » et des « *rendez-vous* » réguliers, auxquels s'ajoute la mise à disposition de VNR. Pour les journalistes, les « rendez-vous » réguliers et les « alertes » lancées par des acteurs institutionnels connus sont une garantie d'audience pour les médias. Et ceux-ci, dans un contexte de contraintes budgétaires, « profitent » de l'offre d'images, évitant ainsi des déplacements, des tournages et des montages onéreux. Dans ce jeu d'intérêts croisés, les étudiants en situation de précarité alimentaire accèdent ponctuellement à la scène d'apparition, mais ils y arrivent dans des médiatisations de second plan. Par ce cadrage, « *les médias de communication jouent un rôle essentiel dans la constitution de cette scène du visible et fonctionnent comme des instructeurs de l'attention publique et énonçant ce qu'il faut voir et les manières de le faire.* » (VOIROL, 2005 : 100) Les étudiants en situation de précarité alimentaire constituent un élément secondaire, leur situation relève d'une mise en visibilité éclatée, les empêchant de s'imposer dans la sphère publique.

---

<sup>121</sup> iMédia. Disponible sur <<http://www.imediatv.fr/>>

### **Chapitre 3** **Absence de controverses**

En tant que situation sociale, la précarité alimentaire, en général, et celle des étudiants, en particulier, se caractérise par une absence de controverse. Les acteurs sont consensuels. Les pouvoirs publics, à travers le PNNS, mettent en place des mesures pour « *mieux manger en situation de précarité alimentaire* ». Les acteurs institutionnels, connus ou inconnus, « s'inquiètent »<sup>122</sup>, « s'alarment »<sup>123</sup> lancent des « alertes »<sup>124</sup>, « tirent le signal d'alarme »<sup>125</sup> et organisent des « opérations »<sup>126</sup> de distribution d'aide. Les plus concernés, les étudiants eux-mêmes, reconnaissent que la situation n'est pas normale : « *On considère que c'est normal de galérer, que c'est normal de faire un repas par jour, que c'est normal d'avoir un appart miteux avec des cafards ou de l'humidité... Alors que non, en fait, c'est pas normal.* »<sup>127</sup> Nous sommes donc face à un sujet consensuel, à propos duquel les acteurs expriment des opinions assez homogènes, concertatives voire alignées (CROZIER et FRIEDBERG, 1977). Cette absence de controverse, et donc de débat, empêche, elle aussi, la mise en visibilité de la précarité alimentaire des étudiants. Elle empêche la désignation d'agresseurs ou de coupables, mais aussi l'émergence d'un public compatissant capable d'exiger des actions.

Dans la précarité alimentaire des étudiants il n'y a pas de « *triade victime/agresseur/sauveur* » permettant aux chaînes de télévision de mettre en scène la « *good story* » dont parlent Christelle De Oliveira e Audrey Moutat (2018 : 48), en citant Patrick Charaudeau<sup>128</sup>. Contrairement à la « *polémique médiatique* » sur la

---

<sup>122</sup> Cf. Grille 8, en annexe

<sup>123</sup> Cf. Grille 9, en annexe

<sup>124</sup> Cf. Grilles 4 et 5, en annexe

<sup>125</sup> Cf. Grille 7, en annexe

<sup>126</sup> Cf. Grille 6, en annexe

<sup>127</sup> Cf. Grille 1, en annexe

<sup>128</sup> Linguiste, Professeur Émérite de l'Université de Paris 13 et Chercheur au CNRS (Laboratoire de Communication Politique)

pomme du Limousin et l'utilisation des pesticides, où riverains et ouvriers jouent le rôle des victimes des pomiculteurs (agresseurs « *ambigus* »), prenant le spectateur en témoin, avant d'être sauvés par « *les associations telles qu'ONGF Allasac* » (Idem, 49). Dans le cas des pesticides, il y a une dimension de conflictualité, qui est nécessaire à la constitution des problèmes publics : « *Il s'agit simultanément d'imputer des responsabilités, de dénoncer des négligences ou des infractions, éventuellement, de désigner des victimes et des coupables [...]* » (Cefai, 2016 : 27).

Le sujet des pesticides dans la culture de pommes du Limousin, en tant que question environnementale, plus qu'alimentaire, intègre une notion de crainte qui est fondatrice de la controverse. C'est la crainte « *d'une population de perdre sa qualité de vie et celle de l'environnement* » (Gilles Sénécal<sup>129</sup>, cité par DE OLIVEIRA, 2018 : 35). Elle provoque donc une « *mobilisation collective* » d'acteurs qui se sentent « *concernés, directement ou indirectement, par [le] "trouble" auquel ils sont confrontés* » (CEFAÏ, 2016 : 28). Par leur « *demande d'action publique* » (Daniel Cefai, 1996, cité par ARQUEMBOURG, 2016 : 30), ces acteurs contribuent à la transformation dudit « *trouble* » en problème public. Dans ce cas, pour le résoudre, le gouvernement a développé le plan Echophyto, qui encadre l'utilisation des produits phytosanitaires.

Cette notion de crainte est également présente dans la « *crise* » de la vache folle. Jérémie Nollet<sup>130</sup> parle de la « *peur collective* » et des articles de journaux qui « *se multiplient [mettant] en scène la gravité du risque de contamination* » (NOLLET, 2015 : 26). À cela s'ajoute une émission de télévision qui opère un « *cadrage critique du problème de la vache folle : peur collective, existence de victimes humaines et critique des pouvoirs publics.* » (Idem, 27) Dans cette triade, il n'y a pas de sauveur ni d'agresseur, mais il y a toujours des victimes et des coupables, et des peurs, ainsi qu'une dimension de conflictualité que permet, dans ce cas aussi, d'ériger le sujet en problème public et d'aboutir à des actions publiques. En l'occurrence, un ensemble de réformes organisationnelles des différentes directions générales (DG) mises en cause

---

<sup>129</sup> Professeur à l'INRS-Urbanisation, Culture et Société (Canada)

<sup>130</sup> Maître de conférences en Science politique à Sciences-Po Toulouse



dans la « crise » : la DG Alimentation, la DG Santé et la DG de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

Dans ces deux exemples, la notion de danger est présente : elle se manifeste par la « *gravité du risque de contamination* » (Nollet, 2015 : 26), dont nous venons de parler à propos de la vache folle, ou par « [...] *une attente sociale importante concernant la maîtrise des risques sanitaires* » (DE OLIVEIRA, 2018 : 38), s'agissant des pesticides dans les pommes du Limousin.

Or, la précarité alimentaire des étudiants ne provoque pas ce « *sentiment collectif d'urgence face au danger* » (CEFAÏ, 2016 : 32). Elle ne mobilise pas, non plus, de « *publics dont l'engagement transforme un problème en cause* » (ARQUEMBOURG, 2016 : 30). En cela, la mise en visibilité éclatée de la précarité alimentaire des étudiants est assez proche du « *processus inachevé de constitution [du] problème public* » de l'antibiorésistance qu'analyse Jocelyne Arquembourg<sup>131</sup>.

Les deux sujets sont pareillement « *soit amalgamé[s] à des problèmes sociaux assez généraux, soit fragmenté[s] en une myriade de problèmes* » (idem, 45). Dans les médias, l'antibiorésistance est tantôt traitée comme une question scientifique, tantôt comme un sujet de société ; elle est associée à la santé publique, ou alors à la santé animale ; elle est mentionnée à propos des transformations des pratiques agricoles, mais aussi de la pollution des eaux de rivières par les élevages piscicoles (ARQUEMBOURG, 2016). La précarité alimentaire des étudiants, comme nous l'avons vu, est une médiatisation de second plan d'annonces officielles et de rapports institutionnels mais aussi du confinement et de la COVID-19, où elle est précédée ou suivie d'autres situations de précarité, en France comme à l'étranger. Dans un cas, comme dans l'autre, « *cette fragmentation a aussi pour conséquence de rendre impossible des imputations de responsabilités qui concernent, de fait, une multiplicité d'acteurs [...]* » (Idem, 46).

Jocelyne Arquembourg met aussi en évidence une autre caractéristique que nous avons également vérifiée dans le cas de la précarité alimentaire des étudiants :

---

<sup>131</sup> Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Paris 2

« *l'anonymat des victimes [de l'antibiorésistance et des acteurs de la précarité alimentaire des étudiants contribuent] à [leur] invisibilité. L'impossibilité de partager une expérience perceptuelle du problème l'a cantonné à un rôle très abstrait, celui d'un argument, dérobant au public la nature sensible de ses conséquences physiques* » (Ibidem). Sans pouvoir « *pâtir [ni] compatir* » (CEFAÏ, 2009, 2016), pas de « *public capable de [...] porter [la situation] en termes de droits et de demande d'action publique* » (ARQUEMBOURG, 2016 : 30).

Nous vérifions ainsi notre troisième hypothèse : l'absence de controverse et de débat contribue à la mise en visibilité éclatée de la précarité alimentaire des étudiants. Sans controverse ni débat, pas de victimes ni d'agresseurs ; pas de coupables non plus. Comme les peurs ne peuvent pas se généraliser et les victimes restent anonymes et invisibles, les publics, ne pouvant compatir de la situation, ne sont pas en capacité non plus de demander d'actions publiques.

## **Conclusion**

La problématique que nous avons traitée dans ce Mémoire nous amène à dire que la précarité alimentaire des étudiants est traversée par des logiques d'acteurs qui l'empêchent d'atteindre le statut de problème public et, donc, de s'inscrire dans la sphère publique. Nous sommes face à une situation de mise en visibilité éclatée. L'emploi de ce qualificatif sous-entend une notion de discontinuité. Cette mise en visibilité éclatée est donc discontinue dans le temps mais aussi dans les sphères occupées par les acteurs. La précarité alimentaire des étudiants peut ainsi être mise en visibilité ponctuellement par des médiatisations ou par des actions politiques ou par des actions de communication. Mais ces mises en visibilité ponctuelles lui confèrent un caractère éclaté.

Dans la première partie, nous avons montré comment, à partir d'un article du socio-sémiologue Roland Barthes, le thème de l'alimentation s'est inscrit dans les Sciences de l'Information et de la Communication. À travers les différents auteurs analysés, nous avons abordé des dimensions aussi disparates que l'alimentation en tant que système de communication, les logiques discursives du culinaire, ou encore l'alimentation en tant que problème de santé publique.

Dans le deuxième chapitre, nous détaillons le passage de l'alimentation de la sphère domestique à la sphère publique, à travers sa politisation menée par les pouvoirs publics – États comme organisations supranationales. Nous mettons en évidence l'existence de campagnes de préventions ayant des visées injonctives.

Cette dimension injonctive, nous l'approfondissons dans le troisième chapitre, à travers l'analyse de codes et de normes relatives à l'alimentation. Nous y analysons aussi les logiques d'autres acteurs ayant contribué à la mise en visibilité des enjeux de

l'alimentation, de l'industrie agroalimentaire aux publicitaires, en passant par l'industrie pharmaceutique et parapharmaceutique. La dimension communicationnelle des politiques publiques concernant l'alimentation est aussi analysée à l'aube des différents programmes nationaux nutrition santé (PNNS).

La deuxième partie est consacrée à la mise en visibilité de la précarité et des précaires. Nous commençons par aborder les évolutions de la notion de précarité en général et de la précarité alimentaire en particulier, ainsi que les multiples définitions, proposées par des acteurs différents – des scientifiques, des organisations internationales mais aussi des journalistes –, et qui favorisent la mise en visibilité de la précarité. Dans ce premier chapitre, nous nous intéressons en détail aux PNNS dans la façon de prendre en compte les enjeux de la précarité alimentaire.

Au deuxième chapitre, nous commençons l'analyse de notre *corpus*. Nous avons fait le choix de nous intéresser aux principales chaînes de télévision nationales de signal ouvert, et nous avons constitué un *corpus* de 12 documents audiovisuels diffusés entre le 2 septembre 2019 et le 21 janvier 2021. À l'aide d'une grille d'analyse, que nous avons construite, nous mettons en évidence les pics des médiatisations de la précarité alimentaire des étudiants. Quatre pics de médiatisations y sont nettement visibles. Le premier émerge à la suite de la tentative d'immolation par le feu d'un étudiant, à Lyon. Le deuxième pic est concomitant au confinement du printemps 2020. Le troisième surgit au moment du confinement partiel de l'automne 2020 et le quatrième correspond à l'annonce, par le président de la République, Emmanuel Macron, d'élargir à tous les étudiants la possibilité de prendre deux repas par jour, à un euro chacun, dans les restaurants universitaires. Par l'analyse de cette échelle temporelle, nous nous apercevons que la précarité alimentaire des étudiants n'est pas mise en visibilité *per se*.

Nous poursuivons l'analyse de notre *corpus* par le traitement médiatique des acteurs de la précarité. La moitié des étudiants, collectifs, associations et institutions présents ou mentionnés dans les reportages n'est pas nommée. Des 58 acteurs, 29 sont complètement anonymes et neuf autres ne sont que partiellement identifiés.

Ces analyses nous amènent à la troisième partie de ce Mémoire, dans laquelle nous vérifions nos hypothèses sur la mise en visibilité éclatée de la précarité alimentaire des étudiants. Cette mise en visibilité éclatée est due à une concomitance de facteurs que nous avons analysés dans les trois chapitres de la deuxième partie.

Le premier facteur est le faible poids des acteurs de la précarité alimentaire. En prenant exemple sur d'autres situations sociales, nous avons démontré l'existence de six profils d'acteurs forts, capables d'inscrire ces situations dans la sphère publique. Ses six profils forts, nous les avons détaillés dans le premier chapitre. Il s'agit d'un ou des acteurs principaux reconnaissables ; des associations reconnaissables et communicantes qui les représentent ; d'un « lanceur d'alerte » ; des experts qui deviennent des porte-parole incontournables ; des industriels intéressés par la dimension marchande de la situation et, enfin, des politiciens possédant un agenda en accord avec la situation. Nous avons prouvé que tous ces profils sont absents de la précarité alimentaire des étudiants. Les acteurs présents, eux, sont majoritairement anonymes, ce qui contribue à leur invisibilité. Cette invisibilité est due au double statut transitoire des étudiantes précaires. Ils sont dans une situation transitoire, car ils sont sortis de l'adolescence mais ils n'ont pas encore intégré le marché du travail. Et ils sont dans une situation transitoire car la précarité, contrairement à la pauvreté et à l'exclusion, n'est pas un état mais un point instable à partir duquel la personne précaire peut basculer soit vers une amélioration soit vers une dégradation de sa situation. Nous avons également vu que cette invisibilité qui touche les étudiants en situation de précarité alimentaire est aussi constatée par des études réalisées dans des universités des États-Unis.

Le deuxième facteur est aussi en liaison avec les acteurs et leurs logiques. Nous nous sommes intéressée aux stratégies développées par les médias et par leurs sources institutionnelles. Les actions de communications menées par des institutions en fonction de leurs agendas aboutissent à des médiatisations de second plan de la précarité alimentaires des étudiants. Dans un jeu d'intérêts croisés, habitués aux rendez-vous réguliers dictés par leurs sources et contraints par des questions budgétaires à profiter des offres d'images faites par ces mêmes sources, les journalistes opèrent un cadrage qui donne à voir les étudiants en situation de précarité

alimentaire comme un élément secondaire du discours médiatique. Ils contribuent, eux aussi, à leur invisibilité.

Enfin, le troisième chapitre est consacré à notre troisième hypothèse : l'absence de controverse et de débat contribue à la mise en visibilité éclatée de la précarité alimentaire des étudiants. Contrairement à d'autres situations sociales en liaison avec l'alimentation, la précarité alimentaire des étudiants ne provoque ni controverse ni débat. Elle est consensuelle, dans le sens où tous les acteurs expriment des opinions assez homogènes, concertatives voire alignées. Ils « s'inquiètent », « s'alarment », lancent des « alertes »... Or, les controverses sont nécessaires à une mise en visibilité complète. Par la controverse, des victimes et des agresseurs sont nommés, et des coupables, pointés. Par la controverse, les peurs de la situation se généralisent et les publics, compatissants, sont en capacité de demander des actions publiques.

Par la concomitance de ces trois facteurs – dépourvue de controverse, médiatisée en second plan et incarnée par des acteurs à faible poids, voire invisibles –, la précarité alimentaire des étudiants a une mise en visibilité éclatée.

Une mise en visibilité complète possède un certain nombre de caractéristiques, déjà traitées par plusieurs auteurs des SIC, certes, mais, comme nous venons de le voir, elles doivent être concomitantes pour être efficaces. Cette mise en visibilité possède une dimension sociale qui intègre des actions de publicisation et de politisation de la part des pouvoirs publics, sans s'y réduire ; tout comme elle inclut des médiatisations, sans que cela lui suffise ; elle a besoin de débat, mais il ne suffit pas ; et enfin, elle comprend une dimension diachronique, mais elle a besoin de la synchronie de ces caractéristiques pour être complète. En l'absence d'une d'entre elles, nous nous trouvons face à une mise en visibilité « éclatée ». C'est le cas de la précarité alimentaire des étudiants.

Cette problématique peut encore être approfondie. C'est ce que nous nous proposons de faire dans le cadre d'un projet de recherche sur trois ans, lors d'un doctorat de Sciences de l'Information et de la Communication. Dans notre *corpus*, il y a des éléments et des axes d'analyse que nous n'avons pas abordés, car ils sortaient du

périmètre de ce Mémoire. Néanmoins, il s'agit de pistes d'analyse à développer dans un deuxième temps.

Un des éventuels axes d'analyse prend en compte l'organisation interne des médias dans le choix des journalistes qui couvrent les sujets liés à la précarité alimentaire des étudiants : leur statut (pigistes ou permanentes), la rubrique à laquelle ils appartiennent, leur spécialisation dans les sujets d'éducation, de santé, sociaux ou, au contraire, ils sont peut-être des généralistes.

Un autre axe est en lien avec la manière dont les médias représentent les étudiants, en tant que « groupe social » homogène, ou pas – dans le sens des travaux développés par les sociologues Valérie Erlich (*Les nouveaux étudiants. Un groupe social en mutation*) et Alain Coulon (*Le Métier d'étudiant : l'entrée dans la vie universitaire*), cités par Sophie Béguinet (2013). En prenant encore comme référence notre *corpus*, nous pensons à certains discours des journalistes dans lesquels les inégalités de milieu social sont clairement énoncées – « *Pour pouvoir payer leurs loyers, ils sont près de la moitié à travailler le soir ou les week-ends, en plus des études. Ce n'est pas le cas de ces trois étudiants en Économie.* »<sup>132</sup> – alors que, dans d'autres reportages, « les étudiants » sont présentés comme un groupe homogène, voire indéfini.

Une troisième piste d'analyse est à mettre en relation avec la tendance à la responsabilisation individuelle des acteurs. C'est le cas dans les campagnes de sécurité routières mais c'est aussi le cas dans l'alimentation. Un exemple est le PNNS : « Mangez / Bougez / Évitez » sous-entendant que, si le consommateur ne le fait pas, il est responsable des éventuelles conséquences en termes de sa santé. Éventuellement, cette injonction à la responsabilité individuelle transforme les étudiants aussi en responsables de leur situation.

Enfin, nous nous intéressons aussi aux pratiques discursives des acteurs concernant l'effacement ou l'euphémisation – voire le délaissement – de mots comme « faim », « malnutrition » ou « sous-nutrition » au profit de l'expression « précarité

---

<sup>132</sup> Cf. Grille 2, en annexe

alimentaire». Par quel acteur, à quel moment et dans quel but stratégique ce remplacement lexical a eu lieu. Éventuellement quand la "faim" – pendant des décennies, cantonnée aux pays sous-développés ou en voie de développement – est devenue un problème public, politique et social dans les pays riches<sup>133</sup>. Parler de « précarité alimentaire » serait ainsi une façon de rendre maîtrisable une situation autrement impensable.

Ainsi, il nous semble souhaitable de poursuivre les recherches sur la mise en visibilité de la précarité alimentaire des étudiants. Dans un premier temps, et suivant un ou plusieurs des pistes d'analyse avancées ci-dessus, il conviendra d'approfondir les notions théoriques que nous avons traitées, ainsi que d'autres nécessaires à la poursuite de l'analyse.

Dans un deuxième temps, il faudra passer de la pré-enquête réalisée dans le cadre de ce Mémoire, à une enquête plus approfondie. Pour cela, un élargissement du corpus à d'autres chaînes de télévision, à des programmes autres que simplement les JT et à une période plus élargie nous semble souhaitable. Cette constitution d'un *corpus* élargi est à mettre en parallèle avec la réalisation d'entretiens auprès de quelques journalistes concernés par le *corpus*, par exemple.

Enfin, la troisième année sera consacrée à l'analyse des entretiens et du nouveau corpus élargi, ainsi qu'à l'écriture de la Thèse.

De démontrer la mise en visibilité éclatée d'une situation sociale comme la précarité alimentaire des étudiants équivaut à analyser les raisons de l'invisibilité. C'est certainement plus complexe, mais plus stimulant aussi.

---

<sup>133</sup> MURET Dominique, « La faim frappe les pays riches » [Document en ligne] *Sud Ouest*, 1996. Disponible sur : <<https://nouveau-euopresse-com.sid2nomade-2.grenet.fr/Search/ResultMobile/1>> (Consulté le 05.01.2021)



## Bibliographie

### Ouvrages

CLAVIER Viviane et DE OLIVEIRA Jean-Philippe (dir.), *Alimentation et Santé – logiques d'acteurs en information-communication*. Londres : ISTE Editions, 2018, 256 p. (Ingénierie de la santé et société, Série L'information dans la société, volume 2)

FERRIÈRES Madeleine, *Histoire des peurs alimentaires, du Moyen âge à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Éditions du Seuil, 2002, 472 p. (L'Univers Historique)

LAFON Benoit (dir.), *Médias et médiatisations. Analyser les médias imprimés, audiovisuels et numériques*, Fontaine : PUG, 2019, 310 p. (Communication en +)

MIÈGE Bernard, *L'espace public contemporain*. Grenoble : PUG, 2010, 228 p.

OLLIVIER-YANIV Caroline et RINN Michael (dir.), *Communication de l'État et gouvernement du social. Pour une société parfaite ?*. Grenoble : PUG, 2009, 232 p. (Communication Médias et Sociétés)

VÉRÓN Eliseo, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*. Paris : Éditions de Minuit, 1981, 176 p. (Hors collection)

### Chapitres d'ouvrages

DE OLIVEIRA Christelle et MOUTAT Audrey, « Chapitre 2 De la controverse à la polémique médiatique : analyse des stratégies de communication autour du risque sanitaire de la culture de la pomme du Limousin ». **In** : CLAVIER Viviane et DE OLIVEIRA Jean-Philippe (dir.), *Alimentation et Santé – logiques d'acteurs en information-communication*. Londres : ISTE Editions, 2018, pp. 33-54. (Ingénierie de la santé et société, Série L'information dans la société, volume 2)

HUGOL-GENTIAL Clémentine, BASTIEN Sarah, BURZALA Hélène, NOACCO Audrey, « Chapitre 4 De la responsabilité de santé à la responsabilité éthique : la légitimation de nouveaux experts alimentaires en France, le cas du légume ». **In** : CLAVIER Viviane et DE OLIVEIRA Jean-Philippe (dir.), *Alimentation et Santé – logiques d'acteurs en information-communication*. Londres : ISTE Editions, 2018, pp.77-99. (Ingénierie de la santé et société, Série L'information dans la société, volume 2)

LAFON Benoit, « Des médiatisations au processus de médiatisation ». **In** : *Médias et médiatisations. Analyser les médias imprimés, audiovisuels et numériques*, Fontaine : PUG, 2019, p. 157-189. (Communication en +)

OLLIVIER-YANIV Caroline, « Chapitre 5 La communication gouvernementale en matière de sécurité : gouvernement de soi et gouvernement du social ». **In** : OLLIVIER-YANIV Caroline et RINN Michael (dir.), *Communication de l'État et gouvernement du social. Pour une société parfaite ?*. Grenoble : PUG, 2009, pp. 87-102. (Communication Médias et Sociétés)

OLLIVIER-YANIV Caroline, « La carrière des controverses de santé publique : dispersion des arènes et politisation. Le cas de la vaccination en France dans les années 2010 ». **In**: PAILLIART Isabelle (dir.), *Les nouveaux territoires de la santé*. Londres : ISTE Editions, 2020, pp. 99 – 112, (Ingénierie de la santé et société, Série L'information dans la société, volume 3)

PAILLIART Isabelle, « Médiatisation et espace public ». **In** : LAFON Benoit (dir.) *Médias et médiatisations. Analyser les médias imprimés, audiovisuels et numériques*, Fontaine : PUG, 2019, p.191-211. (Communication en +)

## **Articles de revues**

ARQUEMBOURG Jocelyne, « L'antibiorésistance en France, du risque à la menace pour la santé publique. Analyse d'un processus inachevé de constitution d'un problème public ». [Document en ligne] *Questions de communication*, n° 29, 2016, pp. 29-47. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10400>> (Consulté en avril 2021)

AZURDIA Andrea X., LECOMPTE Emily & SIBBALD Emily, «Bon Appétit! A Process Evaluation of a Campus-Based Food Bank». [Document en ligne] *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, n° 6, 2011, volume 3, pp. 324-342. Disponible sur : <<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/19320248.2011.597834>> (Consulté en décembre 2020)

BARBIER Jean-Claude, « La précarité, une catégorie française à l'épreuve de la comparaison internationale ». [Document en ligne] *Revue française de sociologie*, n° 46, 2005, volume 2, pp. 351-371. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2005-2-page-351.htm>> (Consulté en février 2021)

BARDOU-BOISNIER Sylvie et CAILLAUD Kevin, « Les dispositifs informationnels sur les compléments alimentaires : une affaire de sante publique ». [Document en ligne] *Questions de communication*, n° 27, 2015. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9705>> (Consulté en avril 2021)

BARDOU-BOISNIER Sylvie, PAILLIART Isabelle, « Information publique : stratégies de production, dispositifs de diffusion et usages sociaux ». [Document en ligne] *Les Enjeux de l'information et de la communication*, n° 13, 2012, pp. 3-10. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2012-2-page-3.htm>> (Consulté en mars 2021)

BARTHES Roland, « Pour une psycho-sociologie de l'alimentation contemporaine ». [Document en ligne] *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 16<sup>e</sup> année, n° 5, 1961, pp. 977-986. Disponible sur : <[https://www.persee.fr/doc/AsPDF/ahess\\_0395-2649\\_1961\\_num\\_16\\_5\\_420772.pdf](https://www.persee.fr/doc/AsPDF/ahess_0395-2649_1961_num_16_5_420772.pdf)> (Consulté en avril 2021)

BÉGUINET Sophie, « La représentation sociale du risque de précarité chez les étudiants ». [Document en ligne] *Communication & Organisation*, n° 43, 2013, volume 1, p. 227-252. Disponible sur : <<https://www-cairn-info.sid2nomade-2.grenet.fr/revue-communication-et-organisation-2013-1-page-227.htm>> (Consulté en janvier 2021)

BENRAHHAL SERGHINI Zineb et MATUSZAK Céline, « Lire ou relire Habermas : lectures croisées du modèle de l'espace public habermassien ». [Document en ligne] *Études de communication*, n° 32, 2009. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/edc/868>> (Consulté en mars 2021)

BOUTAUD Jean-Jacques et MADELON Véronique, « Présentation ». [Document en ligne] *Communication & langages*, n° 164, 2010, pp. 33-40. Disponible sur : <<https://www-cairn-info/revue-communication-et-langages1-2010-2-page-33.htm>> (Consulté en avril 2021)

CADY Clare L., « Food Insecurity as a Student Issue ». [Document en ligne] *Journal of College and Character*, n° 15, 2014, volume 4, pp. 265-272. Disponible sur : <<https://doi.org/10.1515/jcc-2014-0031>> (Consulté en février 2021)

CEFAÏ Daniel, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... ». [Document en ligne] *Questions de communication*, n° 30, 2016. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10704>> (Consulté en avril 2021)

CHAULIAC Michel, « Le Programme national nutrition santé : conception, stratégies, mise en œuvre, impacts ». [Document en ligne] *Les Tribunes de la santé*, n° 49, 2015, pp. 29-39. Disponible sur : <<https://www-cairn-info/revue-les-tribunes-de-la-sante1-2015-4-page-29.htm>> (Consulté en avril 2021)

CHAPARRO Maria Pia, ZAGHLOUL Sahar S., HOLCK Peter & DOBBS Joannie, « Food insecurity prevalence among college students at the University of Hawai'i at Mānoa ». [Document en ligne] *Public Health Nutrition*, 2009, volume 12, pp. 2097-103. Disponible sur : <<dx.doi.org/10.1017/S1368980009990735>> (Consulté en mars 2021)

DAHLGREN Peter, « L'Espace public et les médias. Une nouvelle ère ? ». [Document en ligne] *Hermès, La Revue*, n° 13-14, 1994, p. 243-262. Disponible sur : <<https://www-cairn-info/revue-hermes-la-revue-1994-1-page-243.htm>> (Consulté en avril 2021)

DAVIDSON Alana R. & MORRELL Jesse S., «Food insecurity prevalence among university students in New Hampshire». [Document en ligne] *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, n° 15, 2020, volume 1, pp. 118-127. Disponible sur : <<https://doi.org/10.1080/19320248.2018.1512928>> (Consulté en février 2021)

DE IULIO Simona, BARDOU-BOISNIER Sylvie et PAILLIART Isabelle (dir.), « Dossier. L'alimentation, une affaire publique ? ». [Document en ligne] *Questions de communication* n° 27, 2015. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9668>> (Consulté en avril 2021)

DE IULIO Simona, BARDOU-BOISNIER Sylvie et PAILLIART Isabelle, « Penser les enjeux publics de l'alimentation » [Document en ligne] In: DE IULIO Simona, BARDOU-BOISNIER Sylvie et PAILLIART Isabelle (dir.), « Dossier. L'alimentation, une affaire publique ? ». [Document en ligne] *Questions de communication* n° 27, 2015. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9668>> (Consulté en avril 2021)

DE IULIO Simona, « De la peur de manquer aux dangers de l'obésité : les discours publicitaires et la construction sociale des risques alimentaires ». [Document en ligne] *Le Temps des médias*, n° 17, 2011, pp. 143-63. Disponible sur : <<https://www-cairn-info/revue-le-temps-des-medias-2011-2-page-143.htm>> (Consulté en avril 2021)

DELAVIGNE Anne-Élène et MONTAGNE Karen, « De la honte d'avoir faim dans un pays riche. Introduction: " Manger pour vivre : l'alimentation en condition de précarité dans les pays 'riches' " ». [Document en ligne] *Anthropology of food*, n.° 6, 2008. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/aof/4243>> (Consulté en mars 2021)

DEMAILLY Lise, « La santé : affaire privée ? affaire publique ? De la domination dans la santé à la domination par la santé ». [Document en ligne] *Socio-logos*, n° 8, 2013, pp. 1-17. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/socio-logos/2777>> (Consulté en avril 2021)

DUFOUR François, *Les 100 mots du journalisme*. [Document en ligne] In : Paris : Presses Universitaires de France, 2018, 126 p. (Que sais-je ?) Disponible sur : <<https://www-cairn-info/les-100-mots-du-journalisme--9782130810100-page-7.htm>> (Consulté en avril 2021)

GRIMACCIA Elena & NACCARATO, Alessia, «Confirmatory factor analysis to validate a new measure of food insecurity: perceived and actual constructs». [Document en ligne] *Quality & Quantity*, n° 54, 2020, pp. 1211–1232. Disponible sur : <<https://link.springer.com/article/10.1007%2Fs11135-020-00982-y>> (Consulté en janvier 2021)

HACHE-BISSETTE Françoise et SAILLARD Denis, « Présentation ». [Document en ligne] *Le Temps des médias*, n° 24, 2015, pp. 5-12. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2015-1-page-5.htm>> (Consulté en avril 2021)

HEGE Amanda, STEPHENSON Tammy, PENNELL Michael, REVLETT Beau, VANMETER Connor, STAHL Danielle, OO Kendra, BRESSLER Jordan & CROSBY Claire, «College Food Insecurity: Implications on Student Success and Applications for Future Practice». [Document en ligne] *Journal of Student Affairs Research and Practice*, n° 58, 2020, pp.44-61. Disponible sur : <<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/19496591.2020.1726359>> (Consulté en février 2021)

HENRY Emmanuel, « Du silence au scandale. Des difficultés des médias d'information à se saisir de la question de l'amiante ». [Document en ligne] *Réseaux*, n° 122, 2003, pp. 237-272. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2003-6-page-237.htm>> (Consulté en mai 2021)

HENRY Lisa, «Understanding Food Insecurity Among College Students: Experience, motivation, and local solutions». [Document en ligne] *Anal of Anthropological Practice*, n° 41, 2017, pp 6-19. Disponible sur : <<https://anthrosource.onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/napa.12108>> (Consulté en février 2021)

HERVÉ-BAZIN Céline, « Boire en eaux troubles ». [Document en ligne] *Communication et organisation*, n° 45, 2014, pp. 127-138. Disponible sur : <<http://journals.openedition.org/communicationorganisation/4534>> (Consulté en avril 2021)

JEANNERET Yves et SOUCHIER Emmanuel, « L'étiquette des vins : analyse d'un objet ordinaire ». [Document en ligne] *Communications & langages*, n° 121, 1999, pp. 72-85. Disponible sur : <[https://www.persee.fr/doc/colan\\_0336-1500\\_1999\\_num\\_121\\_1\\_2949](https://www.persee.fr/doc/colan_0336-1500_1999_num_121_1_2949)> (Consulté en avril 2021)

KEEFE Susi, GARAGIOLA-BERNIER An, KILEY Emma, ENGLAND Jen, SCHMITT Sam R. & SHORE Marta, « Campus Food Insecurity: Bringing Private Institutions into Conversations on Basic Needs ». [Document en ligne] *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, n° 16, 2020, pp. 1-15. Disponible sur : <<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/19320248.2020.1838984>> (Consulté en février 2021)

KNOL Linda L., ROBB Cliff A., MCKINLEY Erin M. & WOOD Mary, « Food Insecurity, Self-rated Health, and Obesity among College Students ». [Document en ligne] *American Journal of Health Education*, n° 48, 2017, volume 4, pp 248-255. Disponible sur : <<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/19325037.2017.1316689>> (Consulté en février 2021)

MARCHETTI Dominique, « Les sous-champs spécialisés du journalisme ». [Document en ligne] *Réseaux*, n° 111, 2002, pp. 22-55. Disponible sur : <<https://www-cairn-info/revue-reseaux1-2002-1-page-22.htm>> (Consulte en avril 2021)

MIÈGE Bernard, « L'espace public : au-delà de la sphère politique ». [Document en ligne] *Hermès, La Revue*, n° 17-18, 1995, p. 49-62. Disponible sur : <<https://www-cairn-info/revue-hermes-la-revue-1995-3-page-49.htm>> (Consulté en mars 2021)

NAZMI Aydin, MARTINEZ Suzanna, BYRD Ajani, ROBINSON Derrick, BIANCO Stephanie, MAGUIRE Jennifer, CRUTCHFIELD Rashida M., CONDRON Kelly & RITCHIE Lorrene, «A systematic review of food insecurity among US students in higher education». [Document en ligne] *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, n° 14, 2019, volume 5, pp. 725-740. Disponible sur <<https://doi.org/10.1080/19320248.2018.1484316>> (Consulté en février 2021)

NOLLET Jérémie, « L'emprise du journalisme sur les catégories d'action publique ». [Document en ligne] *Questions de communication*, n° 27, 2015. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9670> (Consulté en mars 2021)

OLLIVIER-YANIV Caroline, « La communication gouvernementale, un ordre en négociation ». [Document en ligne] *Revue française d'administration publique*, n° 171, 2019/3, pp. 669-680. Disponible sur : <<https://www-cairn-info/revue-francaise-d-administration-publique-2019-3-page-669.htm>> (Consulté en avril 2021)

PAILLIART Isabelle, « Postface ». [Document en ligne] *Études de communication*, n° 37, 2011. Disponible sur: <<http://journals.openedition.org/edc/3182>> (Consulté en avril 2021)

PHILLIPS Erica, MCDANIEL Anne & CROFT Alicia, «Food Insecurity and Academic Disruption Among College Students». [Document en ligne] *Journal of Student Affairs Research and Practice*, n° 55, 2018, volume 4, pp 353-372. Disponible sur : <<https://doi.org/10.1080/19496591.2018.1470003>> (Consulté en février 2021)

PAYNE-STURGES Devon C., TJADEN Allison, CALDEIRA Kimberly M., VINCENT Kathryn B., & ARRIA Amelia M., «Student Hunger on Campus: Food Insecurity Among College Students and Implications for Academic Institutions» [Document en ligne] *American Journal of Health Promotion* n° 32, 2018, volume 2, pp. 349–54. Disponible sur : <<https://doi.org/10.1177/0890117117719620>> (Consulté en février 2021)

QUÉRÉ Louis, « L'espace public : de la théorie politique



à la métathéorie sociologique ». [Document en ligne] *Quaderni*, n°18, 1992, pp. 75-92. (Les espaces publics) Disponible sur : <[https://www.persee.fr/doc/quad\\_0987-1381\\_1992\\_num\\_18\\_1\\_972](https://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_1992_num_18_1_972)> (Consulté en avril 2021)

QUÉRÉ Louis, « Un événement indécidable ? » [Document en ligne] *Espaces Temps*, n° 64-65, 1997, pp. 4-15. Disponible sur : <[https://www.persee.fr/doc/espat\\_0339-3267\\_1997\\_num\\_64\\_1\\_4000](https://www.persee.fr/doc/espat_0339-3267_1997_num_64_1_4000)> (Consulté en avril 2021)

ROMEYER Hélène, « Le bien-être en normes : les programmes nationaux nutrition santé ». [Document en ligne] *Questions de communication*, n° 27, 2015, pp. 41-61. Disponible sur: <<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9685>> (Consulté en mars 2021)

SCHROEDER Krista & SMALDONE Arlene, «Food insecurity: A concept analysis» [Document en ligne] *Nursing Forum* n° 50, 2015, volume 4, pp. 274-284. Disponible sur : <<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/nuf.12118>> (Consulté en décembre 2020)

THOMPSON John B, « La nouvelle visibilité ». [Document en ligne] *Réseaux*, n° 129-130, 2005, pp. 59-87. Disponible sur : <<https://www-cairn-info/revue-reseaux1-2005-1-page-59.htm>> (Consulté en mars 2021)

TWILL Sarah E., BERGDAHL Jacqueline & FENSLER Rebecca, «Partnering to Build a Pantry: A University Campus Responds to Student Food Insecurity». [Document en ligne] *Journal of Poverty*, n° 20, 2016, volume 3, pp. 340-358. Disponible sur: <<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10875549.2015.1094775>> (Consulté en février 2021)

VOIROL Olivier, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique ». [Document en ligne] *Réseaux*, n° 129-130, 2005, pp. 89-121. Disponible sur : <<https://www-cairn-info/revue-reseaux1-2005-1-page-89.htm>> (Consulté en mars 2021)

ZIGMONT Victoria A., LINSMEIER Abigail M. & GALLUP Peggy, «Understanding the Why of College Student Food Insecurity». [Document en ligne] *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, n° 14, 2019, pp. 1-17. Disponible sur : <<https://doi.org/10.1080/19320248.2019.1701600>>. (Consulté en février 2021)

## Rapports

CONSEIL NATIONAL DE L'ALIMENTATION. [Document en ligne] *Alimentation favorable à la Santé – Avis 81*, 2018. Disponible sur : <<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/194000025.pdf>> (Consulté en décembre 2020)

CSA. [Document en ligne] *S'entendre sur la terminologie*, 2012. Disponible sur : <<http://www.fao.org/3/MD776F/MD776F.pdf>> (Consulté en décembre 2020)

DARMON Nicole, BOCQUIER Aurélie, VIEUX Florent, CAILLAVET France. « L'insécurité alimentaire pour raisons financières en France ». [Document en ligne] *La Lettre (Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale)*, n° 4, 2010, pp.1-7. Disponible sur : <<https://hal.inrae.fr/hal-02665678/document>> et <[https://onpes.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_final\\_INRA.pdf](https://onpes.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_final_INRA.pdf)> (Consulté en décembre 2020)

FAO, «The Food Insecurity Experience Scale: Measuring food insecurity through people's experiences». [Document en ligne] Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2017. Disponible sur : <<http://www.fao.org/3/i7835e/i7835e.pdf>> (Consulté en janvier 2021)

HAUT COMITÉ DE LA SANTÉ PUBLIQUE, *Pour une politique nutritionnelle de santé publique en France*. [Document en ligne] Disponible sur : <<https://www.hcsp.fr/Explore.cgi/Ouvrage?clef=56>> (Consulté en mai 2021)

INSEE, rapport *Emploi, chômage, revenus du travail – Edition 2020*. INSEE, 2020. [Document en ligne] Disponible sur : <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/4504425/ECRT2020.pdf>> (Consulté en mai 2021.)

LAURENCE Sophie, DURAND Edith, THOMAS Estelle, CHAPPUIS Marielle et CORTY Jean-François. «Food insecurity and health status in deprived populations, 2014: a multicentre survey in seven of the social and medical healthcare centres (CASOs) run by Doctors of the World, France». [Document en ligne] *Public Health*, n° 143, 2017, pp. 97-102. Disponible sur : <<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0033350616303857>> (Consulté en décembre 2020)

PATUREL Dominique, SOULARD Christophe-Toussaint, VONTHRON Simon, « Diagnostiquer la précarité alimentaire à une échelle locale » [Document en ligne] *So What? Policy Brief*, n.° 10, 2019, pp. 1-4. Disponible sur : <<https://hal.inrae.fr/hal-02791682/document>> (Consulté en janvier 2021)

PEREIRA Débora de Carvalho, *Produits Laitiers – Les réseaux d'influence sur le Web - Rapport Repastol-Pereira*. [Document en ligne] Disponible sur : <<https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/3105/files/2017/10/Rapport-REPASTOL-PEREIRA-2017.compressed.pdf>>

PNNS 1 2001-2005. [Document en ligne] Disponible sur: <<https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/1n1.pdf>> (Consulté en avril 2021)

PNNS 2 2006-2010. [Document en ligne] Disponible sur: <<https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/plan.pdf>> (Consulté en avril 2021)

PNNS 3 2011-2015. [Document en ligne] Disponible sur: <[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pnns\\_2011-2015.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pnns_2011-2015.pdf)> (Consulté en avril 2021)

PNNS 4 2019-2023. [Document en ligne] Disponible sur: <[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pnns4\\_2019-2023.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pnns4_2019-2023.pdf)> (Consulté en avril 2021)

## Articles et communiqués de presse

AFP DOC, du 4 janvier 2021. [Document en ligne] Disponible sur : <https://nouveau-europresse-com.sid2nomade-1.grenet.fr/Search/ResultMobile/334> (Consulté en mars 2020)

DHOQUOIS Anne, « Pauvreté : S'attaquer à la précarité alimentaire » [Document en ligne] *Alternatives économiques*, 2018. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/magazine-les-dossiers-d-alternatives-economiques-2017-4-page-30.htm>> (Consulté en décembre 2020)

ONU, « La faim dans le monde progresse de nouveau, mue par les conflits et le changement climatique, selon l'ONU ». [Document en ligne] ONU Info, 2017. Disponible sur : <<https://news.un.org/fr/story/2017/09/363952-la-faim-dans-le-monde-progresse-de-nouveau-mue-par-les-conflits-et-le>> (Consulté en décembre 2020)

FAO, « PR 96/44 – Précarité alimentaire augmente ». [Document en ligne] *FAO Press Releases*, 1996. Disponible sur : <[http://www.fao.org/WAICENT/OIS/PRESS\\_NE/PRESSFRE/H36F.HTM](http://www.fao.org/WAICENT/OIS/PRESS_NE/PRESSFRE/H36F.HTM)> (Consulté en décembre 2020)

SIMON Franck, « Nul n'est épargné face à la précarité ». [Document en ligne] *Le Berry républicain*, 7 avril 2012, p. 7. Disponible sur: <[https://nouveau-europresse-com.sid2nomade-1.grenet.fr/Link/grenobleT\\_1/news%c2%b720120407%c2%b7FRB%c2%b77%c3%9721%c3%972983951838](https://nouveau-europresse-com.sid2nomade-1.grenet.fr/Link/grenobleT_1/news%c2%b720120407%c2%b7FRB%c2%b77%c3%9721%c3%972983951838)> (Consulté en décembre 2020)

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS, « Messages sanitaires dans la publicité alimentaire - CP du 28 février 2007 ». [Document en ligne] Disponible sur : <[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/31\\_070228.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/31_070228.pdf)> (Consulté en mai 2021)

MURET Dominique, « La faim frappe les pays riches » [Document en ligne] *Sud Ouest*, 1996. Disponible sur : <https://nouveau-europresse-com.sid2nomade-2.grenet.fr/Search/ResultMobile/1> (Consulté en janvier 2021)

PACHOUD Jeff, « Précarité étudiante : un an après avoir tenté de s'immoler par le feu, Anas prend la parole ». [Document en ligne] *Aujourd'hui en France* (site web), 8 novembre 2020. Disponible sur <[https://nouveau-europresse-com.sid2nomade-2.grenet.fr/Link/grenobleT\\_1/news%0c2%0b720201108%0c2%0b7PJW%0c2%0b72musbzz2jhvpzriuum2oev2nre](https://nouveau-europresse-com.sid2nomade-2.grenet.fr/Link/grenobleT_1/news%0c2%0b720201108%0c2%0b7PJW%0c2%0b72musbzz2jhvpzriuum2oev2nre)> (Consulté en avril 2021)

## Sitographie

ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), « La nutrivigilance, un dispositif au service de la sécurité du consommateur ». Disponible sur : <<https://www.anses.fr/fr/system/files/PRES2014CPA10.pdf>> (Consulté en mai 2021)

CABINET XERFI. Disponible sur <<http://www.xerfi.com>>

CNRTL. Disponible sur : <<https://www.cnrtl.fr/definition/pr%03%A9caire>> (Consulté en décembre 2020)

CNRTL. Disponible sur : <<https://www.cnrtl.fr/definition/pr%03%A9carit%03%A9>> (Consulté en décembre 2020)

Code de l'action sociale et des familles. Disponible sur : <<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000037550332/2018-11-02/>> (Consulté en décembre 2020)

FAO, À propos de la FAO. Disponible sur : <<http://www.fao.org/about/fr/>> (Consulté en avril 2021)

FAO, À propos du Codex – Histoire du Codex. Disponible sur : <<http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/about-codex/history/fr/>> (Consulté en avril 2021)

FAO, Portail terminologique de la FAO. Disponible sur : <<http://www.fao.org/faoterm/fr/>> (Consulté en décembre 2020)

FAO, Term portal. [**Document en ligne**] Disponible sur <<http://www.fao.org/faoterm/en/>> (Consulté en décembre 2020)

FAO, Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Disponible sur : <<http://www.fao.org/3/mp046f/mp046f.pdf>> (Consulté en avril 2021)

FIL-IDF – About Us / IDF History. Disponible sur : <<https://fil-idf.org/about-us/idf-history/>> (Consulté en mars 2021)

IMÉDIA. Disponible sur <<http://www.imediatv.fr/>>

INA, Contrat d'objectifs et de moyens. [**Document en ligne**] Disponible sur : <<https://institut.ina.fr/institut/statut-missions/contrat-d-objectifs-et-de-moyens>>. (Consulté en mai 2021)

INSEE. Disponible sur : <<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1525>> (Consulté en janvier 2021)

LEGIFRANCE, Code de l'action sociale et des familles. Disponible sur : <<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000037550332/2018-11-02/>> (Consulté en décembre 2020)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, *Guide Pratique de l'accueil des écoles primaires chez les professionnels de la filière laitière.* [**Document en ligne**] Disponible sur : <[https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guidelait2015pages\\_final\\_1.pdf](https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guidelait2015pages_final_1.pdf)> (Consulté en avril 2021)

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ, Compléments alimentaires. Disponible sur : <<https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/denrees-alimentaires/article/complements-alimentaires>> (Consulté en Mai 2021)

OCDE. Disponible sur : <<https://data.oecd.org/fr/pop/population-d-age-actif.htm>> (Consulté en décembre 2020)

OMS, Actes officiels de l'Organisation mondiale de la Santé, n°. 2, p. 100. Disponible sur : <<https://apps.who.int/gb/bd/PDF/bd47/FR/constitution-fr.pdf?ua=1>> (Consulté en avril 2021)

OMS, Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé. Disponible sur : <<https://apps.who.int/gb/bd/PDF/bd47/FR/constitution-fr.pdf?ua=1>> (Consulté en avril 2020)

ONU, Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture. Disponible sur : <<https://www.un.org/fr/observances/end-food-waste-day>> (Consulté en avril 2020)

USDA. Disponible sur : <<https://www.ers.usda.gov/topics/food-nutrition-assistance/food-security-in-the-us/measurement.aspx>> (Consulté en janvier 2021)

## **Annexes**



## ANNEXE 1 – TABLEAUX PNNS

Contexte et occurrences des mots 'précarité' et 'précaire'  
ainsi que de l'expression 'précarité alimentaire' dans les différents PNNS

Tableau 1 – PNNS 1 – 2001-2005 (40 pages)	
p. 8	« réduire la fréquence des déficiences vitaminiques et minérales et de la dénutrition parmi les populations en situation de précarité »
p. 30	« Réduire la fréquence des déficiences vitaminiques et minérales chez les personnes en situation de précarité »
p. 38	« Réduire la fréquence des déficiences vitaminiques et minérales chez les personnes en situation de précarité »
p. 38	« Prévenir les déficiences nutritionnelles des personnes en situation de précarité en s'appuyant sur les réseaux associatifs »

Tableau 2 – PNNS 2 – 2006-2010 (51 pages)	
p. 3 (Index)	« PLAN D'ACTION 3 : MESURES CONCERNANT DES POPULATIONS SPECIFIQUES [...] Fiche : améliorer l'aide alimentaire apportée aux personnes en situation de précarité (conformément aux annonces du comité interministériel de lutte contre l'exclusion du 12 mai 2006) »
p. 27	« CRÉATION DE RÉSEAUX DE PRISE EN CHARGE DE L'OBESITE [...] Recenser dans chaque région les réseaux de santé existant dans lesquels intervient une composante nutrition (maladies chroniques, diabète, obésité/nutrition, personnes âgées, cardio-vasculaire, précarité...), associant aussi collectivités territoriales et la médecine scolaire »
p. 37	« MESURES LIÉES AUX AUTRES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES Objectif : Réduire la fréquence des déficiences vitaminiques et minérales et de la dénutrition parmi les populations en situation de précarité »

<b>p. 38</b>	<p>« Fiche : cibler les actions sur les populations défavorisées »</p> <p>Cette partie concerne les personnes défavorisées mais ne recourant pas à l'aide alimentaire. Une autre partie concerne les personnes précaires. »</p>
<b>p. 41</b>	<p>« Fiche : améliorer l'aide alimentaire apportée aux personnes en situation de précarité »</p>

**Tableau 3 – PNNS 3 – 2011-2015 (66 pages)**

<b>p. 16</b>	<p>« Il n'y a pas eu de réduction des inégalités sociales de santé en matière de nutrition au cours des années 2000, depuis que le PNNS a été initié. A l'extrême, se trouvent les personnes en situation de précarité ayant recours à l'aide alimentaire. Leur situation est elle-même différente selon que le recours est récent, ancien, permanent, temporaire... »</p>
<b>p. 17</b>	<p>« Mesure 1 • Mettre en place des interventions spécifiques pour réduire les inégalités sociales de santé (ISS) en matière nutritionnelle »</p> <p>Les inégalités sociales de santé en matière de nutrition trouvent principalement leur origine dans les inégalités de revenus. Cependant, celles-ci ne recouvrent pas l'ensemble des facteurs d'inégalité : la situation familiale (séparation, famille monoparentale...), la situation d'emploi (précarité d'emploi, chômage, temps partiel contraint, étudiant, jeune travailleur), le niveau d'éducation, l'origine culturelle, la situation de migration, l'environnement immédiat, l'isolement de certaines personnes âgées, constituent autant de facteurs et de contraintes à considérer pour identifier les divers groupes de populations dans le gradient des inégalités sociales et leur proposer des actions adaptées. »</p>
<b>p. 19</b>	<p>« ACTION [...] 6. Faciliter l'accès de tous à une alimentation de qualité (Axe I du PNA) [...] I.1 Mieux manger en situation précaire»</p>
<b>p. 34</b>	<p>« Mesure 2 • Prévenir et dépister la dénutrition »</p> <p>La sensibilisation de l'ensemble des professionnels de santé et des aidants à la question de la dénutrition (personnes âgées, personnes souffrant de pathologies, y compris les enfants, populations précaires...) est un objectif prioritaire.»</p>

Tableau 4 – PNNS 4 – 2019-2023 (94 pages)	
<b>p. 4</b>	<p>« <i>Objectif 5 : Mieux manger en situation de <u>précarité alimentaire</u></i><sup>134</sup></p> <p>15. Action : Améliorer l'accès à une alimentation favorable pour la santé pour les personnes en situation de <u>précarité alimentaire</u> »</p>
<b>p. 5</b>	<p>« <i>Objectif 13 : Mieux former les professionnels œuvrant dans le champ de la nutrition pour renforcer leur compétence en prévention dans ce domaine</i></p> <p>[...]</p> <p>31. Action : Mettre à disposition un kit de formation sur la <u>précarité alimentaire</u> pour les professionnels du domaine social »</p>
<b>p. 16</b>	<p>« <i>De répondre au défi de la réduction des inégalités sociales, ce qui comprend la lutte contre la précarité.</i> »</p>
<b>p. 34</b>	<p>« <b>OBJECTIF 5 :</b></p> <p><b>MIEUX MANGER EN SITUATION DE <u>PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE</u></b></p> <p><i>Les personnes en situation de <u>précarité alimentaire</u> sont en difficulté pour accéder à une alimentation favorable à leur santé car elles sont, de façon transitoire ou non, en situation de vulnérabilité sociale ou économique.</i></p> <p>[...]</p> <p>15. Action :</p> <p><i>Améliorer l'accès à une alimentation favorable pour la santé pour les personnes en situation de <u>précarité alimentaire</u></i></p> <p>[...]</p> <p><i>Mettre à disposition des personnes travaillant auprès des populations précaires des outils adaptés à la lutte contre la <u>précarité alimentaire</u> et porteurs du logo du PNNS notamment :</i></p> <p><i>Mettre à disposition des travailleurs sociaux et des bénévoles des outils numériques et interactifs pour mieux accompagner les personnes en situation de précarité vers une alimentation favorable à la santé, à la pratique au quotidien d'une activité physique tout en réduisant les comportements sédentaires.</i> »</p>

<sup>134</sup> Tous les soulignements de l'expression 'précarité alimentaire' dans ce tableau 4 sont de l'autrice

<p><b>p. 35</b></p>	<p>« Indicateurs : - Création des outils d'éducation nutritionnelle adaptés aux publics en situation de <u>précarité alimentaire</u> ; [...] »</p>
<p><b>p. 40</b></p>	<p>« 19. Action : Diffuser les nouvelles recommandations du PNNS et faciliter leur mise en œuvre [...] Adapter la conception et la diffusion des recommandations aux personnes en situation de précarité. »¶</p>
<p><b>p. 50</b></p>	<p>« 31. Action : Mettre à disposition un kit de formation sur la <u>précarité alimentaire</u> pour les professionnels du domaine social</p> <p>En tant qu'acteurs relais, outiller les professionnels du domaine social est essentiel pour encourager les personnes en situation de précarité à adopter des comportements nutritionnels favorables à leur santé.</p> <p>Un kit de formation ciblant les 13 métiers du travail social permettra de définir le rôle du travailleur social dans la lutte contre la <u>précarité alimentaire</u> et de mieux repérer les personnes concernées. »</p>
<p><b>p. 51</b></p>	<p>« Ce kit de formation répond aux orientations de l'axe "précarité sociale" figurant dans les orientations nationales de formation continue des travailleurs sociaux et dans la politique de l'État dans le domaine de la prévention de la précarité sociale portée dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.</p>
<p><b>p. 53</b></p>	<p>« 35. Action : Promouvoir l'éducation nutritionnelle pour les personnes détenues</p> <p>La stratégie santé des personnes placées sous-main de justice publiée en avril 2017 ainsi que le plan national de santé publique ("priorité prévention") ont fait du développement de la promotion de la santé une priorité pour les personnes détenues. Les actions éducatives en promotion de la santé peuvent notamment prendre la forme d'un développement de l'éducation nutritionnelle indispensable à l'amélioration de la santé et du bien-être chez ce public précaire et sédentaire. »</p>
<p><b>p. 59</b></p>	<p>« Les repas sont également des occasions de partage et de convivialité. Des animations autour des repas sont des facteurs d'intégration sociale et comme liens entre résidents et personnels (ateliers culinaires, potagers en EHPAD,</p>

*organisation d'événements thématiques, etc.).*

*C'est pourquoi la sensibilisation de l'ensemble des professionnels du champ médico-social, des aidants et des personnes accueillies à la question de la dénutrition chez les personnes âgées, les personnes handicapées et les populations précaires est un objectif prioritaire en termes d'amélioration de la qualité de vie de ces personnes. »*

## ANNEXE 2 – GRILLES D'ANALYSE DU CORPUS

Le *corpus* qui sert de base à cette grille d'analyse est constitué de 12 documents audiovisuels – 11 lancements en plateau suivis d'un reportage et un lancement en plateau suivi d'une infographie et d'un reportage – diffusés dans les journaux télévisés de TF1, France 2 et France 3 entre le 2 septembre 2019 et le 21 janvier 2021.


Outre les informations d'identification du sujet (date, chaîne, émission, durée, titre du reportage...), notre grille est composée de champs dont nous expliquons ici l'intérêt :

Nom du champ	Types de réponses	Axe d'analyse
<b>Titre d'ouverture</b>	OUI / NON	L'importance hiérarchique attribuée au sujet dans la l'alignement du JT.
<b>Plateau : Cadrage / Sujet principal</b>	OUI / NON	
<b>Enchaînement avec autre sujet / reportage</b>	OUI / NON	
<b>Début du reportage</b>	L'heure	
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	NON / NON OUI / NON NON / OUI OUI / OUI	Les acteurs peuvent ne pas être nommés dans le reportage. Ou ils peuvent l'être avec leur prénom et/ou nom et/ou leur statut (Ex.: « <i>Inès Tchouchi en sait quelque chose. Cette étudiante en 2e année de droit [...]</i> ».) Il peut aussi s'agir d'institution (« <i>Le Secours Populaire de Saint-Jean-de-la-Ruelle</i> »).  Ces mêmes acteurs peuvent être ou pas identifiés par une incrustation à l'écran (« <i>Inès Tchouchi   Étudiante</i> » ou encore « <i>Fabien Rivière da Silva   Adjoint aux Solidarités – Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret)</i> »).
<b>Inégalités de milieu social exprimées</b>	OUI / NON	La représentation sociale des étudiants en tant que « groupe social » homogène ou pas. Nous ne le traitons pas dans ce Mémoire, mais pouvant être analysé dans un deuxième temps, (Thèse) nous faisons le choix de le garder dans nos grilles.
<b>Journaliste(s) cité(es)</b>	Les noms	Les logiques de production internes aux médias : les journalistes auxquels les sujets sont assignés (spécialistes ou pas?), le recours aux images externes ou aux tournages internes.
<b>Fiche technique à la fin du sujet</b>	OUI / NON	
<b>Images externes</b>	OUI / NON	


Dans un souci de lisibilité, nous avons enlevé les lignes vides, comme celle-ci :

<b>Titre d'ouverture</b>		<b>NON</b>
--------------------------	--	------------

## Grille 1

Réf. 1	12 nov 2019 – Le 19/20 – Éd. Nationale – France 3 – 19h38'37-19h40'13	
Date	12 novembre 2019	
Chaîne édition Durée totale	France 3 Le 19/20 – Édition Nationale 1'36	
Titre du reportage	Précarité   La colère monte dans les universités	
Plateau : Cadrage / Sujet principal	« Des rassemblements aujourd'hui devant une quarantaine de CROUS. <u>L'immolation d'un étudiant lyonnais</u> en situation de précarité est le déclencheur d'un mouvement dont on a encore du mal à mesurer l'ampleur. <u>Les associations</u> en appellent à l'État pour revoir le système des aides. »	NON
Journaliste(s) cité(es)	Florence Matthieux avec nos équipes en région.	OUI
Début du reportage :	19h38'57"	
Acteurs nommés / noms incrustés	« <u>Sa compagne</u> a pris la parole : » (F ♀) « <i>On considère que c'est normal de galérer, que c'est normal de faire un repas par jour, que c'est normal d'avoir un appart miteux avec des cafards ou de l'humidité... Alors que non, en fait, c'est pas normal</i> »	NON / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	H ♂	NON / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	F ♀	NON / NON
Inégalités de milieu social exprimées	« Chaque année, on nous sucre des APL, on nous sucre des bourses... Chaque année il y a des mesures en fait répressives et précarisantes pour les étudiants boursiers ... Et c'est que clairement <u>on ferme les universités aux enfants d'ouvriers.</u> »	OUI
Acteurs nommés / noms incrustés	« Ce soir, les <u>associations</u> réclament que soit revu en urgence le système d'aide sociale pour les étudiants. »	NON / NON


## Grille 2

Réf. 2	19 nov 2019 – 20h – France 2 – 20h17'26"-20h20'27"	
Date	19 novembre 2019	
Chaîne Édition Durée totale	France 2 20h 3'01"	
Titre du reportage	Pouvoir d'achat   Les étudiants trinquent	
Plateau : Cadrage / Sujet principal	« Pas question d'augmenter les bourses étudiantes déjà à la hausse. <u>La ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a en revanche annoncé</u> la mise en place d'un numéro d'appel pour permettre aux étudiants d'accéder aux aides d'urgence, peu connues. Une réponse à l'émotion suscitée par le geste d'un étudiant en difficulté financière, qui s'est immolé par le feu, à Lyon. Cent vingt-cinq mille étudiants seraient en situation de précarité. »	NON
Journaliste(s) cité(es)	Téo Sournon et Christophe La Rocca se sont rendus dans une cité universitaire, à Marseille.	
Début du reportage :	20h17'55"	
Acteurs nommés / noms incrustés	F ♀ 1	NON / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	F ♀ 2	NON / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	« Le <u>CROUS</u> est alerté mais les travaux se font attendre. Pour pouvoir payer leurs loyers, ils sont près de la moitié à travailler le soir ou les week-ends, en plus des études. »	OUI, institution / NON
Inégalités de milieu social exprimées	« Ce n'est pas le cas de ces trois étudiants en Économie, mais ils confirment : Q : Si vos parents ne vous aidaient pas, tout simplement, concrètement, aujourd'hui ? »	OUI
Acteurs nommés / noms incrustés	H ♂ 1	NON / NON
Inégalités de milieu social exprimées	« Déjà, il faudrait que je travaille, c'est sûr... mais après je pense qu'avec du travail, en France, on peut quand même s'en sortir avec les aides qui sont fournies. »	OUI
Acteurs nommés / noms incrustés	H ♂ 2	NON / NON
Inégalités de milieu social exprimées	« Certains font livreur Delivroo et d'autres préfèrent travailler dans McDonalds ou Dominos.	OUI
Acteurs	H ♂ 3 : « C'est pas simple. On a un budget limité, on essaie de faire ce	NON / NON




<b>nommés / noms incrustés</b>	qu'on peut avec ce qu'on a. Après, on va peut-être décider de faire des concessions sur la santé, sur l'aspect alimentaire, sur les sorties. »	
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« Devoir jongler entre études et travail, <u>ces étudiantes</u> ont <u>une amie</u> à la faculté de Droit qui en a fait l'amère expérience. »	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	F ♀ 3	NON / NON
<b>Inégalités de milieu social exprimées</b>	« Tout le week-end elle travaille, en même temps elle doit bosser ces cours et je sais que pendant les vacances ça n'allait pas du tout : elle était perdue, elle ne savait plus quoi faire, elle voulait arrêter la fac... »	OUI
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	F ♀ 4	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	F ♀ 5	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« <u>Ces étudiants-militants</u> ont créé <u>un collectif</u> , à Marseille, en septembre dernier. D'après eux, le système des aides d'urgence, des bourses, est trop complexe et dissuade certains demandeurs. »	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	F ♀ 6 (fait partie dudit collectif)	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	H ♂ 4 (fait partie dudit collectif)	NON / NON
<b>Enchaînement avec autre sujet / reportage</b>	« Eux ont prévu de grossir les rangs de <u>la manifestation du 5 décembre contre la réforme des retraites</u> pour faire entendre le malaise étudiant. »	OUI
<b>Fiche technique à la fin du sujet</b>	Reportage : T. Souman, C. La Rocca, C. Langlais.	OUI


## Grille 3

Réf. 5		5 avril 2020 - LE 20H - TF1 - 20h39'37"-20h43'17"	
Date	5 avril 2020		
Chaîne Édition Durée totale	TF1 LE 20H 3'40"		
Titre du reportage	<b>Coronavirus : Des fins de mois encore plus difficiles</b> (ENQUETE WEEK-END : Les nouvelles précarités → titre pas à l'antenne)		NON
Plateau : Cadrage / Sujet principal	Ce qui est sûr, en tout cas, c'est <u>que cette épidémie a déjà aggravé la situation des personnes les plus vulnérables</u> . Elle a même, vous allez le voir, crée de nouvelles précarités. Des profils que les <u>associations</u> sont seulement en train de découvrir.		NON
Journaliste(s) cité(es)	Enquête signée Axel Monnier, Eve Mazet et Alexandre Gaudin		OUI
Début du reportage :	20h39'54"		
Acteurs nommés / noms incrustés	<u>Pierre, étudiant en Maths à Strasbourg</u> : « Certains prix ont énormément augmenté dans les achats de première nécessité [...] »		OUI, prénom, statut / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	« <u>Amanda</u> non plus, n'a pas pu rentrer dans sa famille. La voici confinée dans sa petite chambre <u>étudiante</u> [...] »		OUI, prénom, statut / NON
Enchaînement avec autre sujet / reportage	20h41'01"-20h43'17" → Sujet passe à d'autres profils : assistante maternelle (qui souhaite rester anonyme) etc.		OUI
Fiche technique à la fin du sujet	Reportage : A Monnier – E. Mazet – A. Gaudin – X. Boucher – F. Soyer		OUI

### Grille 4


Réf. 6		13 avril 2020 – Le 19/20 – Éd. Nationale – France 3 – 19h37'27"-19h39'45"
<b>Date</b>	13 avril 2020	
<b>Chaîne</b> <b>Édition</b> <b>Durée totale</b>	<b>France 3</b> <b>Le 19/20 – Édition nationale</b> <b>1'34"</b>	
<b>Titre du reportage</b>	<b>Les conséquences sociales de la crise sanitaire et du confinement</b>	
<b>Plateau :</b> <b>Cadrage / Sujet principal</b>	« Cette crise, elle a déjà des conséquences sociales. <u>Le Secours Catholique</u> alerte : aujourd'hui, de plus en plus de Français risquent de basculer dans la grande précarité : étudiants, intérimaires, bénéficiaires de minima sociaux... Toutes les associations constatent une hausse des besoins en aide alimentaire. »	NON
<b>Journaliste(s) cité(es)</b>	Maelys Septembre et nos confrères de France 3 Nancy.	OUI
<b>Début du reportage :</b>	19h37'48"	
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« La précarité rythme le quotidien de cet étudiant algérien... » + incruste : Amayes Bechker / Étudiant en master management stratégique	NON / OUI, prénom, nom, statut
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« Le directeur de ces résidences » + incruste : Louis Lagache   Directeur de Résidences Universitaires CROUS	NON, statut / OUI, prénom, nom, statut
<b>Enchaînement avec autre sujet / reportage</b>	19h39'01"-19h39'45" → continue sur sujet général sur les besoins d'aide alimentaire.	OUI

## Grille 5


Réf. 7	25 avril 2020 – 20h – France 2 – 20h20'36"–20h26'05"	
Date	25 avril 2020	
Chaîne	France 2	
Édition	20h	
Durée totale	5'29"	
Titre du reportage	Covid-19 : Le virus aggrave la crise alimentaire (titre général) + Covid-19 : Des étudiants en grande précarité	
Plateau : Cadrage / Sujet principal	<p>« <u>Autre conséquence de l'apparition de ce virus.</u> Elle est pourtant moins visible : portant le <u>message d'alerte du Programme alimentaire mondial</u> devant le Conseil de Sécurité de l'ONU est assez clair : " attention au risque de famine ", dans les prochains mois. La crise sanitaire va aggraver les fragilités dans de nombreux pays. En Afrique, en Amérique du Sud le danger est déjà visible. »</p> <p>+ à 20h20'55" → reportage sur des pays d'Afrique et autres</p> <p>+ à 20h23'13" → Retour plateau : « Une situation de manque qui est également visible ici en France, depuis quelque temps. Pour les <u>étudiants</u> en situation de précarité. Privés de revenus et de petits boulots, éloignés de chez eux, de leurs familles, ils se retrouvent dépendants de gestes solidaires, des dons de banques alimentaires ou encore des maraîchers. »</p>	
Journaliste(s) cité(es)	Etienne Prijean, Jean-Claude Martion	OUI
Début du reportage :	20h23'27"	
Acteurs nommés / noms incrustés	« Cloîtrée chez elle, Amanda Jean a été privée de ses heures de babysitting... » + incruste : Amanda Jean   Étudiante « Il y a le loyer... »	OUI, prénom, nom / OUI, prénom, nom, statut
Acteurs nommés / noms incrustés	« A Lyon, <u>un collectif</u> s'est créé autour d'étudiants, d'enseignants [...] »	NON / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	« Aujourd'hui c'est jour de courses grâce à des subventions et dons de particuliers ». Non cité mais incruste : Arnaud Stamm   Étudiant et bénévole "CSE – Collectif de Solidarité Étudiante"	NOM / OUI, prénom, nom, statut
Inégalités de milieu social exprimées	« Des étudiants devenus bénévoles. <u>Eux non pas de difficultés financières</u> ou ont pu rentrer chez leur parents. »	OUI
Acteurs nommés / noms incrustés	Non cité mais incruste : Lauryn Bouiolly   Étudiante et bénévole "CSE – Collectif de Solidarité Étudiante"	NON / prénom, nom, statut
Inégalités de milieu social exprimées	« Ce confinement, il a mis en lumière les inégalités qu'il y avait entre les étudiants [...]» (dit par : Lauryn Bouiolly)	OUI
Acteurs	« À l'origine du collectif, <u>cette professeure d'Histoire du Droit...</u> »	NON /

<b>nommés / noms incrustés</b>	+ incruste : Catherine Fillon   Présidente "CSE – Collectif de Solidarité Étudiante"	prénom, nom, statut
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« [...] ces colis reçus, un soulagement pour Amiel Balebana. » + incruste : Amiel Balebana   Étudiante + « Avant le confinement, cette étudiante congolaise faisait des heures de ménage à côté de ses études. »	OUI, prénom, nom, statut / OUI, prénom, nom, statut
<b>Fiche technique à la fin du sujet</b>	Reportage : E. Pringent, J-C. Martin	OUI


### Grille 6

<b>Réf. 9</b>	<b>8 mai 2020 – 20 h – France 2 – 20h29'50"-20h32'51"</b>	
<b>Date</b>	<b>8 mai 2020</b>	
<b>Chaîne Édition</b>	<b>France 2</b>	
<b>Durée totale</b>	<b>20h 3'01"</b>	
<b>Titre du reportage</b>	<b>Précarité : Des associations se mobilisent à Roubaix</b>	
<b>Plateau : Cadrage / Sujet principal</b>	« Une nouvelle <u>illustration de la solidarité qui s'est mise en place depuis le début de la crise sanitaire : la solidarité auprès des plus démunis. L'association 'Un rien c'est tout'</u> qui vous propose notamment de micro-dons, d'un euro par mois, a choisi de se concentrer, cette fois, sur la distribution de repas d'urgence auprès des plus précaires. Et c'est à Roubaix, avec <u>le soutien de bénévoles du Secours Populaire</u> que cette opération s'est mise en place. Pour plusieurs centaines de familles et des <u>étudiants</u> . »	NON
<b>Journaliste(s) cité(es)</b>	Maelys Septembre, [...] Barbara Six.	OUI
<b>Début du reportage :</b>	20h30'17"	
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	Aucun étudiant pendant le reportage, dont les acteurs sont « les familles ». Les étudiants ne sont mentionnés que dans le lancement.	NON / NON
<b>Fiche technique à la fin du sujet</b>	Reportage : M. Septembre. B. Six, A. Gouty	OUI

## Grille 7

Réf. 10		18 oct 2020 – 20h – France 2 – 20h19'02"–20h23'00"	
<b>Date</b>	<b>18 octobre 2020</b>		
<b>Chaîne</b>	<b>France 2</b>		
<b>Édition</b>	<b>20h</b>		
<b>Durée totale</b>	<b>3'58"</b>		
<b>Titre du reportage</b>	<b>La précarité en chiffres</b>		
<b>Plateau : Cadrage / Sujet principal</b>	« La crise sanitaire et son impact économique en France, déjà bien visible pour les plus précaires. Le gouvernement a annoncé une aide de 150 euros pour les bénéficiaires du RSA et de l'APL et étendue aux <u>étudiants</u> ainsi qu'aux <u>étudiants</u> boursiers. L'urgence est déjà là. Les <u>associations caritatives</u> tirent le signal d'alarme. Les demandes d'aide alimentaire ont bondi. La précarité en chiffres c'est le data de ce soir. »		NON
<b>Journaliste(s) cité(es)</b>	Regardez tout cela avec Julien Duponchel.		OUI
	Les étudiants sont cités dans le chapeau mais ils sont absents de l'infographie tout comme du reportage qui suit.		
<b>Début du reportage :</b>	20h20'25"		
<b>Enchaînement avec autre sujet / reportage</b>	20h21'25" → Après l'infographie, le sujet continue par un reportage dans le Loir-et-Cher sur une architecte d'intérieur en précarité et autres...		OUI
<b>Fiche technique à la fin du sujet</b>	Reportage : S. Brunn, A. Launay, J. Cohen-Oliveri / Images drone : CD41		OUI


## Grille 8

Réf. 11 12 nov 2020 – Le 13h – France 2 – 13h07'18"-13h09'54"		
Date	12 novembre 2020	
Chaîne Édition Durée totale	France 2 13h 2'36"	
Titre d'ouverture	Secours Catholique Plus de 10 millions de pauvres  « Le <u>Secours Catholique</u> vient de publier son rapport annuel pour la pauvreté et s'inquiète des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire. C'est année, la France pourrait franchir la barre des 10 millions de pauvres. »	OUI, le 3 <sup>e</sup>
Titre du reportage	Étudiants : Une aide alimentaire indispensable	
Plateau : Cadrage / Sujet principal	« Une crise sanitaire aux conséquences économiques et sociales de plus en plus importantes d'après le <u>Secours Catholique</u> . La pauvreté et les inégalités ont encore progressé dans notre pays, selon le rapport annuel de l'association. Eh bien, la France va franchir cette année la barre des 10 millions de pauvres, une précarité dans laquelle plongent des nombreux <u>étudiants</u> . Leurs petits boulots souvent nécessaires pour boucler leurs fins de mois ont été supprimés ou suspendus en raison de l'épidémie. Alors, comme lors du premier confinement, eh bien, les distributions de colis alimentaires ont repris. À Bordeaux, ce sont neuf mille repas qui sont distribués chaque semaine, sur le campus universitaire qui accueille normalement 105 mille étudiants. »	NON
Journaliste(s) cité(es)	David Basier avec Camille Michelland.	OUI
Début du reportage	13h08'01"	
Acteurs nommés / noms incrustés	« Sur le campus de Bordeaux, de plus en plus en plus <u>d'étudiants</u> viennent chercher le colis hebdomadaire, [...] »	NON / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	« [...] distribué par la <u>Banque Alimentaire</u> . »	OUI, institution / NOM
Acteurs nommés / noms incrustés	« Tous sont boursiers, tous privés du petit boulot qui complétait leurs revenus. »	OUI, statut / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	F ♀ 1	NON / NON
Acteurs nommés /	F ♀ 2	NON / NON


<b>noms incrustés</b>		
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	F ♀ 3	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« Depuis mars, <u>13 700 étudiants</u> du campus de Bordeaux ont bénéficié de cette aide alimentaire. »	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« Mais ces distributions ont bien failli s'arrêter sans une subvention exceptionnelle de la <u>région Nouvelle Aquitaine</u> , car les stocks de la <u>Banque Alimentaire</u> sont au plus bas. »	OUI, institutions / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	Incruste : Pierre Veit   Président de la Banque Alimentaire de Gironde	NON / OUI, prénom, nom, statut
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« <u>Les services sociaux de l'Université</u> ont donc dressé des listes d'étudiants les plus démunis. [...] »	OUI, institutions / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« [...] <u>Les restaurants universitaires</u> proposent aussi aux boursiers des menus à emporter à 1 €, contre 3,30 @ habituellement. »	OUI, institutions / NON
<b>Fiche technique à la fin du sujet</b>	Reportage : D. Basier, C. Michelland, T. Sinier	OUI
<b>Images externes</b>	FTP : Source iMedia	OUI




## Grille 9

Réf. 12 12 nov. 2020 – Le 19/20 – Éd. Nationale – France 3 – 19h45'06"-19h47'00"		
<b>Date</b>	<b>12 novembre 2020</b>	
<b>Chaîne</b> <b>Édition</b> <b>Durée totale</b>	<b>France 3</b> <b>Le 19/20 – Édition nationale</b> <b>1'54"</b>	
<b>Titre du reportage</b>	<b>Aide alimentaire   Les files d'étudiants s'allongent</b>	
<b>Plateau :</b> <b>Cadrage / Sujet principal</b>	« La France franchira la barre des 10 millions de pauvres, en 2020, <u>s'alarme le Secours Catholique, dans son rapport annuel.</u> Un phénomène amplifié par la crise sanitaire et les bénévoles le constatent au quotidien. De plus en plus de jeunes, d'étudiants, privés de petits boulots basculent dans la précarité. À Bordeaux, neuf mille repas qui sont distribués chaque semaine, sur le campus universitaire. »	NON
<b>Journaliste(s) cité(es)</b>	Marianne Buisson, David Basier et Camille Michelland.	OUI
<b>Début du reportage</b>	Reportage : 19h45'32"	
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« [...] <u>ces étudiants</u> viennent chercher de quoi manger.»	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	Incruste : Pierre Veit   Président de la Banque Alimentaire de Gironde	NON / OUI, prénom, nom, statut
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	F ♀ 1	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	F ♀ 2	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	F ♀ 3	NON / NON
<b>Acteurs nommés / noms incrustés</b>	« [...] les <u>restaurants universitaires</u> proposent également aux boursiers des repas à emporter à seulement 1 €, au lieu de 3,30 €. »	OUI, institution / NON
<b>Fiche technique à la fin du sujet</b>	Reportage : M. Buissoin, D. Basier, C. Michelland, T. Sinier, C. Gindre	OUI
<b>Images externes</b>	Pas indiqué sur la notice mais visiblement remontage du 13h de France 3 du même, lequel indiquait comme source « FTP : Source iMedia »	OUI


## Grille 10

Réf. 15 4 déc 2020 – 20h – France 2 – 20h10'17"-20h13'01"		
Date	4 décembre 2020	
Chaîne Édition Durée totale	France 2 20h 2'44"	
Titre du reportage	Covid-19 Ces étudiants qui basculent dans la précarité	
Plateau : Cadrage / Sujet principal	(juste après deux sujets sur Emmanuel Macron – « Le président sort la carte jeune » (qui était titre d'ouverture)  « <u>L'épidémie</u> a bel et bien entraîné une désorganisation de leur travail, une fermeture du resto U ou encore la fin des petits jobs. Les témoignages se multiplient : des étudiants en biologie, de la Sorbonne, qui font part de leur mal-être à leur professeur dans un courrier ; à la fac d'Évry ce sont des colis alimentaires qui sont distribués à fin de pallier une précarité grandissante. Le chef de l'État, aujourd'hui, a annoncé une aide exceptionnelle de 150 €, justement pour les plus démunis. »	NON
Journaliste(s) cité(es)	Reportage à la cité universitaire de Paris, Jihave Benzina, Olivier Palomino.	OUI
Début du reportage	20h10'45"	
Acteurs nommés / noms incrustés	« Son année universitaire, <u>Hervé Thomas, étudiant en école d'ingénieur</u> [...] » + incruste : Hervé Thomas   Étudiant	OUI, prénom, non, statut / OUI, prénom, nom, statut
Acteurs nommés / noms incrustés	« [...] 600 étudiants sur les 6000 sont en situation de précarité. En région parisienne, <u>Inès Tchouchi</u> en sait quelque chose. Cette <u>étudiante en 2<sup>e</sup> année de droit</u> [...] » + Incruste : Inès Tchouchi   Étudiante	OUI, prénom, non, statut / OUI, prénom, nom, statut
Acteurs nommés / noms incrustés	« <u>Emma Lacaze</u> est très angoissée [...] » + incruste : Emma Lacaze   Étudiante	OUI, prénom, non, statut / OUI, prénom, nom, statut
Acteurs nommés / noms incrustés	Incruste : Julien Meimon   Président de l'Association "Linkee"	NON / OUI, prénom, nom, statut
Acteurs nommés / noms incrustés	« Ce soir, <u>l'association</u> aura distribué 400 repas [...] »	NON / NON
Fiche technique à la fin du sujet	Reportage : J. Benzina, O. Palomino, M. Birden, F. Dumont, J. Couroyer	OUI

## Grille 11

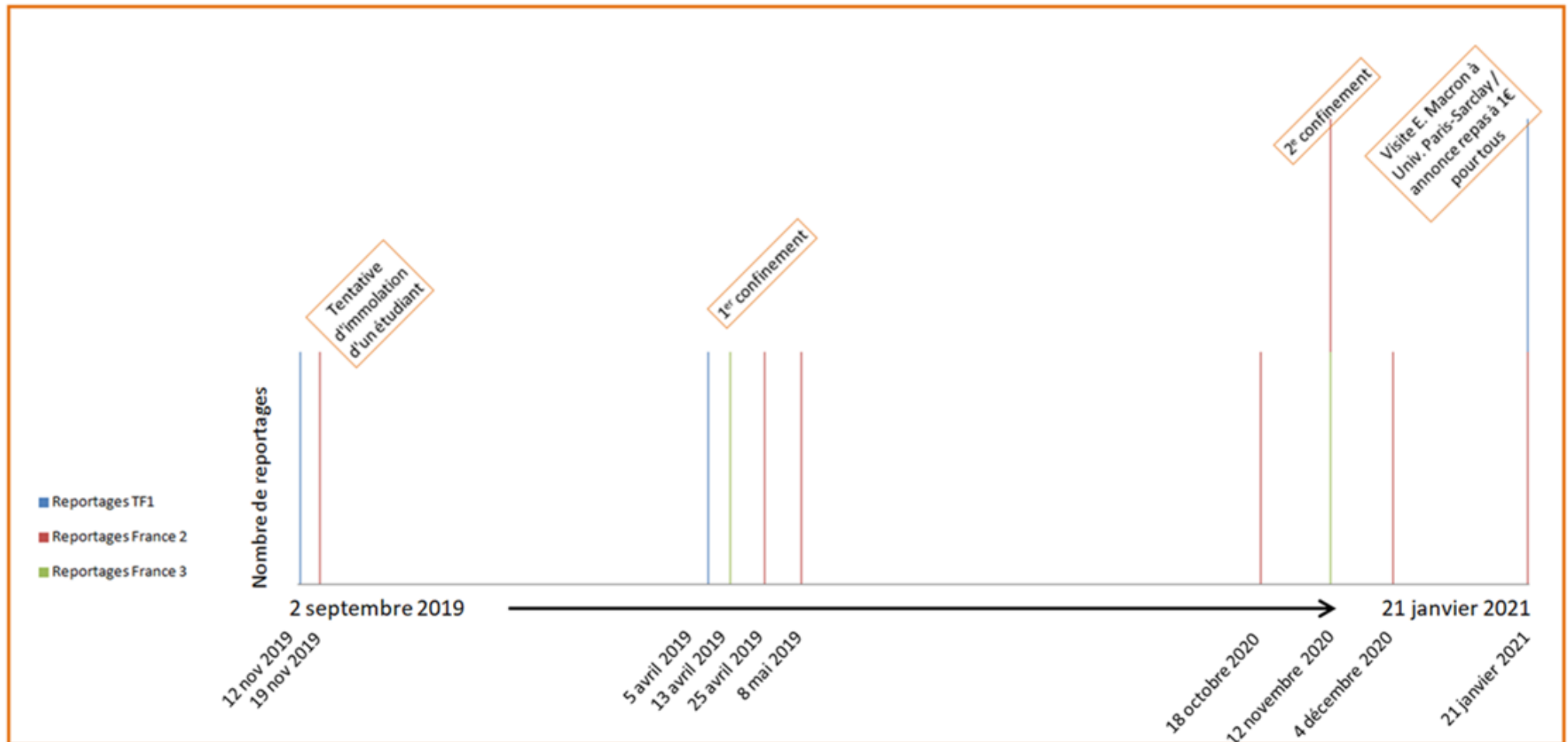
Réf. 19 21 janv 2021- Le 13h – 13h07'54"-13h10'36"		
Date	21 janvier 2021	
Chaîne Édition Durée totale	TF1 Le 13h 2'42"	
Titre du reportage	Crise du Covid : cette commune verse 100 euros à ses étudiants	
Plateau : Cadrage / Sujet principal	Autre dossier très préoccupant du moment : le malaise étudiant. Après avoir manifesté hier dans plusieurs villes, pour alerter sur leur difficulté, certains échangent depuis quelques minutes avec Emmanuel Macron. Le président est à l'Université de Paris Saclay. Les facs sont fermées, plus de vie sociale, cours à distance, plus de petits boulots... De plus en plus d'étudiants disent ressentir une détresse psychologique et financière. Voyez comment, dans le Loiret, une ville a décidé de verser 100 euros à chacun de ses étudiants. Une aide bienvenue.	NON
Journaliste(s) cité(es)	A Saint-Jean-de-la-Ruelle, Isabelle Marie e Bruno Poiseuil	
Début du reportage	13h08'27"	
Acteurs nommés / noms incrustés	« [...] Le <u>Secours Populaire de Saint-Jean-de-la-Ruelle</u> [...]« [...] des colis alimentaires. Et parmi les bénéficiaires, des étudiants, de plus en plus nombreux. »	OUI, institution / NON, mais logo sur le mur
Acteurs nommés / noms incrustés	Jonathan Bruneau   Étudiant	NON / OUI, prénom, nom, statut
Acteurs nommés / noms incrustés	Fabien Rivière da Silva   Adjoint aux Solidarités – Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret)	NON / OUI, prénom, nom, statut
Acteurs nommés / noms incrustés	Annie Renard   Secrétaire Général du Secours Populaire du Loiret	NON / OUI, prénom, nom, statut
Acteurs nommés / noms incrustés	H♂ 3 – « Je suis à l'Université, en Master 2, en alternance. » (Cet étudiant réapparaît : c'est Maxime Rameaux)	NON/NON
Inégalités de milieu social exprimées	« Cent euros. Une aide tout aussi bienvenue pour cet étudiant, même s'il vit chez ses parents. »	OUI
Acteurs nommés / noms incrustés	Maxime Rameaux   Étudiant « Pour un étudiant en Droit [...] »	NON / OUI, prénom, nom, statut
Acteurs nommés / noms incrustés	Christophe Chaillou   Maire (PS) de Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret)	NON / OUI, prénom, nom, statut
Fiche technique à la fin du sujet	Reportage I. Marie – B. Poizeuil	OUI

## Grille 12

Réf. 20	21 janv 2021 –20h – France 2 – 20h28'12"–20h30'40"	
Date	21 janvier 2021	
Chaîne Édition Durée totale	France 2 20h 2'28"	
Titre d'ouverture	Étudiants Une aide d'urgence face à la crise  « Emmanuel Macron promet à tous les étudiants deux repas à 1€ chaque jour. Il annonce qu'ils vont pouvoir assister aux cours en présentiel un jour par semaine mais il n'y aura pas de retour à la normal avant septembre. »	OUI, le 4 <sup>e</sup>
Titre du reportage	Étudiants   Le Covid de plein fouet	
Plateau : Cadrage / Sujet principal	« Emmanuel Macron s'est rendu aujourd'hui sur le campus de Paris-Saclay à la rencontre des étudiants. Le président estime qu'un retour à la normale est impossible pour le second semestre mais il a annoncé que chaque étudiant pourrait assister à l'équivalent d'une journée de cours en présentiel chaque semaine et puis d'ici la fin du mois tous pourront bénéficier de deux repas à 1 € chaque jour dans les restaurants universitaires. De plus en plus d'étudiants ont du mal à remplir leur frigo. »	NON
Journaliste(s) cité(es)	Voici ce reportage de Raphael Chapira et Elvira Berahya-Lazarus.	OUI
Début du reportage	20h28'41"	
Acteurs nommés / noms incrustés	« [...] Lola, élève en classe préparatoire [...] »	OUI, prénom, statut / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	« [...] avec un de ses camarades, étudiant en Marketing. »	OUI, statut / NON
Acteurs nommés / noms incrustés	« Ce soir, <u>l'association</u> a dépanné plus de 300 étudiants [...] »	NON / NON
Fiche technique à la fin du sujet	Reportage : E. Berahya-Lazarus, P. Gaugry, A. Maurial, @CAT&CIE	OUI
Enchaînement avec autre sujet / reportage	« Et la suite ce soir, sur Envoyé Spécial [...] » (Ma vie d'étudiant)	OUI

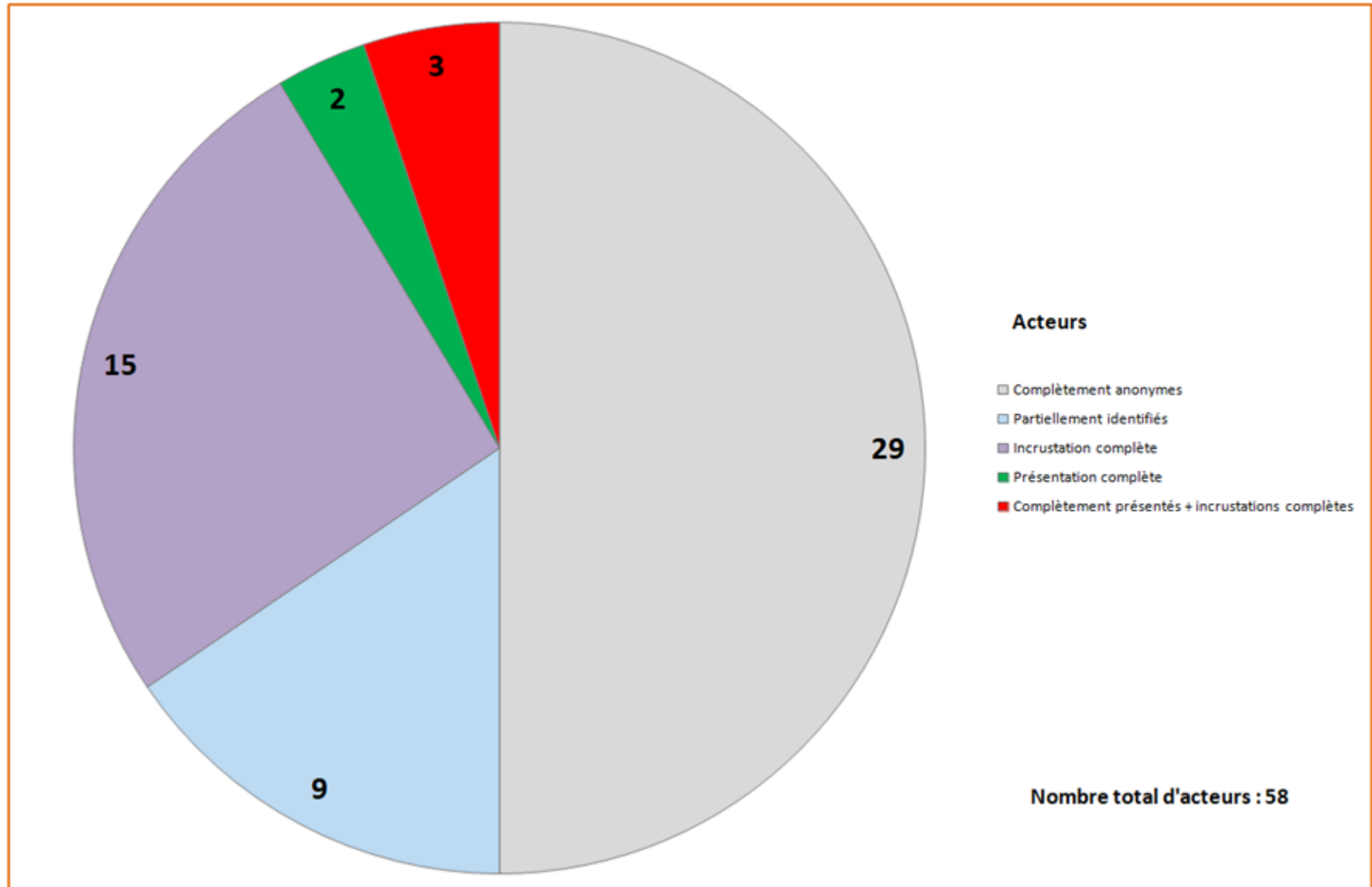
## **ANNEXE 3 – GRAPHICS**

## Graphique 1 : Pics de médiatisation de la précarité alimentaire des étudiants



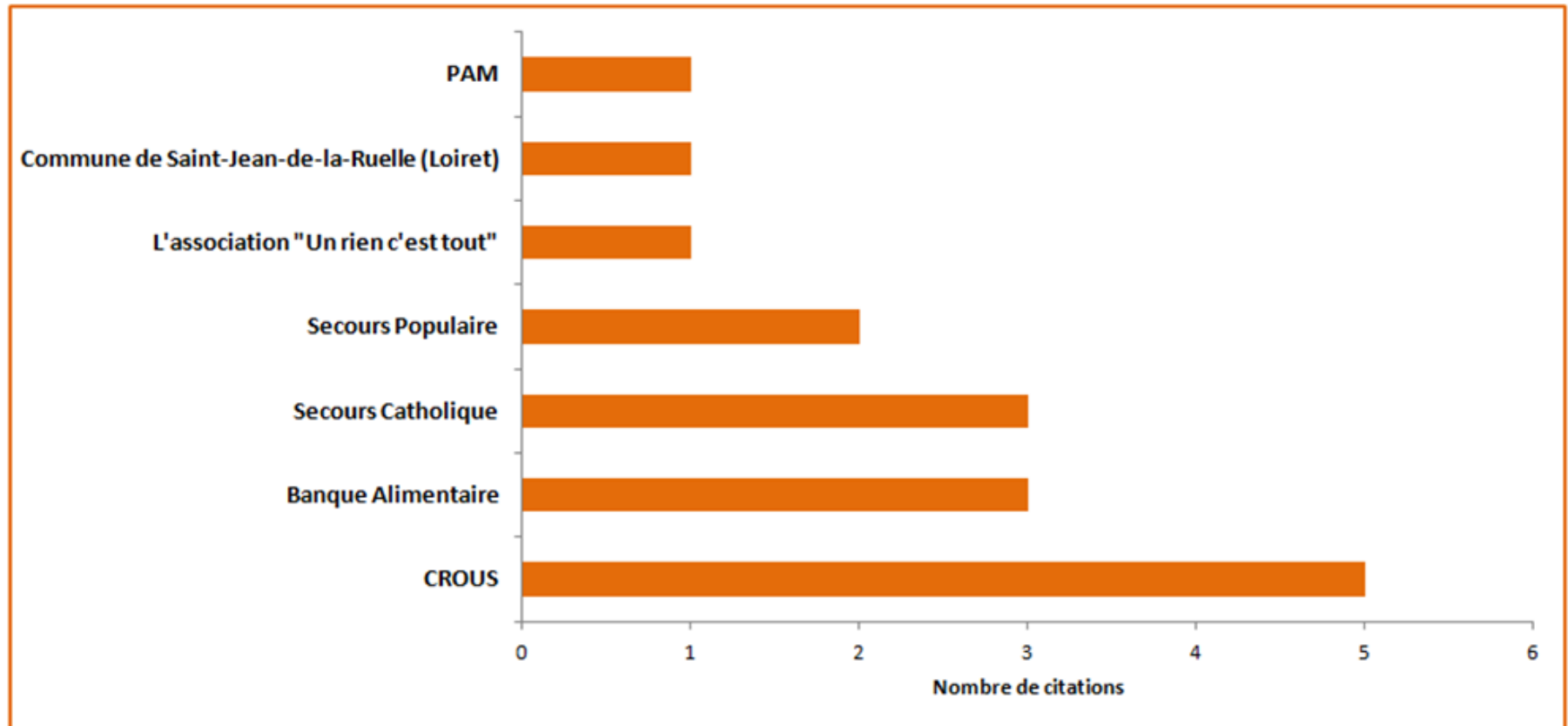
(Graphique réalisé par l'autrice à partir de la grille d'analyse du *corpus*)

Graphique 2 : Identification des acteurs



(Graphique réalisé par l'autrice à partir de la grille d'analyse du *corpus*)

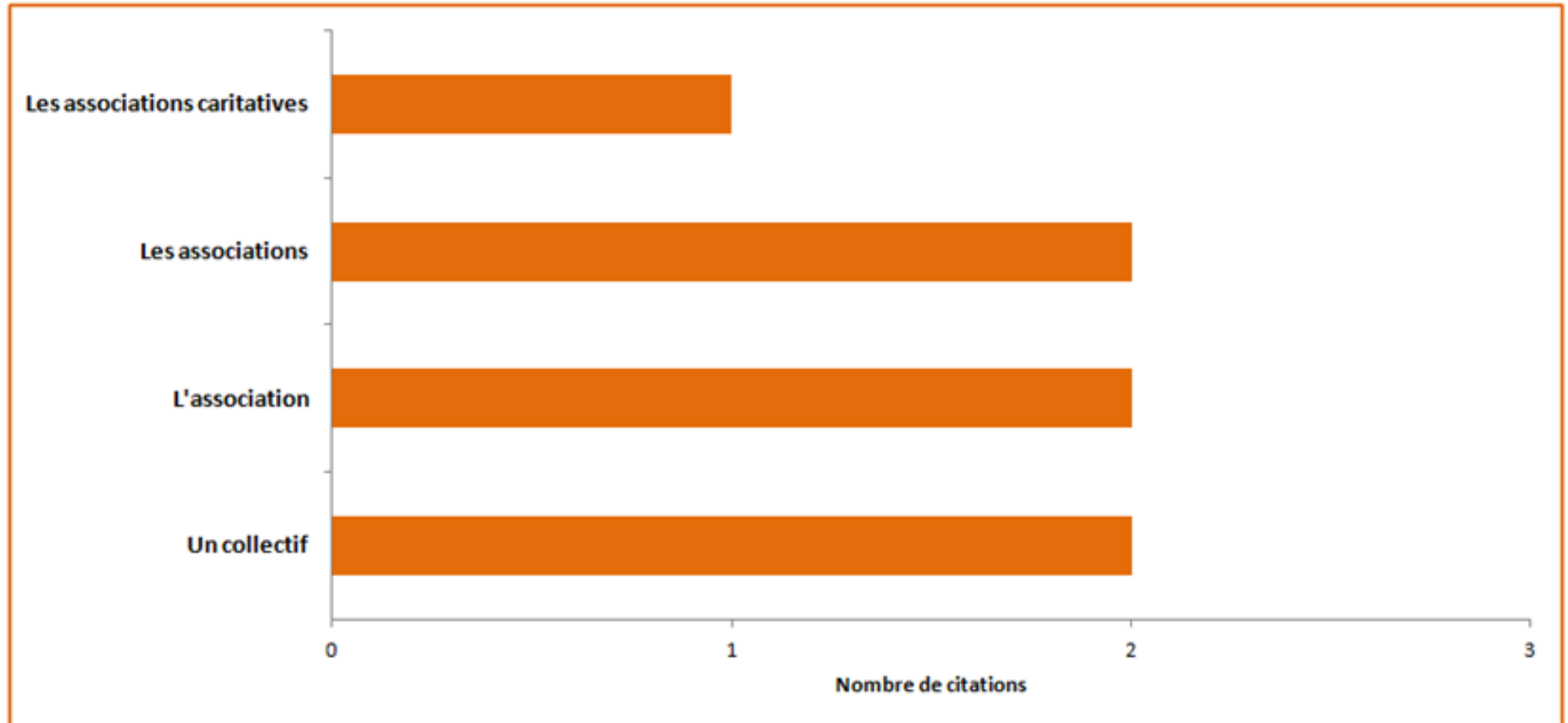
Graphique 3 : Identification des acteurs institutionnels connus



(Graphique réalisé par l'autrice à partir de la grille d'analyse du *corpus*)



## Graphique 4 : Identification des acteurs institutionnels inconnus



(Graphique réalisé par l'autrice à partir de la grille d'analyse du *corpus*)

## Annexe 4 – Tableau 6

### Sujets diffusés dans les JT à la suite d'actions de communication d'acteurs institutionnels

Acteur	Lancement en plateau
<p><b>Secours Catholique</b></p>	<p>« Cette crise, elle a déjà des conséquences sociales. Le Secours Catholique alerte : aujourd’hui, de plus en plus de Français risquent de basculer dans la grande précarité : étudiants, intérimaires, bénéficiaires de minima sociaux... [...] »</p>
	<p>« Une crise sanitaire aux conséquences économiques et sociales de plus en plus importantes d’après le Secours Catholique. La pauvreté et les inégalités ont encore progressé dans notre pays, selon le rapport annuel de l’association. Eh bien, la France va franchir cette année la barre des 10 millions de pauvres, une précarité dans laquelle plongent des nombreux étudiants. [...] »</p>
	<p>« La France franchira la barre des 10 millions de pauvres, en 2020, s’alarme le Secours Catholique, dans son rapport annuel. Un phénomène amplifié par la crise sanitaire et les bénévoles le constatent au quotidien. De plus en plus de jeunes, d’étudiants, privés de petits boulots basculent dans la précarité.[...] »</p>
<p><b>L'association « Un rien c'est tout »</b> + <b>Secours Populaire</b></p>	<p>« Une nouvelle illustration de la solidarité qui s’est mise en place depuis le début de la crise sanitaire : la solidarité auprès des plus démunis. L’association 'Un rien c’est tout' qui vous propose notamment de micro-dons, d’un euro par mois, a choisi de se concentrer, cette fois, sur la distribution de repas d’urgence auprès des plus précaires. Et c’est à Roubaix, avec le soutien de bénévoles du Secours Populaire que cette opération s’est mise en place. Pour plusieurs centaines de familles et des étudiants. [...] »</p>
<p><b>PAM (Programme Alimentaire Mondial)</b></p>	<p>« Autre conséquence de l’apparition de ce virus. Elle est pourtant moins visible : portant le message d’alerte du Programme alimentaire mondial devant le Conseil de Sécurité de l’ONU est assez clair : " attention au risque de famine ", dans les prochains mois. La crise sanitaire va aggraver les fragilités dans de nombreux pays. [...]»</p>

## Résumé

Le thème de la précarité alimentaire des étudiants apparaît de manière ponctuelle dans la scène publique, il est certes domaine d'actions de la part des pouvoirs politiques mais sa mise en visibilité reste limitée. Ce Mémoire cherche à comprendre les raisons de cette mise en visibilité que nous qualifions « d'éclatée » : discontinuée dans le temps mais aussi dans les sphères occupées par les acteurs, malgré des médiatisations ou des actions politiques ou de communication. Plus précisément nous formulons trois hypothèses qui expliquent cette mise en visibilité éclatée : des acteurs à faible poids, des médiatisations de second plan et une absence de controverses. Pour les valider, nous avons étudié les PNNS et construit une grille pour analyser un *corpus* de 12 documents audiovisuels diffusés entre le 2 septembre 2019 et le 21 janvier 2021. Avec ce Mémoire, nous espérons avancer des réponses passibles d'application à d'autres questions sociales qui sont faiblement mises en visibilité.

## Mots-clés

précarité alimentaire ; étudiant ; alimentation ; PNNS ; JT ; médiatisation ; publicisation ; politisation ; mise en visibilité.

## Abstract

The issue of food insecurity among students appears in the public scene in a punctual manner and although being field of action of political authorities, its 'setting in visibility' is still limited. This dissertation seeks to understand the reasons for what we would call a 'shattered setting in visibility': discontinuous in time but also in the spheres occupied by the actors, despite mediatizations or political or communication actions. More precisely, we formulate three hypotheses that explain this shattered setting in visibility: weak actors, background mediatization and absence of controversy. To validate them, we studied the PNNS (National Nutrition Health Programs) and built a grid to analyse a *corpus* of 12 audiovisual documents broadcast between 2 September 2019 and 21 January 2021. With this dissertation, we hope to put forward answers that can be applied to other social issues that may also have difficulty to be set in visibility.

## Keywords

food insecurity; student; food; PNNS; TV; mediatization; publicization; politicisation; setting in visibility.

## Resumo

O tema da precariedade alimentar dos estudantes aparece pontualmente na cena pública e embora seja um campo de ação das autoridades políticas, a sua visibilização continua a ser limitada. Esta dissertação procura compreender as razões do que poderíamos qualificar de visibilização "estilhaçada": descontínua no tempo mas também nas esferas ocupadas pelos atores, apesar das mediações ou das ações políticas ou de comunicação. Formulamos assim três hipóteses que explicam esta visibilidade estilhaçada: atores com pouco peso, mediação de segundo plano e ausência de controvérsias. Para as validar, estudámos os PNNS (Programas Nacionais Nutrição Saúde) e construímos uma grelha para analisar um *corpus* de 12 documentos audiovisuais emitidos entre 2 de setembro de 2019 e 21 de janeiro de 2021. Com esta dissertação, esperamos avançar respostas passíveis de aplicação a outras questões sociais de fraca visibilização.

## Palavras-chave

precariedade alimentar; insegurança alimentar; estudante; alimentação; PNNS; telejornal; mediação, publicização, politização; visibilização.

## Resumen

El tema de la precariedad alimentaria de los estudiantes aparece de manera puntual en la escena pública, es seguramente un campo de acción por parte de las autoridades políticas pero su visibilización sigue siendo limitada. Esta disertación pretende comprender las razones de esta visibilización a que llamaríamos "estallada": discontinua en el tiempo pero también en las escenas que ocupan los actores, a pesar de las mediaciones o las acciones políticas o de comunicación. Más concretamente, formulamos tres hipótesis que explican esta visibilización estallada: actores de poco peso, mediación de segundo orden y ausencia de controversias. Para validarlas, estudiamos los PNNS (Programas Nacionales Nutrición Salud) y construimos una grilla para analizar un *corpus* de 12 documentos audiovisuales emitidos entre el 2 de septiembre de 2019 y el 21 de enero de 2021. Con esta disertación, esperamos avanzar en respuestas que puedan aplicarse a otras cuestiones sociales que tengan poca visibilización.

## Palabras-clave

precariedad alimentaria; inseguridad alimentaria; estudiante; alimentación; PNNS; telediario; cobertura mediática; publicización; politización; visibilización.